

ÉCHANGES

N° 137 — Été 2011 — 3 euros

bulletin du réseau

« Echanges et mouvement »

En **ESPAGNE**, la révolte citadine de mai 2011 : malaise social
et régénération démocratique, p. 3 ♦ Petite chronique d'une journée intense, p. 10

♦ Indignes et indignés, p. 13 ♦ Dans les publications, p. 16

HONGRIE. Après le règne des « sangsues », une population
moins paupérisée ?, p. 17

Dans les publications : **EUROPE**, p. 21

La situation des classes laborieuses au **JAPON** (XII : la littérature
prolétarienne, 2^e partie), p. 24 ♦ « Chronologie », de Kobayashi Takiji, p. 33

Dans les publications : Afrique, Asie, Amériques, p. 37 ♦ Immigrés
de partout, p. 38

Capitalisme et **RENTE FONCIERE**, p. 42

CORRESPONDANCE. Des débats en perspective, p. 58 ♦ Tunisie : un parallèle
avec la Roumanie de 1989, p. 60 ♦ Rudolf Rocker privatisé, p. 61 ♦ « En France,
on ne parle pas de Fukushima », p. 62

Jimmy Lallement, p. 63

Dans les publications. Histoire, théorie..., p. 64

Liste de documents disponibles à Echanges, p. 68

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet : <http://www.mondialisme.org>

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros
comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées
dans les librairies suivantes :

à Angers

L'Étincelle, 26 rue Maillé – etincelle1999@hotmail.com – <http://letincelle.over-blog.org/>

Les Nuits bleues, 21 rue Maillé – <http://chezle21.blogspot.com>

à Brest

Roignant 21 rue Navarin

☎ 02 98 44 41 01 – danielroignant2@wanadoo.fr – www.livre-rare-book.com/c/b/Daniel-...

à Lyon

La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7^e

☎ 04 78 61 02 25 – lagryffe@lagryffe.net – <http://lagryffe.net>

à Paris

La Brèche, 27 rue Taine, 12^e

☎ 01 49 28 52 44. – contact@la-breche.com – www.la-breche.com

Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5^e

☎ 01 43 25 52 10

Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1^{er}

☎ 01 42 33 62 70. – www.librairie-paralleles.com

Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5^e

☎ 01 43 26 20 17 – librairie-lpj@wanadoo.fr

Publico, 145 rue Amelot, 11^e

☎ 01 48 05 34 08 – <http://www.librairie-publico.com>

Quilombo, 23 rue Voltaire, 11^e

☎ 01 43 71 21 07 – quilombo@globenet.org – <http://www.librairie-quilombo.org>

à Rennes

Alphagraphe, 5 rue de l'Echange

☎ 02 99 79 74 20

au Canada

La Sociale CDL, Case postale 266 succ. C. – Montréal, Québec Canada H2L 4K1

lasociale_bis@yahoo.fr

EN ESPAGNE, LA

RÉVOLTE CITADINE DE MAI 2011 :

MALAISE SOCIAL ET RÉGÉNÉRATION DÉMOCRATIQUE

L'appel spontané à manifester du 15 mai, qui s'est traduit par l'occupation des places des principales villes espagnoles, n'a pas eu seulement une réponse massive ; il a aussi réveillé l'enthousiasme et offert l'opportunité d'occuper l'espace public comme lieu d'expression ouvert à tout le monde. De plus, il s'est produit en pleine campagne des élections municipales. La spontanéité de la mobilisation, provoquée par l'« indignation » et diffusée à travers ce qu'on appelle les réseaux sociaux d'Internet, était pleine d'ambiguïtés, et aussi d'ingénuité, comme le montrent les termes de l'appel lui-même et sa revendication d'une démocratie participative. Ce fut en tout cas la tendance dominante de ce qui s'est passé à Barcelone et l'impression donnée par les informations venant de Madrid et des autres villes. L'éclosion sociale du 15 mai fut explicitement une révolte citadine, « citoyenniste » si l'on veut, qui en dénonçant la corruption rampante du système démocratique en vigueur, réclame une régéné-

ration du système de représentation (rejet de la corruption dominante, changement de la loi électorale, du contrôle salarial et des activités des députés – et je passe sur les généralités concernant la dégradation de la vie politique et son éventuelle régénération, base du « programme minimum » des « indignados »). Ce ne fut pas tout, bien sûr : le malaise social larvé était manifeste, extrêmement hétérogène, et son horizon s'inscrivait dans le cadre du système de représentation démocratique (« Démocratie réelle, maintenant ! » était le mot d'ordre de la mobilisation et les manifestes issus des différentes assemblées mettaient l'accent sur la nécessité de changer la loi électorale et d'adopter une série de mesures, évidemment raisonnables mais dont la mise en pratique paraissait très improbable). La mobilisation s'est débattue entre le rejet explicite des partis et des syndicats, leur soumission au pouvoir financier, etc. et l'approbation de ce même système de représentation ; tout ceci, sans se poser la question de la nature de la démocratie comme forme politique du capital et sans ana-

lyser le fait que l'unique démocratie possible sous la domination capitaliste ne peut être que celle-ci, puisque le niveau de concentration du pouvoir a fait de la prise de décision un exercice oligarchique. La démocratie est chaque fois un peu plus une affaire de journalistes, de professionnels, d'artistes, de groupes d'opinion, etc., autrement dit, d'un nouveau bloc conservateur au sens littéral qui prétend maintenir un système de représentation et de redistribution de type keynésien (pacte social et bien-être), impossible et qui se montre incapable de dépasser sa condition de gauche du capital, du fait de sa position sociale comme de sa culture politique, en dette envers l'idéologie de gauche.

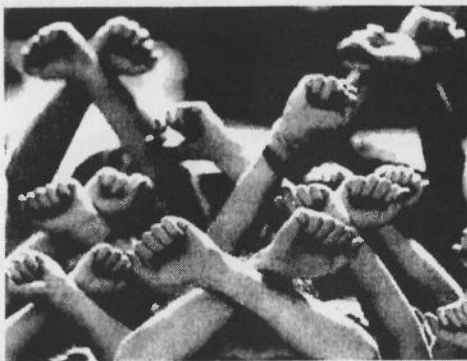
Il faut cependant constater un premier aspect positif de la mobilisation : le changement générationnel qu'elle a provoqué. Et ceci bien que l'explosion de subjectivité, par laquelle chaque individu intervienne à tout va pour imposer son point de vue, fit état d'une grande dispersion revendicative chargée principalement d'émotionnel collectif : le plaisir d'être ensemble et de sentir une force collective plus potentielle et symbolique qu'effective à l'heure d'exercer une pression directe sur les institutions politiques, économiques et financières. L'enthousiasme, l'abus de langage (*spanish revolution*, « Nous faisons l'histoire », « Nous changeons le monde », etc.) et le mimétisme avec d'autres expériences récentes (Égypte) aident peu à comprendre les particularités des circonstances propres à l'Espagne, nos intérêts et la faillite du modèle qui les garantissait jusqu'à maintenant. Entre autres exemples, on oublie que les événements de la place Tahrir au Caire avaient été précédés depuis plusieurs mois par des centaines de grèves dans les centres de production. Mais cela ne

signifie pas pour autant qu'occuper la rue, même symboliquement, soit un acte inutile. Les récentes manifestations (15 mai 2011, 1^{er} mai 2011 à Barcelone, grève générale de septembre 2010) viennent témoigner d'un malaise social de fond qui va en augmentant avec la prolongation de la crise économique. Bien sûr, les dispositifs de récupération de l'appareil médiatique ne se sont pas fait attendre : interviews de porte-parole, représentants (?!), etc. qui, nous ne le savons que trop, sont une opportunité avérée de promotion professionnelle des nouveaux représentants des mouvements sociaux.

De plus, la sollicitation d'hommes politiques honnêtes liée à un bas niveau de conscience politique est le terrain fertile à l'émergence d'une nouvelle caste représentative. Mais ceci n'est ni nouveau, ni le plus révélateur de la mobilisation et les propres « indignados » dans leurs assemblées comme dans leurs communiqués ont clamé « qu'ils ne représentaient personne et que personne ne les représentaient » (campement de Barcelone).

Sur les places occupées est apparue l'indignation accumulée devant les abus et l'aplomb du capital financier et de son système de représentation politique ainsi que le malaise réel qui accompagne le processus accéléré de prolétarianisation des « classes moyennes ». Ceci explique les formes « citoyennistes », festives et respectueuses du jeu démocratique établi, qui se sont exprimées dans les manifestations et les actions menées à ce moment-là. On peut aussi les comprendre comme l'éclosion de l'hétérogénéité qui accompagne la décomposition sociale dans laquelle nous

sommes immergés : comme une explosion de mécontentement mais de basse intensité conflictuelle. Ce qui n'est absolument pas à mépriser si nous sommes capables de tirer quelques conclusions pratiques de ces contradictions.



à se convaincre, au moins pour une partie des mobilisés, que la stabilité économique et sociale assurée par la gestion administrative de représentants politiques honnêtes n'est pas possible, non plus que le retour au bien-être démocratique passé,

Comme il se doit, la mobilisation a pris tout le monde par surprise, par sa spontanéité, par sa dimension et par sa décision de perdurer. Mais, en soi, le fait de la mobilisation de masse dans sa dimension quantitative n'est que très peu significative si on ne fait attention ni aux contenus, ni à l'horizon de transformation qu'il vise, autrement dit, si on ne fait pas attention à ce qui se passe par en dessous, dans les formes que prennent la socialité et la coopération lors du développement des actions. C'est là, dans ces pratiques élémentaires, que la mobilisation peut évoluer vers sa propre constitution en sujet collectif. La mobilisation comme simple fruit de l'indignation devant la corruption politique et devant la détérioration des conditions de vie d'une large partie de la population ne peut être qu'un point de départ. Le fascisme ne se nourrit-il pas, lui aussi, de la mobilisation des masses en colère ? Et dans le cas de la mobilisation du 15 mai en Espagne, le ton ne vise pas, pour l'instant, un dépassement de l'horizon démocratique capitaliste.

Nous sommes, malgré tout, face à un mouvement de la population prolétarisée (que les sociologues s'entêtent à appeler la classe moyenne) dans un pays capitaliste européen qui commence

et qu'il nous faut chercher d'autres manières de vivre.

C'est à ce niveau qu'apparaît une contradiction dans laquelle le poids de la dépolitisation programmée des dernières décennies joue un rôle fondamental. Surtout quand il s'agit de canaliser l'esprit de soumission au principe de délégation défini par le système de représentation démocratique capitaliste reflété dans le « programme minimum », approuvé dans les assemblées. Alors que dans le même temps, ce même mouvement dénonce l'étroite dépendance du système des partis et des syndicats au système financier, et avec raison puisque ces appareils sont inutilisables pour une transformation sociale démocratique et équitable – parce qu'ils sont l'expression politique formelle du degré de concentration du capital et de décision politique de l'élite dominante. C'est comme si on faisait table rase d'abord de l'expérience historique qui définit la démocratie comme une des formes politiques du capital (l'autre est la dictature, le fascisme), ensuite des formes politiques vues comme dépendantes des conditions dans lesquelles se développe le processus d'accumulation du capital.

Si tout cela reflète la faiblesse politique,

d'autres traits méritent d'attirer notre attention. L'importance que revêt l'image médiatique sur notre configuration mentale (spécialement au sein des générations plus jeunes qui sont les acteurs des campements) conduit fréquemment à un enthousiasme démesuré envers la technologie de la communication : cela s'est déjà passé avec le « *pásalo* » du 14 mars 2004, avec les résultats que l'on connaît (1) et va jusqu'à considérer Internet et ce qu'on appelle les « réseaux sociaux » comme des armes « dans nos mains » du fait de leur efficacité dans la mobilisation, etc., ceci étant dit sans vouloir en arriver à faire le compte des implications du bazar méga-technologique sur la formation de notre monde et sur la détérioration des conditions de nos vies. La soif de visibilité et le foisonnement de transmission des images de la mobilisation sont d'une part « pain bénit » pour les professionnels des médias qui pensent que ce qui ne passe ni à la télé ni sur Internet n'existe pas, et d'autre part un des points critiques des récentes mobilisations de masse et des mouvements ou tendances politiques émergentes (à quand une critique de la technologie et de la supercherie de son apparente neutralité ?).

On ressent une sorte d'étouffement devant cette soif de visualisation qui se traduit par une prolifération d'enregistrements qu'on doit convertir en images et objets médiatiques de la mobilisation sans voir à quel point cette visualisation banalisée peut convertir la démonstration de force collective dans la rue en une forme de spectacle.

(1) Référence au SMS qui avait appelé à manifester suite à l'attentat terroriste du 11 en gare de Madrid et qui se terminait par « fais-le passer », pour certains ce message a été la cause de l'écrasante victoire du PSOE (Zapatero) sur le PP (Aznar) dans les élections qui suivirent.

Cependant, ni tout ce qu'on « voit » n'est réel, ni la réalité de la mobilisation ne s'est épuisée dans l'instrument médiatique.

Dans la nuit du jeudi 19 mai, c'est paradoxalement la décision bornée du « Conseil électoral central » d'interdire le rassemblement qui a permis à la mobilisation de remettre une couche de contenu politique : maintenir l'occupation et mettre au jour la contradiction entre le cénacle de bureaucrates chargés de faire exécuter une formalité légale et sa remise en question par une partie de la « société civile », maintes fois mentionnée, présente dans la rue.

Une chose similaire avait eu lieu à Madrid le mardi précédent : l'évacuation du camp de la Puerta del Sol par la police avait provoqué un afflux de personnes et la réactivation du mouvement avec la réoccupation de la place. L'ordre d'évacuation a démontré une fois de plus l'usage instrumental que font les administrateurs démocratiquement élus de la notion de société civile comme alibi de leurs décisions arbitraires. Il est possible alors que les invokeurs de la régénération démocratique en tirent quelques conclusions.

Pour l'instant, il faut reconnaître une victoire symbolique à la mobilisation pour ce qui est de la signification des campements imposés par la volonté de la rue contre l'appareil bureaucratique de l'Etat (Conseil électoral). Le fait est qu'en plein combat électoral, les partis politiques ont tenté de profiter de la situation ; spécialement le parti d'opposition (PP) qui réclamait au PSOE d'appliquer la loi et de faire évacuer les places par la force, ce que les socialistes n'ont pas fait pour ne pas aggraver encore plus leur perte d'électeurs.

Malgré la dimension de la mobilisation qui a réuni des dizaines de milliers de personnes dans plus de 60 villes espagnoles pendant plusieurs jours au milieu de la campagne électorale, son impact sur le résultat des élections municipales du 22 mai ne semble pas être révélateur. Les reproches aux partis politiques qui ont été déversés dans la mobilisation ne se sont pas reflétés dans les urnes alors que le niveau de participation fut même supérieur de trois points à celui des élections de 2007 (excepté en Catalogne), bien que les votes nuls et blancs aient été plus nombreux et qu'un détournement de votes vers les or-



ganisations de gauche eût été constaté (par exemple, l'en-

trée en jeu de la Candidature d'unité populaire, CUP, extrême gauche indépendantiste). Les résultats électoraux confirment dans un certain sens ce qui a été dit précédemment à propos des limites du printemps espagnol : pas de remise en question du système de représentation, sinon le refus de le voir utilisé par des politiciens malhonnêtes, soumis au système financier – de là vient qu'une partie de l'indignation se canalise dans les votes nuls et blancs.

La protestation des places, bien qu'une des motivations principales eût reposé sur

la dénonciation de la corruption politique, n'a pas non plus empêché que les cadors ou escrocs (*trileros*) éhontés du commerce de la politique (une centaine de candidats étaient poursuivis pour corruption dont le président de la communauté urbaine de Valence) soient réélus démocratiquement dans les mairies et les gouvernements autonomes. Peut-être cela fera-t-il réfléchir sur la nature réelle du système démocratique et de son articulation comme système oligarchique dans la prise de décision, qui est ratifiée et légitimée par une fraction de la population avec laquelle les gouvernants



entretiennent des relations clientélistes.

Pour le reste, les résultats électoraux du 22 mai ont enregistré le revers du PSOE (perte de 1,5 million de votes par rapport aux élections précédentes) en réponse à sa gestion capitaliste de la crise (aides massives aux banques, loi de réforme du travail et des retraites, réductions budgétaires dans le social, promesses non tenues, etc.). Le triomphe électoral de la droite dû à la baisse de la gauche (le PP a obtenu 500 000 voix de plus qu'en 2007) mit en évidence par la sphère médiatico-politique la fragmentation réelle sous-jacente de la société. Que, cette fragmentation formelle se convertisse en polarisation sociale active dépendra de l'évolution de la mobilisation du 15 mai

et, surtout, de l'accélération de la dégradation des conditions matérielles d'existence de la population prolétarisée, dans une situation de crise économique et sociale qui ne semble pas toucher le fond (les analystes, experts et autres marchands de sommeil social repoussent périodiquement le début de l'éventuelle « récupération »).

De même peut-on dire que la mobilisation de mai est aussi le reflet de la forme actuelle de la domination du capital sur la population prolétarisée, dans la mesure où l'énorme manifestation de subjectivité exprimée sur les places n'a pas apporté un élément plus consistant que l'élan émotionnel (l'indignation) matérialisé par ce programme minimum qu'est la réforme de la loi électorale et des institutions démocratiques. Peut-être est-ce le niveau auquel pour le moment accèdent les fameuses classes moyennes en voie de prolétarianisation accélérée. Un processus cependant qui particularise les situations individuelles au point de les atomiser dans la lignée de la multiplicité de formes de vie dans lesquelles se matérialise la relation sociale capitaliste dans les sociétés avancées, et qui fragmente à l'extrême la situation personnelle de chaque individu, ses ressources, sa capacité réactive et sa marge de manœuvre de survie face aux assauts du processus de prolétarianisation (2).

Ceci se remarque au moment d'élaborer une plate-forme revendicative qui ne soit pas seulement une déclaration circonstancielle d'intention et de généralisation propre au discours politique idéologique. Par certains

(2) Il est bien clair que les contradictions structurelles qui découlent de la crise capitaliste ne trouvent pas de solution à travers des dispositifs individuels pouvant donner une certaine marge de manœuvre, toujours plus étroite quand il faut bouffer. Il est nécessaire de constater leur fonction comme facteur atténuant et déformateur de la conflictualité sociale.

côtés, on a pu retrouver la sensation d'impuissance manifeste qui avait accompagné les manifestations massives de rejet à la guerre en Irak.

La prédominance du symbolique sur les résultats pratiques

Par expérience, il est difficile de laisser de côté deux éléments clés dans la constitution et la consolidation de n'importe quel mouvement social significatif. Il faut compter sur un élément fort qui vient s'ajouter à une base physique et directe qui est, dans la société capitaliste, obligatoirement liée à notre mode d'insertion dans la vie sociale à travers l'argent nécessaire à notre subsistance, autrement dit premièrement « de quoi nous vivons » (travail, allocations, bourse, soutien familial, etc.) et deuxièmement « comment », de quelle manière nous nous procurons de façon pratique notre subsistance quotidienne. C'est sur cette base physique et spatiale qu'émergent les objectifs ou les revendications dont l'expression et l'enchaînement aident à donner de la cohésion et à consolider le mouvement. Dans le cas du mouvement de mai 2011, l'élément fort de rajout a été un sentiment : l'indignation. Cela a pu se refléter dans les propositions qui, ou bien sont à la remorque de ce contre quoi il s'est rebellé (le système électoral) ou bien se perdent en généralisations.

Dans la même ligne, un autre aspect mérite réflexion : c'est la manière dont s'est faite la convocation à la mobilisation : nous pourrions dire « par en haut », depuis la communauté virtuelle appelée les réseaux sociaux du Net, communauté où prédominent les pratiques de la communication et de l'échange d'information. A la différence des mouvements ouvriers ou populaires récents – où le point de départ des conflits partait « du bas », s'enracinait dans les pratiques

quotidiennes des communautés ouvrières des usines et des quartiers et dont les formes et expressions (syndicalisme, autogestion, etc.) étaient à la remorque du capital – dans les mouvements actuels, la virtualité des réseaux sociaux du Net est à la remorque de la production médiatico-spectaculaire au moment où elle accentue la scission entre la matérialité de la vie (les circonstances matérielles de chaque individu) et la virtualité de la communauté hyper-communicative.

Un autre point qui doit être abordé concerne la capacité de cette mobilisation à interrompre le processus général de circulation et d'accumulation du capital. Comme lors des mobilisations contre la guerre en Irak, pour la majorité de ceux qui ont donné leur appui aux campements, il s'agit d'actions de fin de semaine ou d'activités de temps libre. Il est entendu que dans les mobilisations de mai, le rôle de l'occupation de l'espace public a été permanent mais une fois de plus, ceci a mis en évidence les limites de l'action pratique de la masse prolétarisée, périphérique du procès de reproduction sociale, expulsée du circuit de valorisation du capital. C'est ainsi que l'action a pu être considérée comme un problème d'ordre public, avec une gestion des coûts politiques limités pour les administrateurs de l'appareil répressif. De fait, réunie en dehors des horaires et des journées de travail, la capacité de pression de cette multitude sur les centres de décision politiques et sociaux a été substantiellement réduite, non pas cette fois du fait de la revendication « citoyenniste » de régénération démocratique mais pour quelque chose de bien plus important : pour le fait d'être une masse d'individus (étudiants, chômeurs, professeurs, retraités...) qui, soit en raison de sa marginalisation et de son exclusion du procès général de reproduction du capital, soit en raison de

la fonction secondaire à laquelle ils restent subordonnés (professeurs, artistes, journalistes, créateurs, etc.), limite sa capacité de bloquer le procès de reproduction du capital et d'imposer ses revendications.

De toutes façons, d'un point de vue strictement politique, ce qui est apparu clairement, c'est l'extrême fragilité du système démocratique, précisément pour son incapacité à donner une réponse qui ne fût pas la répression à toute expression de masse (pacifique et pacifiste à outrance). Une occasion de plus, en fait, de vérifier le visage de la démocratie que l'on peut mettre en correspondance avec le visage dur et arrogant du ministre de l'intérieur catalan, Felip Puig.

M

ais, surtout, on ne peut ignorer l'énorme créativité déployée dans l'auto-organisation de la dynamique propre des campements, de leurs discussions, de leur capacité à gérer le quotidien (des centaines de repas par jour, l'organisation de la propreté, des activités, etc.) et de la capacité à obtenir des réponses rapides et solidaires de « l'extérieur » aux besoins d'aliments, de matériels, d'outils et d'autres réalisations faites sur les campements (le 27 mai à midi, à peine la police partie de la place, le campement avait été reconstruit – cuisine, commissions...).

On peut ajouter à cela leur influence sur le malaise de la société civile, le soutien de la population obtenu suite à l'appel du vendredi matin 27 mai en a été la preuve. Pour cela, indépendamment de l'évaluation superficielle du caractère de la protestation, de l'acte contestataire, il faut souligner la dimension bien plus riche et bien plus contradictoire aussi de ce qui peut être retenu de la simple lecture des manifestes

et des consignes d'une mobilisation débordante d'enthousiasme.

D'un point de vue général, les mobilisations de la mi-mai en Espagne ont mis en évidence ce qui se passe dans le souterrain social : la pression sourde mais réellement présente des masses. Cette pression qui pousse les élites au pouvoir à favoriser la paix sociale subventionnée précisément par peur des

« classes dangereuses » (bien que la participation des émigrés et des jeunes de banlieue n'ait pas été spécialement importante, du moins à Barcelone) et de ses pratiques (les liens de soutien mutuel qui bouleversent et suppriment les intermédiaires de l'économie capitaliste, les irruptions dans les lieux publics ou privés et la demande d'exigences sociales qui, en bout de course,

.....

Petite chronique d'une journée Intense

A l'aube du 27 mai, le gouvernement catalan, sous le prétexte de nettoyer et d'enlever les objets dangereux qui pouvaient être utilisés lors de l'éventuelle célébration de la victoire du Barça (Football Club de Barcelone), envoya la police tenter d'évacuer la place. La résistance passive de ceux qui y campaient empêcha l'opération et, dès les premières heures du jour, des milliers de personnes arrivèrent sur la place en réponse à l'appel des « campeurs ». Ainsi, la police qui cernait le centre de la place s'est retrouvée entourée par les arrivants (ils pouvaient être environ 5 000 à 14 h 30 bien que je compte très mal). Tout comme la semaine précédente à Madrid, la tentative d'évacuer la place a eu un effet mobilisateur encore plus puissant. Toute la journée les tentatives de disperser la foule ont été inutiles, alors que les provocations et les agressions de la part de la police ont été constantes (129 blessés dont deux graves). L'attitude des occupants a été absolument pacifique, se limitant à faire opposition aux mouvements policiers en s'asseyant avec le geste habituel de garder les bras levés alors que la police chargeait par vagues et frappait comme du temps de Franco. Son acharnement contre les jeunes attire l'attention : c'est un peu comme si les policiers avaient été lâchés avec la consigne de chasser et de donner une bonne leçon à tous ceux qui présentaient un aspect contestataire. Durant la matinée, les services de nettoyage, qui avaient été amenés au centre de la place, genre cheval de Troie pour rompre l'unité des campements, ne pouvant accomplir leur tâche, une tentative de médiation intervint sur la proposition d'un avocat appartenant à un organisme international des droits de l'homme. La police prit l'excuse du nécessaire nettoyage pour faire une proposition que l'assemblée des occupants de la place rejeta (alors que quelques « campeurs » quittaient les lieux) comprenant bien qu'il s'agissait d'un stratagème policier pour les évacuer ; ce qu'ils firent savoir à ceux qui les soutenaient de l'autre côté du cordon de policiers. Les provocations et les charges musclées continuèrent un moment mais la ferme résolution de résister et la masse de gens concentrée sur la place « convainquirent » les robocops de se retirer ; ce qu'ils firent non sans tenter auparavant des manœuvres de terreur (tirs de balles à blanc, lancer de fourgon en trombe sur l'avenue avec les sirènes à fond) ceci sans aucun résultat. Le sentiment d'être ensemble et de le rester, sans plus, a imposé sa force et en un rien de temps, chacun s'est mis à la reconstruction des campements au centre de la place. Comme lors des journées antérieures, le mélange d'ingénuité,

oblige à une nouvelle répartition [voir encadré p. 12]). Si évaluer les événements comme simple expression du « citoyenisme » des classes moyennes en cours de prolétarianisation était insuffisant ou superficiel, on pourrait en dire tout autant de ceux qui tentent de mettre en balance les termes de victoire ou de défaite. Au-delà de la mise en spectacle de la répression et de son bilan la-

mentable de plus d'une centaine de blessés (dont deux très graves), l'important est que cette mobilisation a été capable de faire prendre conscience à des milliers de personnes que l'action solidaire de masse peut rendre possible la conquête d'un espace d'expression et d'atteindre des objectifs aussi modestes pour les participants de cette mobilisation, tout citoyenistes qu'ils soient.

d'humanitarisme, d'absence d'agressivité... de cette multitude de jeunes était la même mais cette fois avec une expérience vécue dans leur propre chair de ce que signifie « leur » démocratie. Il était émouvant, spécialement pour qui a vécu d'autres expériences dans le passé, de voir comment des jeunes de vingt ans en chemise, assis sur l'asphalte sous une chaleur suffocante, injuriaient les énergumènes armés sur le ton de l'ironie et de la réprimande didactique (quelques-uns leur offrirent des fleurs et l'un d'eux, un livre) ce qui permit de dédramatiser une situation qui à tout moment aurait pu dégénérer en tragédie. Parallèlement les étudiants des facultés du quartier de Pedralbes, mis au courant de ce qui se passait sur la Plaça Catalunya, coupèrent l'avenue Diagonal, bloquant ainsi une des principales voies d'accès à la ville.

La victoire tactique qui a eu pour effet l'abandon de la place par la police et le maintien de l'occupation rendit possible une fusion avec la manifestation convoquée à 17 heures par des institutions civiques contre la diminution des budgets sociaux (la fin de la manifestation était prévue sur la Plaça Catalunya). Ceci permit un apport de plusieurs milliers de personnes et un renfort pour l'occupation (de nouvelles tentes se sont installées). Les responsables de l'ordre public du gouvernement catalan constitué en novembre 2010 semblent avoir épuisé tous les subterfuges de la corruption dont ils étaient capables, en démontrant une absolue incompétence dans la gestion du conflit de la Plaça Catalunya à Barcelone. Bureaucrates du ministère de l'Intérieur du gouvernement autonome, hauts gradés de la police et policiers ont été tout près de provoquer une tragédie que seule l'extraordinaire dose de patience et de pacifisme des « indignados » a permis d'éviter. Tout cela fit qu'aux premières heures de la matinée du samedi plus de 12 000 personnes occupaient la place. Entre-temps, l'assemblée des occupants avait décidé de lever le camp le dimanche comme c'était prévu, en ajoutant de nouvelles revendications (comme la démission du responsable de l'Intérieur du gouvernement catalan). Il existait la crainte que la célébration de la victoire du Barça puisse être l'occasion de nouvelles provocations, suite à la tentative de manipulation antérieure de la part des responsables de l'ordre public, mais il n'en fut rien, et ceci bien que les supporteurs eussent entouré le campement et que, comme toujours dans ce type de célébration, des troubles aient eu lieu, provoquant une centaine de blessés et une autre centaine d'arrestations.

Dépasser la rhétorique

La demande d'exigences sociales, en bout de course, oblige à une nouvelle répartition. Cette réflexion provient d'une question présente dans la mobilisation concernant le logement et les hypothèques. Une des revendications des plus brûlantes concerne le logement (depuis l'écèlement de la bulle immobilière, plus de 90 000 familles ont été expulsées en Espagne pour ne pas avoir pu payer leur hypothèque). Ainsi, par exemple, ce qui est proposé à ceux touchés par ce problème, est la dation (suppression de la dette hypothécaire en échange du logement).

Dans ce domaine la mobilisation de mai s'est mise à l'épreuve du feu, car si elle ne veut pas rester dans la seule rhétorique, elle doit concrétiser les options pratiques de consolidation sociale, à travers par exemple un engagement de défense active, quartier par quartier, des habitations vides et occupées par les banques, les caisses d'épargne et autres spéculateurs comme cela s'était déjà produit dans quelques quartiers ouvriers dans les années 1970.

Les conséquences des mobilisations sur la sphère de représentation politique restent à voir mais une chose est sûre, c'est qu'un précédent a été créé : « Quand nous le voudrons, nous reviendrons. »

Au-delà de la polémique entre victoire ou défaite liée à la soumission à l'idéologie dominante et à l'esthétique tentation de la défaite comme thème littéraire (une fascination dans la culture espagnole), il faut reconnaître, qu'en plus de la victoire sur le « Conseil électoral », l'apprentissage politique pratique acquis par des milliers de personnes, leur expérience d'auto-organisation ainsi que l'énergie déployée dans la confronta-

tion avec les organismes de pouvoir, et sa décantation individuelle et collective, aura une influence sur l'avenir immédiat de l'intervention politique.

Au jour d'aujourd'hui (2 juin), les campements de Barcelone ont décidé de continuer à occuper la place en maintenant la dynamique des discussions et en essayant de trouver une alternative pour continuer le mouvement. Bien que l'activité pratique de la vie quotidienne entretienne la mobilisation sur la place, en plus des autres manifestations qui demandent la démission du ministre de l'Intérieur de Catalogne et l'appel international à manifester le 19 juin, le risque existe que la volonté de maintenir la mobilisation s'érode peu à peu et que le mouvement s'éteigne. Les campements en sont conscients, comme le prouve l'orientation de la discussion sur le « comment poursuivre ? ». Indépendamment des dérives et des contradictions (citoyennisme démocratique) ainsi que des réussites conjoncturelles que le mouvement de mai connaîtra, il est indéniable qu'il aura remis au premier plan de l'actualité la question de l'action autonome de masse (pas de l'indépendance à la politique comme le prétendent certains) et son pouvoir de déstabilisation sur le statu quo social dans un contexte où les causes profondes du mouvement non seulement perdurent mais vont aller en s'aggravant du fait des restrictions budgétaires annoncées dans le social.

Corsino Vela,
Barcelone le 2 juin 2011

(3) Pour ajouter un peu de complexité à la situation sociale et politique générale déjà suffisamment confuse, il faut ajouter que lors de la manifestation du 14 mai dernier convoquée par des partis, des syndicats et d'autres institutions civiques de l'État, contre les coupes sociales, les syndicats de la police catalane était aussi présents demandant un budget plus important pour leur Département.

INDIGNES ET INDIGNÉS

L'APPEL DU CAMPEMENT barcelonais à bloquer l'accès des politiciens professionnels au Parlement de Catalogne a présenté deux visages bien distincts entre la matinée et l'après-midi du mercredi 15 juin, et ceci pourrait bien indiquer le début de l'extinction du mouvement commencé un mois plus tôt.

Le 15 juin se présentait comme une journée de protestation car ce jour-là le Parlement catalan se proposait de voter certains budgets comportant des réductions radicales dans la santé, l'enseignement, etc., et la mise en marche de mécanismes de privatisation et de transfert de fonds publics à des compagnies privées (compagnies d'assurance, cliniques privées...) dont les effets ont commencé à se faire sentir ces derniers mois, entre autres dans la suppression de services et l'allongement des listes d'attente dans les hôpitaux.

En prévision, le 14 dans l'après-midi, les assemblées de quartier avaient organisé des colonnes de manifestants qui convergèrent au parc de la Ciutadella. Un campement s'installa pour la nuit autour de la grille qui entoure le parc où se trouve le Parlement et le matin du 15, à partir de 7 heures, arrivèrent des gens à toutes les portes du parc. Cependant, aussi bien la veille que le 15 même, l'affluence ne connut pas l'ampleur du vendredi 27 mai. Serait-ce que les moyens télématiques « alternatifs » divinisés n'ont pas fonctionné ? ou serait-ce que ceux-là mêmes qui lancèrent l'appel eurent peur du fait que la perturbation de l'activité parlementaire est un délit sanctionné par des peines de prison

de plusieurs années ? Malgré tout, les manifestants furent assez nombreux (3 000 ?) pour obliger les parlementaires à entrer dans le parc sous les insultes, pelotonnés derrière les policiers, pendant que le président de la Generalitat, le ministre de l'Intérieur et une trentaine d'autres parlementaires durent arriver en hélicoptère grâce à un pont aérien improvisé. C'est logiquement que les indignés s'indignent. Ceux qui ont l'habitude de faire un usage personnel du bien public et un usage instrumental de la démocratie quand il s'agit de défendre leurs intérêts de caste n'ont pas pu digérer cette humiliation. Ce qui explique qu'il y eut l'unanimité entre fascistes, xénophobes, pro-castillans, nationalistes catalans de différentes sensibilités, gauchistes, écologistes, arrivistes de tout poil faisant partie du Parlement. Le communiqué consensuel fut une preuve explicite de l'usage de la démocratie comme alibi pour tous ceux qui sont des complices conscients du processus de dégénération cleptocratique de l'administration de la vie publique. Les parlementaires montrèrent de nouveau le même consensus qui scella leur honteuse passivité lorsque l'insultante présence de Félix Millet, escroc de fonds publics de prestigieuse renommée, bienfaiteur généreux de l'élite politique et culturelle catalane réduisit à un silence hautain et à un sourire méprisant sa comparution devant le Parlement.

Les moyens d'intoxication de masse mirent alors fin au paternalisme condescendant avec lequel ils abordaient le mouvement du 15 mai jusqu'à ce jour et commencèrent leur travail d'hésitation et de criminalisation. A partir de la mi-journée de ce mercredi, ils tentèrent d'introduire la division chez les manifestants en ayant recours au même conte de toujours : en faisant la distinction entre violents et pacifiques,

en divulgant des messages de Twitter contre les violents, etc. dans l'objectif de dévier – et dénaturer – vers le sujet rebattu de la violence. Le ministre de l'Intérieur lui-même, dans une démonstration supplémentaire de son ineptie et de sa grossière mauvaise foi, qualifia la concentration devant le parc de guérilla urbaine.

Il est pourtant certain que la matinée du mercredi menaçait de définir une ligne rouge comme le dit, indigné, le président de la Generalitat. La ligne rouge qui marquait la séparation entre les représentants du système cleptocratique protégés par des sbires avec des contrats de travail privilégiés et ceux qui sont littéralement jetés à la rue, privés de logement, avec des droits réduits (santé, éducation, travail, retraite) et sans autre recours dans la revendication que de jeter leur corps dans la bataille contre la violence armée de l'État. Une ligne rouge qui mettait en évidence l'isolement d'une caste politique chaque fois un peu plus retranchée dans sa propre inanité.

Défection des « urbanistes »

Bien que la matinée se fût passée sans autres incidents que ceux programmés par le ministère de l'Intérieur et l'appareil médiatique d'intimidation, les menaces proférées par le président Mas à la mi-journée du mercredi annonçant l'intervention de ses gardes contre les manifestants ont apparemment eu un effet sur les auto-proclamés « pacifistes ». L'appel de l'après-midi auquel des syndicats, des organismes de voisins (déjà présents le matin mais sans grand enthousiasme) et d'autres associations de la dite « société civile » qui avaient promis leur participation a été très peu suivi. Mais où était donc le personnel de santé, si actif quelques semaines auparavant lors de la manifestation contre les réductions budgé-

taires ? Où étaient les syndicats « combattifs » après que, la semaine précédente, le Gouvernement central eut approuvé de nouvelles dispositions qui sapent profondément le cadre des relations de travail ? Il est difficile de ne pas penser que les « indignados » ont joué à la politique et une fois de plus ont laissé tomber ceux qui exprimaient réellement leur indignation devant le Parlement. Nul besoin de la paranoïa de la conspiration pour soupçonner un contre-appel « à voix basse » afin d'isoler les supposés « violents » des pacifiques. Effectivement, bien que l'appel devant le Parlement ait été lancé pour la journée entière, les auto-proclamés « pacifistes » convoquèrent à une assemblée à la mi-journée qui, avec une assistance très minoritaire, annulait l'appel de l'après-midi devant le Parlement et, dans une claire manœuvre de diversion, appelèrent dès le début de l'après-midi les manifestants de la Ciutadella à se diriger vers la Plaça Sant Jaume. Serait-ce une incongruité du mouvement spontané ou une manœuvre du « citoyennisme » encastré dans le mouvement même, visant à le faire avorter au moment où le mouvement du 15 mai accumulait chaque fois plus d'indignation ? C'est certainement une faiblesse face au chantage de criminalisation faite par l'appareil médiatico-gouvernemental.

Ce n'est pas s'aventurer que d'en conclure que la principale composante du mouvement du 15 mai est, comme je l'ai suggéré ci-dessus, un symptôme du processus de prolétarianisation de la classe moyenne (voir p. 11) et la juste expression de sa dimension politique et de sa capacité limitée de réplique. Cela aura été une preuve de l'inconsistance politique d'un mouvement social basé sur un pacifisme équivoque qui s'est désactivé avec le piège médiatico-spectaculaire de la dichotomie violence/pa-

cifisme et dont le non moins ambigu régénérationisme démocratique aura été récupéré par les instances de représentation qu'il paraissait, en principe, dénoncer. En conséquence de quoi, les indignes auront gagné la partie sur les indignés.

Le mouvement du 15 mai aura donc été un épisode de plus du processus de décomposition sociale dont la participation massive dans la rue a soulevé l'inquiétude des administrateurs de l'ordre socio-économique chaque fois un peu plus fragile. Pour cette raison, il est plus important de regarder ce qui se passe dans la rue que sur les écrans (les mouvements de solidarité des voisins dont l'objectif est de contrer les expulsions et les résistances de la base de la société en sont des exemples).

Le vécu tout au long de ce mois incite à penser que l'expérience du conflit politique de ceux qui ont déclenché la mobilisation du 15 mai est à dominance intellectuelle, académique, éthique, idéologique propre à une génération qui a vécu le mirage de l'expansion économique accompagnée de l'hégémonie du capital financier des deux dernières décennies et qui assiste perplexe à sa chute. Une génération qui a bénéficié d'une certaine accumulation de moyens familiaux et de subsides publics (paix sociale subventionnée : bourses, plans de travail et formations, ONG, etc.) parallèlement au renforcement d'une démocratie négociée suite au décès du dictateur, et dont l'expérience sociale et politique n'a pas été formée dans la

confrontation. Ce qui expliquerait pourquoi, en tout cas à son début, le mouvement du 15 mai n'a pas envisagé la rupture avec le « système » mais plutôt son assainissement.

Et le « système » perdure... La semaine précédant la mobilisation du Parlement, le Gouvernement central, devant le désaccord entre patronat et syndicat, avait promulgué de nouvelles dispositions légales qui sont un pas de plus dans le dépouillement du cadre des relations de travail, au moment où il relançait une nouvelle émission de dettes (dont l'intérêt est le double de celle de l'Allemagne). Bien entendu, le front de l'ordre capitaliste a réussi à criminaliser sans grande difficulté le mouvement du 15 mai, mais pourra-t-il criminaliser une réalité imparable?

Corsino Vela

Barcelone le 21 juin 2011

P. S. : le dimanche 19 juin, une grande marée humaine remplit les rues de Barcelone (plus de 100 000 personnes, tous ceux qui avaient manqué le mercredi étaient là) à caractère ludico-festif, et révélatrice de ce que les appareils politiques de l'opposition institutionnelle cherchent à attirer dans ses filets. Attendons de voir ce que cela donnera. Tout cela aura au moins servi à vérifier les limites de la mobilisation de masse à caractère « citoyeniste » cherchant la régénération des institutions dans un contexte de dégradation rampante des conditions matérielles de vie et de totalitarisme démocratique.



« Prends la rue ! »

◆ Le mouvement des indignant(e)s en Espagne, commencé le 15 mai, a droit dans le n° 379 (juin 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole à un gros titre en couverture (« La classe ouvrière ne vote pas : elle s'organise et lutte. Prends la rue ! »), à un éditorial affirmant qu'il s'agit d'une mobilisation sans précédent qui a envoyé le système dans les cordes, et à d'autres articles qui célèbrent un mouvement où la CNT voit la confirmation de ses revendications à l'autonomie et à l'autogestion des luttes. Le mensuel *CNT* signale en outre un site Internet où l'on peut trouver de nombreuses illustrations sur le mouvement : <http://thespanishrevolution.blogspot.com>

« No es suficiente »

◆ Dans *Courant alternatif* n° 212 (été 2011), une version abrégée du texte de Corsino Vela que nous donnons ci-dessus intégralement et une analyse sur le changement de stratégie des indigné(e)s espa-

gnol(e)s qui ont déserté les places des centres villes à la mi-juin pour s'impliquer dans des organisations de quartiers. En couverture, un graffiti : « Indignarse no es suficiente. »

◆ *Alternative libertaire* souligne, dans son n° 208 (juillet-août 2011) les mouvements des « indignés » a connu « un contenu politique et une structuration plus importants qu'à Madrid. ». Les formes traditionnelles d'organisation ont été depuis plusieurs années remplacées par des collectifs de précaires, de chômeurs, actifs dans les quartiers et qui ont profité de l'appel du 15 mai pour montrer leur capacité à mobiliser. Cette extension dans la ville, et non sur la seule

place de Catalogne, a, selon *Alternative libertaire*, « donné aux revendications barcelonaises un ton nettement moins social-démocrate que dans d'autres villes ».

Attaques contre les centres sociaux autogérés

◆ L'Etat espagnol poursuit son offensive contre les Centres sociaux okupés autogérés. Dans le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, la Confédération nationale du travail espagnole recense trois nouvelles attaques : le 7 avril, le CSOA La Fábrica de Sueños à Madrid a été délogé ; le 12, c'était au tour de celui de La Casa de Atochas à La Corogne ; et le 14, de celui de La Encoberta dans le quartier de Sants à Barcelone.

Punk

◆ Le groupe espagnol de punk, rock et hard core, Habeas Corpus, vient de sortir un nouveau disque, *O todo, o nada*, selon le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole. A écouter sur www.myspace.com/habeascorpus-grupoderiesgo



APRÈS LE RÈGNE DES « SANGSUES », UNE POPULATION MOINS PAUPÉRISÉE ?

*Nous extrayons d'une lettre reçue de Hongrie (à lire en p. 58)
ces informations sur la situation dans ce pays.*

Contact : fastcore.fearling@gmail.com

Nous tentons d'apporter notre vision sur la vie prolétarienne en Hongrie à ceux qui viennent d'autres pays. En fait, nous avons eu maintes fois l'expérience de la difficulté qu'il y a de faire comprendre la réalité prolétarienne d'ici à ceux qui viennent de l'Ouest, quelles que soient leurs idées sur le prolétariat. Les situations quotidiennes auxquelles on doit faire face diffèrent tant de celles que l'on trouve dans les pays occidentaux, que l'ignorance de ces situations peut conduire à des erreurs élémentaires quand on tente de voir quelles sont les perspectives prolétariennes en Hongrie.

Nous pensons qu'il est important de comprendre un peu plus les tristes réalités d'ici à cause de la nature très particulière de la société locale en comparaison avec le reste du monde. Bien que les salaires, les prix et la consommation figurent dans la moitié supérieure des moyennes mondiales, celle-ci est beaucoup plus proche de la ligne médiane que celle de tous les pays occidentaux.

Quelques notes maintenant sur ce qui se passe en Hongrie. On doit remarquer que nous ne mentionnerons dans ce petit résumé ni activité de résistance ni activité prolétarienne. Ce n'est pas par hasard et les raisons n'entreront pas dans mon analyse, en partie parce qu'elles restent également obscures pour moi-même.

Il y a beaucoup de discussions publiques en Hongrie sur les « attaques contre la démocratie », la « domination d'un parti conservateur-fasciste » ou sur des notions similaires tout aussi sinistres (sans aucun doute dans les médias locaux, mais aussi parfois dans les médias étrangers bien qu'on puisse dire que ces derniers sont plus réalistes). D'abord, comme vous pouvez le voir, vous n'avez pas à vous soucier de nous : la menace d'un gouvernement fasciste n'est pas plus importante qu'auparavant. Pas plus que dans les autres pays d'Europe, le temps qui contraindrait la bourgeoisie hongroise à recourir à un gouvernement de type fasciste n'est pas encore venu.

En fait la plupart des prolétaires (et une part importante de la bourgeoisie) voient l'avenir avec un certain optimisme – au moins pouvons-nous espérer avec une grande probabilité que la détérioration continue de la situation n'ira pas plus loin avec un gouvernement de droite (Fidesz [1]) qu'elle aurait pu aller sous le règne

(1) Le Fidesz-Union civique hongroise est un parti politique hongrois de droite, fondé en 1988 comme mouvement de jeunesse opposé au parti unique et à la République populaire de Hongrie. Se définissant lui-même comme « libéral, radical et alternatif », il est progressivement devenu un parti conservateur, membre du Parti populaire européen et de l'Union démocratique internationale.

des ex-staliniens « camarades du parti » et des industriels libéraux (MSzP/SzDSz [2]). En fait, personne n'avait d'illusion sur le fait que si les « socialistes » avaient continué à être dominants dans le gouvernement et sur les orientations politiques, la politique économique brutale des « sangsues » aurait subsisté. Comme pour nous tous, la population ouvrière hongroise, la question reste ouverte de savoir si nous « bénéficierons » de la possibilité d'une autre orientation économique ou bien si la combinaison « contrôle de l'Etat/paupérisation » restera le destin de la plupart d'entre nous.

De toute façon, si nous sommes appelés à en bénéficier (sous la forme de quelque augmentation de salaire, de nouveaux emplois, d'une inflation réduite sur les prix des biens de consommation, etc.), nous savons par avance que ce ne serait pas parce que le « gouvernement populaire » est un grand ami des prolétaires, mais parce que la nouvelle politique à long terme impliquant une domination bourgeoise stable, requière une population moins paupérisée avec un pouvoir d'achat plus élevé. Mais comme je l'ai évoqué, il est trop tôt actuellement pour anticiper de telles questions.

En dépit de ces perspectives, on peut observer une sorte de contestation en Hongrie, avec des protestations bruyantes dans les médias, parce qu'il existe une sorte de bataille interne à la bourgeoisie depuis que le nouveau gouvernement a été élu et qu'il a remplacé la plupart des dirigeants des organisations politiques et économiques par ses propres partisans. Tous ceux qui pro-

(2) MSzP/SzDSz, parti de l'alliance des démocrates libres – Hungarian Liberal Party (Hungarian: Szabad Demokraták Szövetsége – a Magyar Liberális Párt), tire lui aussi ses origines dans l'opposition illégale au régime stalinien de János Kádár.

testent en clamant « démocratie » appartiennent à la bourgeoisie de gauche et ses enfants qui ont été évincés des bonnes places. L'argent qui nous est extorqué va soit dans les poches des gens de la droite libérale, soit dans les structures collectives colonisées par les gens de gauche.

Certains de ceux qui attaquent (très modestement devons-nous dire) quelques secteurs des vieux profiteurs cherchent en fait des places auprès du nouveau gouvernement. Par exemple, contre les fonds de pension privés, contre quelques politiciens corrompus, quelques secteurs bancaires, des institutions financières ou, voilà juste un mois, contre les journalistes (de l'opposition). Chaque fois que de telles régulations, bien timides, sont introduites, des protestations bruyantes s'élèvent contre « les ennemis de la démocratie » et les « fascistes », réponses venues des quatre coins d'un champ « indigné » de militants politiques, d'« alternatifs », de gauchistes.

Et en fait, la version « gauche » de ces sangsues (les « socialistes), leurs rejets et leurs fidèles ont raison sur un point dans leurs protestations : les intérêts défendus

par le Fidesz vont à l'encontre de vingt années d'un vieux consensus de toute la bourgeoisie (de gauche et de droite), accord tacite conclu à la fin des années 1980 quand le parti unique se divisa, consensus stipulant qu'ils partageraient *tous* également les profits de notre exploitation. Aussi, maintenant qu'une partie de cet argent extorqué vient de quelques secteurs de la bourgeoisie *au lieu de* l'extorquer uniquement du *prolétariat* selon la vieille école, alors, le « contrat social » de la bourgeoisie est quelque peu rejeté par une des parties prenantes au contrat, le Fidesz et cela met en colère, avec de bonnes raisons, l'autre partie.

Pourtant, les attaques sont (encore) juste symboliques et sans aucun doute parce que les véritables pouvoirs économiques sont équilibrés entre les deux groupes d'intérêts et qu'un nouveau « contrat social » peut être possible, conclu sur notre dos.

Très brièvement (et en ne mentionnant pas d'autres importants aspects et perspectives), c'est ce que nous pouvons dire de la situation présente en Hongrie. C'est toujours le même vieux problème : comment les



différents secteurs de la classe dominante se partagent entre eux la même masse exploitée qui ne bouge pas. Pas très intéressant à discuter, pouvez-vous penser, mais si rien d'autre n'apparaît dans le corps social, au moins vaut-il la peine de voir qui exploite ce corps social, et d'où ils viennent.

Un autre point que quelques-uns d'entre nous ont discuté au cours des dernières semaines : la situation désespérée des Gitans de Hongrie (en partie pouvant être mise en parallèle avec la situation des immigrants turcs en Allemagne). Nous voyons que c'est un problème que la bourgeoisie doit résoudre et que ce sera un problème beaucoup plus important dans cinq, dix ou quinze ans. Par exemple, en Allemagne, sur trois enfants qui naissent deux ne sont pas d'origine allemande (je ne suis pas très sûr du chiffre) ; et en Hongrie, un dixième de la population est gitane. Les plus jeunes n'ont ni emploi ni perspectives et avant tout veulent vivre (au moins manger, avoir un logement, etc.).

La question de savoir si cela dégènera en une situation de guerre civile ou si le gouvernement actuel de la bourgeoisie sera capable de résoudre le problème d'une manière ou d'une autre reste ouverte.

Le contrôle de la colère causée par la misère présente deux aspects :

1 - le traitement des symptômes par une présence policière croissante dans les villages, punir le moindre vol par des jugements iniques, etc. Et en même temps accentuer la pression économique sur cette population pauvre ;

2 - la réduction des causes de la misère, ce qui tempère les frustrations en accordant plus d'emplois et plus d'aides à la fraction la plus pauvre de la population (principalement les Gitans).

Dans les six derniers mois (le nouveau gouvernement, apparemment, s'est mis à chercher une solution à une question que ses prédécesseurs, les socialistes, ignoraient), les mesures prises par le gouvernement vont plutôt dans le sens de la répression, quoique qu'il y ait quelques tentatives dans la seconde voie, dans le but de réduire la misère au moins à un niveau contrôlable.

Quelques faits concrets :

◆ 1 a) des faits déjà connus au cours de mois précédents :

- peines plus sévères pour vol jusqu'à 20 000 forints (75 euros) y compris l'emprisonnement d'un mois pour les mineurs de moins de 18 ans et de deux mois pour les adultes ou une amende maximale de 150 000 forints (550 euros) ;
- possibilité d'une procédure expéditive « administrative », sans comparution judiciaire, pour les « petits vols » ;
- augmentation des effectifs policiers.

◆ 1 - b) nouvelles mesures :

- réduction de trois mois à deux mois de la « période de tolérance » entre l'enregistrement d'un chèque en bois réglant les factures d'électricité ou de gaz et la coupure des services concernés ;
- simplification de ces coupures d'un point de vue bureaucratique ;
- transfert à l'Etat par les entreprises publiques du gaz et de l'électricité de la dette globale des usagers (pour que le recouvrement soit effectué par l'Etat, ce qui soulagerait les entreprises concernées d'un milliard de forint par mois [3,7 millions d'euros]).

◆ 2 - L'Etat envisage de créer 13 000 emplois dans le secteur public (similaires aux « emplois à 1 euro » en Allemagne).

France : souvenirs de l'automne 2010

◆ Sur le mouvement contre la réforme des retraites :

« Quelques considérations en regard des journées d'octobre/novembre 2010 », dans *La Mouette enragée* n° 29 (printemps 2011) : BP 403, 62206 Boulogne-sur-Mer Cedex . <http://la-mouetteenragée.over-blog.com>

◆ A. P. *Assemblées populaires. Sortons du silence, brisons nos murs, prenons nos luttes en main ! Toulouse 2010* : une brochure de 116 pages contenant une chronologie, des témoignages, des réflexions sur le sens du travail... « Nous sommes une poignée : une vingtaine de permanents, dont quelques politiques de la CNT-AIT et de la gauche communiste (...) nous déclarons : le syndicalisme constitue un rempart bourgeois puissant. » Les « assemblées populaires » dont il est question se formaient en fin de manifestation, pour mener le débat et « libérer la parole » au lieu de se disperser, et ont connu une affluence croissante au fil des jours.

Sans adresse. Un tract reproduit en annexe renvoie

au site Internet <http://saint-bernin.internationalisme.fr/> (Assemblée spontanée des chômeurs, travailleurs, précaires, étudiants, lycéens et retraités en lutte à Toulouse contre les attaques sur les retraites réunis devant la Bourse du travail sur la place Saint-Sernin).

Un relevé des luttes en France

◆ Dans *Sud Education Aquitaine*, *La lettre* n° 39 un relevé des luttes en France de septembre 2008 à juillet 2010 (Sud Aquitaine 101 cours de la Somme, 33800 Bordeaux).

Sans papiers, que faire contre l'expulsion ?

◆ *Illegal immigrants – Get organised against deportation-What to do in case of arrest ?* Une bonne idée dans cette brochure d'avoir mis en anglais – mais aussi en arabe, en chinois, et... en français – cet ensemble de conseils sur quoi faire quand on est en France sans papiers avec la menace constante de la répression. <http://sanspapiers.internetdown.org/> ; contact : antica@laposte.net

A Paris, la chasse aux pauvres

◆ Marchés sauvages, revendeurs à la sauvette, biffins... « marchés de la misère », où les gens proposent des articles récupérés pour quelques euros. Les maires des arrondissements parisiens (PS) ont accueilli en janvier une nouvelle brigade policière, spécialement créée pour lutter contre les vendeurs à la sauvette, indique *Alternative Libertaire* n° 208 (juillet-août 2011).

Italie

◆ « De la morosité à la colère : les mouvements contre la crise en Italie », dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat*, un texte de militants italiens qui fleurit l'activisme d'extrême gauche des années 1970 : « (...) nous devons discuter de nos propres besoins à partir de notre formation, nos connaissances et notre travail afin de définir ce que nous produisons, en quelle quantité et comment » (souligné dans le texte). L'union des ouvriers et des étudiants en lutte, que les auteurs de cet article considèrent comme en train de

s'accomplir, ouvrirait la voie pour ce faire.

République tchèque

◆ Un groupe de militants tchèques, Collectif contre le travail, évoque dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat* la forte transformation de la composition de la classe ouvrière tchèque subie entre 1999 et 2008 du fait de la modernisation du marché du travail : une période faste jusqu'en 2005, grâce au plein emploi, puis une dégradation des conditions de travail en 2008-2009, qui s'est ensuite vivement accélérée. En 2008, le chômage s'établissait à 4,4 % de la population active ; il est actuellement de 10 %. Il y a pourtant peu de luttes : quelques grèves sauvages durant l'hiver 2009-2010 chez Hyundai, Dymos et Grammer ; et un long conflit des médecins en 2010 qui s'est épuisé parce qu'ils ne s'étaient pas préoccupés de se lier aux infirmières et que les syndicats cherchaient, en accord avec le gouvernement, à éviter l'extension de la grève.

(<http://www.protikapitalu.org/>, en tchèque avec une section en anglais et quelques articles en français [lien vers la *Lettre de Mouvement com* -

muniste consacrée à la grève chez Hyundai]. Contact : kpk@protikapitalu.org, en allemand et en polonais.)

Fiat sabotée en Pologne

◆ « Sabotage chez Fiat à Tichy » dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat*. L'usine polonaise de Fiat est la plus productive d'Europe mais, comme en Italie, Fiat fait pression sur les travailleurs, : menaces de délocalisation, augmentation des horaires de travail et diminution des salaires, embauches en contrats précaires, etc. En juin 2010, des militants signant « des travailleurs de Fiat de Tichy » ont envoyé un appel à leurs collègues italiens de Pomigliano d'Arco pour agir en commun contre la direction. On peut lire cette lettre ouverte, en version anglaise, sur le site <http://libcom.org/news/letter-fiat-14062010> ; elle a été traduite en italien dans les journaux *Manifesto* et *Libe-razione*, et publiée en polonais dans *Gazeta Wyborcza*, selon *Wildcat*. Après la suppression de la prime de Noël en décembre 2010 et l'absence d'heures supplémentaires en janvier 2011, les ouvriers de Tichy ont mené

une vaste action de sabotage dans la nuit du 11 au 12 février : environ 300 voitures sont sorties des chaînes de montage avec des toits enfoncés, des rayures sur les portes, et pour certaines des boulons dans le moteur. La direction parle d'utiliser les caméras de surveillance pour retrouver les coupables.

Grande-Bretagne

◆ La manifestation du 26 mars dernier contre les mesures d'austérité en Grande-Bretagne a dépassé toutes les prévisions, rapporte une militante de la Solidarity Federation, affiliée à l'Association internationale des travailleurs, dans le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole : des centaines de milliers de manifestants ont convergé vers le Parlement. Pour certains la manifestation s'est terminée à l'écoute des discours des pontes syndicaux et du Parti travailliste à Hyde Park ; d'autres se sont répandus dans la ville vers 14 heures pour aller occuper des magasins ou des succursales de banques. Une coalition autogestionnaire de groupes de base et d'individus, UKUncut, a organisé plu-

sieurs fermetures de magasins selon la Solidarity Federation.

◆ *Alternative libertaire* souligne également, dans son n° 208 (juillet-août 2011) le rôle des collectifs locaux UKUncut, qui asocient étudiants et militants syndicaux, politiques et associatifs. La direction du Trade Union Congress a annoncé une grève à l'automne – grève qui reste une arme essentielle, malgré l'importante législation anti-grève mise en place dans les années 1980. Et si la gauche syndicale, estimant cette mobilisation trop tardive, a fait grève le 30 juin, c'est bien maintenant la grève de la rentrée que les Britanniques préparent contre le plan d'austérité gouvernemental.

Grèce

◆ *Alternative libertaire* (AL) souligne, dans son n° 208 (juillet-août 2011), que si le mouvement grec des indignés a été très médiatisé, c'est qu'il ne présente guère de danger pour le pouvoir. « Le courant de droite des indignés s'en prend aux "voleurs", aux "traîtres", aux "incapables", et l'extrême droite y joue "un rôle significatif" » ; le courant « de gauche », écrit le groupe libertaire Rocinante, corres-

pondant d'AL à Athènes, a réuni une assemblée populaire qui « s'est surtout avérée très intéressante pour les adolescents »... « La tâche principale, écrit AL, est de recentrer le mouvement sur la lutte de classe... la rentrée sera marquée par les conséquences directes de la crise sur les entreprises privatisées. » Pour le groupe Rocinante, « la nécessité en Grèce reste la construction de syndicats indépendants ».

Portugal

◆ Le 12 mars 2011, 500 000 personnes ont défilé dans les rues du Portugal (comme si, à l'échelle de la France, il y avait 3 millions de personnes). Ce mouvement, estime un militant portugais interrogé par *Alternative libertaire* dans son n° 207 (juin 2011), « n'est pas un mouvement de jeunes précaires, mais un mouvement de la société dans

son ensemble par rapport à la question du travail. » Il n'est pas né de rien, mais « il y avait déjà une structuration de la contestation » depuis un appel syndical à la grève générale, en novembre 2010, et la protestation contre le sommet de l'Otan à Lisbonne au même moment. Selon Hugo, le militant interrogé, de nombreuses associations ou plates-formes autour de la précarité ont vu le jour. Lui-même suit « deux initiatives intéressantes » : une boulangerie désaffectée remise en route par un groupe de jeunes pour distribuer du pain gratuitement, à Lisbonne, et à Porto l'occupation d'une école abandonnée pour y organiser des cours de soutien, des garderies, etc.

Plus largement, un collectif de collectifs s'est créé, le M12M, qui publie un blog en français : <http://portugalaras-caemparis.wordpress.com/>



LA SITUATION DES CLASSES LABORIEUSES AU JAPON

(XII, 2^e PARTIE)

La première partie de ce chapitre XII, qui traite de la littérature prolétarienne, est parue dans le n° 134 d'Echanges. Cette deuxième partie s'occupe entièrement du roman prolétarien. Une troisième partie aura pour sujets le théâtre et la poésie

Bien que quasiment pure littérature de propagande, tout n'est pas à rejeter dans la littérature prolétarienne japonaise. Il est vrai qu'elle fut plus une activité politique que littéraire et qu'elle pâtit, généralement, d'un style suranné pour un lecteur du XXI^e siècle. Il n'en existe pas moins certains romanciers qui ont su trouver un style propre au-delà du pensum idéologique. Je connais trop mal les écrivains prolétariens japonais et suis incapable de distinguer le bien du mal écrire en japonais pour prétendre m'en faire juge. Les notes qui suivent valent uniquement d'introduction dans un domaine qui nécessiterait à lui seul une étude plus étendue.

Nous avons vu que la revue *Kindai shisô* (La Pensée moderne) avait publié pour la première fois des écrivains ouvriers,

tels que **Miyajima Sukeo** et **Miyaji** (ou Miyachi, selon certains dictionnaires) **Karoku** entre 1912 et 1914. Miyajima Sukeo est resté actif dans le mouvement de la littérature prolétarienne impulsé par les diverses organisations citées dans le paragraphe précédent ; en janvier 1916, *Kôfu* (Le Mineur) de Miyajima Sukeo était interdit dès sa publication. Miyaji Karoku, qui continuait à publier après la deuxième guerre mondiale, semble s'être éloigné assez tôt du mouvement organisé de la littérature prolétarienne.

C'est toutefois dans *Bungei sensen* que les auteurs prolétariens les plus connus au Japon ont aiguisé leurs premières armes. Donald Keene en cite trois qui lui paraissent emblématiques à cause de leurs origines sociales : Hayama Yoshiki (1894-1945), un ouvrier, Kuroshima Denji (1898-1943),

un paysan, et Hayashi Fusao (1903-1975), un intellectuel (1).

Le principal ouvrage de **Hayama Yoshiki** demeure *Umi ni ikuru hitobito* (Ceux qui vivent en mer, 1926), dans lequel référence est explicitement faite au *Capital* de Marx. Il décrit dans ce roman l'existence infernale d'un équipage d'un navire charbonnier et sa révolte réprimée par la police. Plusieurs de ses nouvelles ont paru dans la revue *Bungei sensen* : *Rôgoku no hannichi* (Une demi-journée en prison, octobre 1924) et *Inbaifu* (La Prostituée) (2) entre autres. Hayama Yoshiki n'était pas sans quelque vernis universitaire ; il était entré à l'université de Waseda, mais s'en était éloigné au bout d'une année et avait alors occupé divers emplois, dont un sur un navire transportant du charbon de Hokkaidô à Yokohama, expérience qui forme la trame de *Umi ni ikuru hitobito*. En 1934, il quitte Tôkyô pour se lancer dans l'agriculture ; en 1943, il part pour la Mandchourie participer à l'entreprise colonisatrice du Japon dans cette région de Chine (3). De retour au Japon, il meurt peu après la fin de la guerre en 1945.

Kuroshima Denji, bien que fréquemment rattaché à la « littérature paysanne » (nômin bungaku), appartient de fait à la littérature prolétarienne selon Donald Keene.

(1) Donald Keene, *Dawn to the West. A History of Japanese Literature* (Ouvverture à l'Ouest. Une histoire de la littérature japonaise), vol. 3, *Japanese Literature of the Modern Era. Fiction* (Littérature japonaise de l'époque moderne : Le Roman), Columbia University Press, 1998 (1^{re} édition : 1984), p. 599.

(2) Traduction française dans le recueil de nouvelles *Les Noix, la mouche et le citron*, éd. Philippe Picquier, 1986. Une autre nouvelle de Hayama Yoshiki, *Sementodaru no naka no tegami* (La Lettre dans un baril de ciment), a été traduite en français dans *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines*, t. II, éd. Gallimard, 1989.

(3) Une démarche que beaucoup de militants de gauche ont suivie, illustrée dans le roman de Takami Jun, *Iya na kanji*, 1960 (traduction française : *Haut le cœur*, Le Calligraphe/Unesco, 1985).



Le n° 1 de « Bungei sensen » (1925).

Il est le moins célèbre des trois auteurs cités et est surtout connu au Japon pour ses ouvrages antimilitaristes. Né dans un petit village de l'île de Shôdo, une île qui a donné deux autres écrivains contemporains : un poète, Tsuboi Shigeji (1898-1975), et une

romancière, Tsuboi Sakae (1900-1967) (4), mariée au précédent en 1925. Il monte à Tôkyô en 1919 où il travaille un temps dans le bâtiment, est éditeur d'une revue avicole et étudie le français. Il y retrouve par hasard Tsuboi Shigeji qui l'incite à s'inscrire à l'université Waseda où celui-ci étudie la littérature ; sa scolarité ne l'ayant pas préparé à passer l'examen d'entrée à l'université, c'est un étudiant d'une autre université qui se présente à sa place et réussit le concours en son nom. Kuroshima se préparait à devenir étudiant lorsqu'il est appelé à l'armée en décembre 1919 et envoyé en Sibérie en 1921. Le climat aggrave une tuberculose dont des signes étaient apparus avant son incorporation ; en mai 1922, il est rapatrié au Japon et part se reposer dans son village natal. C'est là qu'il commencera à rédiger des nouvelles dont les sujets sont la vie à la campagne et à

(4) Tsuboi Sakae n'appartient pas directement à la littérature prolétarienne et a surtout écrit des livres pour enfants. Tous ses ouvrages, même ceux pour adultes, sont empreints de sa province natale et de son expérience personnelle. Selon Donald Keene, *Dawn to the West, op. cit.*, Tsuboi Sakae a vivement critiqué l'attitude féodale de Tokunaga Sunao, en dépit de ses idées avancées, dans le traitement de sa sœur devenue la seconde épouse de celui-ci (note 38, p. 625/626). Bien qu'épouse du poète communiste Tsuboi Shigeji, elle n'a jamais adhéré au Parti et est demeurée en marge des mouvements radicaux tant anarchistes que marxistes.

l'armée. Revenu à Tôkyô en 1925, c'est encore Tsuboi qui l'aidera à publier ses premiers manuscrits. Ses écrits sur la Sibérie sont explicitement antimilitaristes, par exemple *Sori* (Le Traîneau, 1927), *Uzumeru karasu no mure* (La Ronde d'une bande de corbeaux, 1918), ou bien *Busôseru shigai* (Les Rues en armes, 1930), ce dernier ouvrage interdit dès sa publication devra attendre 1970 pour être connu dans son intégralité (5). Il s'est expliqué sur l'antimilitarisme bourgeois opposé à l'antimilitarisme prolétarien dans un essai rédigé en 1929, *Hansen bungaku ron* (Essai sur la littérature contre la guerre) (6).

Kuroshima Denji n'était pas seul. À partir des années 1920, l'affaiblissement économique de l'armée japonaise sous la pression des États-Unis et des grandes puissances européennes ainsi que sa réaction à cette volonté d'affaiblissement qui se manifestèrent dans l'occupation de la Sibérie, plusieurs tentatives de coups d'État, et surtout dans la politique d'invasion de la Mandchourie dès 1931, ont porté le pacifisme et l'antimilitarisme à son point d'explosion. Plusieurs écrivains s'emparèrent du thème antimilitariste : par exemple, **Nakanishi Inosuke** (7), qui dénonce l'impérialisme japonais en Corée dans son roman *Akatsuchi ni megumumono* (Les Pousses de la terre rouge) ; ou bien Edo-

gawa Ranpo, qui n'appartenait ni au courant de la littérature prolétarienne ni à la gauche de l'échiquier politique, dont la nouvelle *Imomushi* (La Chenille, 1929) est publiée par la revue *Shin seinen* (Nouvelle jeunesse) après qu'elle eut été refusée pour antimilitarisme par la revue socialisante *Kaizô* (Reconstruction) (8).

Quant à **Hayashi Fusao**, de son véritable nom Gotô Toshio, il était entré à l'université impériale de Tôkyô en 1923 où il adhéra à la Shinjinkai (Société des hommes nouveaux). Il participe en 1925 à la rédaction de la revue *Marukusushugi*, collabore à *Bungei sensen* et est de toutes les aventures organisationnelles de la littérature prolétarienne. En 1936, il déclare renoncer à ses activités d'écrivain prolétarien, une déclaration souvent arrachée par la police en échange d'une libération de prison que l'on appelle *tenkô* (abjuration) en japonais, et évolue dès lors vers l'ultra-nationalisme. En 1963, il affirmait les mêmes opinions nationalistes dans *Daito, sensô kôtei ron* (Essai sur la justification de la guerre de

Tôkyô. Il collabore alors à un journal de cheminots, le *Tetsudô jihô* (Le Quotidien du rail), et participe activement au mouvement syndical. Il publie le roman *Akatsuchi ni megumumono*, en 1922, un an avant d'entrer à la revue *Tanemakuhito*. (G. T. Shea, *Leftwing Literature in Japan*, op. cit., p. 98/99).

(8) Edogawa Ranpo (1894-1965), de son véritable nom Hirai Tarô, est considéré comme l'inventeur du roman policier japonais. Son nom de plume est dérivé de la prononciation japonaise d'Edgar Allan Poe, «edog, aran pô», et signifie «flânerie au bord du fleuve Edo». Il a débuté sa longue carrière d'écrivain après le tremblement de terre de 1923, sans jamais manifester une quelconque attirance pour le mouvement socialiste, quoique ses romans mettent souvent en scène des gens du peuple. *Imomushi* est traduit en français dans le recueil d'Edogawa Ranpo, *La Chambre rouge*, éd. Philippe Picquier, 1990 ; plusieurs ouvrages de cet auteur ont paru à ces mêmes éditions. La revue *Shin seinen* avait été créée en 1920 et était éditée par Hakubunkan. Cette revue publiait principalement des romans policiers, en traduction ou d'auteurs japonais.

(5) En 1945, les autorités américaines ont aussi refusé sa publication.

(6) Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit., p. 605 ; et la biographie de Tsuboi Shigeji écrite par lui-même dans *Uzumakuru karasu no mure*, éd. Iwanami bunko, 1980, p. 93-104 (1^{re} édition : 1953).

(7) Nakanishi Inosuke (1893-1958) a quitté sa famille vers l'âge de quinze-seize ans et occupé diverses professions : mécanicien, assistant dans une poudrière, etc. Après son service militaire, il part en Corée comme journaliste, où il est emprisonné pour avoir dénoncé l'exploitation de mineurs par le zaibatsu Fujita. Relâché, il se fait embaucher dans la Compagnie des chemins de fer de Mandchourie du Sud, mais rentre rapidement à

la grande Asie orientale) (9), témoignant par-là qu'il s'agissait plus d'un changement sincère d'opinion que d'une abjuration de circonstance.

A ces trois noms, il faudrait ajouter une longue liste d'autres romanciers prolétariens qui serait, me semble-t-il, fastidieuse. Je ne citerai ici que quelques-uns d'entre eux : Kobayashi Takiji, Nakano Shigeharu et Tokunaga Sunao ; ainsi que les romancières Hayashi Fumiko, Hirabayashi Taiko, Miyamoto Yuriko et Sata Ineko.

Selon Donald Keene, *Umi ni ikuru hitobito* de Hayami Yoshiki, dont nous avons parlé plus haut, et *Kanikôsen* (Le Bateau-usine de crabes) de **Kobayashi Takiji** (10) auraient été inspirés par un ouvrage paru en 1920, *Santô senkyaku* (Les Passagers de troisième classe) de Maedakô Hiroichirô (1888-1957), qui appartient à la génération des écrivains socialistes plutôt qu'à celle, stricto sensu, des écrivains prolétariens. Kobayashi a rédigé en 1931, deux ans avant sa mort, une autobiographie pour le *Puroretaria bungakushû* (Recueil de littérature prolétarienne) (11) que j'ai traduite en annexe (p. 33). Cette même année 1931, il est nommé secrétaire général de la Ligue des écrivains prolétariens du Japon (Puroretaria sakka dômei).



Le n° 1 de « Kaizô » (avril 1919).

Après l'invasion de la Mandchourie par l'armée japonaise, toujours en 1931, la répression s'accroît et, en mars 1932, après une visite à Shiga Naoya (1883-1971) (12) et alors que débutaient les arrestations de membres de la Fédération des organisations culturelles prolétariennes du Japon (Nihon puroretaria bunka renmei), Kobayashi Takiji entre dans la clandestinité. En août, il prend la tête du regroupement des intellectuels du Parti communiste disséminés dans les organisations culturelles, et dénonce dans des écrits polémiques l'opportunisme des membres de la Ligue des écrivains prolétariens du Japon, en particulier Hayashi Fusao et Tokunaga Sunao. Le 18 février 1933, le public peut lire sa nouvelle *Chikuno hitobito* (Les Gens du quartier) publiée dans le numéro daté de mars de la revue *Kaizô* (Reconstruction), qui déclenche une réaction immédiate de la police secrète. L'écrivain est arrêté deux jours plus tard et meurt peu après sous la torture. Son dernier roman, rédigé à la première personne du singulier contrairement à ce qu'il disait rechercher en 1929 à son éditeur (13), *Tôseikatsusha* (Vie d'un militant du Parti), décrit la vie clandestine des membres du Parti communiste japonais, auquel il avait formellement adhéré en octobre 1931 après que le Parti eut refusé plu-

(Œuvres complètes de littérature japonaise contemporaine), éditions Kaizôsha, 1931, recueil de textes de neuf auteurs préfacé par Eguchi Kan (1887-1975) et Kishi Yamaji (1899-1973), p. 176.

(12) Shiga Naoya, un des fondateurs du groupe Shirakaba (*Echanges* n° 110, note 15, p. 36), était un nouveliste partisan du « récit à la première personne » (*watakushi shôsetsu*) qui, pour cela, pourfendait les écrivains prolétariens. Ce qui n'empêcha pas Kobayashi Takiji, lui-même critiqué durement par Shiga, d'entretenir d'étroites relations avec lui. Marc Mécéréant a traduit en français plusieurs nouvelles de Shiga Naoya sous le titre général de *Le Samourai* aux éditions Marabout en 1970.

(13) Il écrivait en 1929 au futur éditeur de *Kanikôsen* : « Il n'y a pas de héros dans cet ouvrage, pas de caractères

(9) Shiota Shôbei (sous la direction de), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international II*, Japon, Les Éditions ouvrières, 1978.

(10) Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit., p. 597. Dans la note 15 du quatrième chapitre (*Echanges* n° 115, p. 45), j'écrivais qu'il n'y avait, à cette époque, pas de traduction française de *Kanikôsen* ; il y en a maintenant une sous le titre *Le Bateau-usine*, éd. Yago, 2009.

(11) *Puroretaria bungakushû* (Recueil de littérature prolétarienne), vol. 62 des *Gendai Nihon bungaku zenshû*

sieurs fois sa candidature ; ce roman fut publié en mai 1933 avec de nombreux passages censurés sous le titre de *Tenkanjidai* (Le Tournant). Ce n'est qu'après-guerre, en 1945, qu'une édition complète put en être imprimée.

Nakano Shigeharu (1902-1979) provenait d'une famille de petit propriétaire foncier cultivant ses propres terres. En avril 1924, il entre à la Faculté des lettres de l'Université de Tôkyô et suit, dès lors, le chemin de nombre d'étudiants des prestigieuses universités de cette époque : dans le courant de l'été 1925, il adhère à la Société des hommes nouveaux (Shinjinkai), et collabore à la constitution du Cercle d'études sur les arts sociaux (Shakai bungei kenkyû) avec Hayashi Fusao ; de janvier à mars 1926, il participe activement à la grève de l'imprimerie Kyôdô dont Tokunaga Sunao relate les péripéties dans son roman *Le Quartier sans soleil* ; il est l'un des fondateurs du Groupe marxiste d'étude de l'art (Marukusushugi geijutsu kenkyû-kai) (février 1926), lance avec Hori Tatsuo (1904-1953) la revue *Roba* (L'Ane) (14) (avril 1926), se rallie à la Fédération

dominants ni de personnalités comme on en trouve dans les livres traitant de vies individuelles. Le héros collectif est un groupe de travailleurs. Je crois, sur ce point, avoir fait quelques progrès depuis "Le 15 mars 1928". (...) Je crois que traiter des groupes est la ligne selon laquelle la littérature prolétarienne doit se développer dans le futur. (...) Les descriptions détaillées du caractère et de la psychologie vont être graduellement éliminées de la littérature prolétarienne. (...) Les forces armées impériales, les zaibatsu, les relations internationales, les travailleurs, ces quatre éléments doivent être vus ensemble dans leurs véritables relations. » (lettre donnée en anglais par Frank Motofuji dans l'introduction à sa traduction de *Kanikô - sen* et *Fuzai jinushi* : "The Factory Ship" and "The Absentee Landlord" de Kobayashi Takiji, University of Tokyo Press, 1973, p. XVII-XIX).

(14) *Roba* s'arrête en 1928 sur son douzième numéro. Hori Tatsuo y fit paraître de nombreuses traductions de poètes et romanciers modernes français dont Guillaume Apollinaire, Jean Cocteau, André Salmon, Max Jacob et

des arts prolétariens du Japon (Nihon puroretaria geijutsu renmei) après la dissolution du Groupe marxiste d'étude de l'art et le remaniement de la Fédération de littérature prolétarienne du Japon (Nihon puroretaria bungei renmei) en un groupement de militants marxistes (novembre 1926), critique l'influence du « fukumotoïsme » (15) dans la revue *Bungei sensen* (Front littéraire) (mars 1927) et crée la revue *Puroretaria geijutsu* (Art prolétarien) (avril). Quand eurent lieu les élections générales de février 1928, les premières à se dérouler après la promulgation de la loi sur le suffrage universel de 1925, Nakano Shigeharu apporte son concours à la campagne d'Ôyama Ikuo (1880-1956) qui se présentait dans une circonscription de la préfecture de Kagawa sur la liste du Parti ouvrier et paysan (Rôdô nômintô). En avril 1928, il s'affilie à la NAPF au cours de son congrès constituant et on lui confie la rédaction de l'organe du mouvement, *Senki* (L'Etendard) ; en février 1929, il appartient au Comité directeur de la Ligue des écrivains prolétariens du Japon tout juste fondée ; il adhère dans le courant de l'été 1931 au Parti communiste, et en novembre devient membre du conseil à la direction de la KOPF. De mai 1932 à avril 1934, il est emprisonné et ne sera libéré qu'à la condition d'abjurer ses convictions politiques. Il écrit alors romans ou essais dénonçant le fascisme et le militarisme. En 1937, il est interdit de publication en même temps que Miyamoto Yuriko, dont je parlerai plus bas. En novembre 1945, il réintègre le Parti communiste et prend part à l'organisation de la Société littéraire du nouveau Japon

Francis Carco selon Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit., p. 689.

(15) Sur le fukumotoïsme, se reporter à *Echanges* n° 128, note 29, p. 57.

(Shin Nihon bungakukai) ; candidat du Parti communiste aux premières élections législatives de l'après-guerre, en avril 1947, il est élu et siègera à la Diète jusqu'en mai 1950. Lors de la scission du Parti communiste en 1950, Nakano Shigeharu se rallie à la Fraction internationaliste (Kokusaiha), puis s'éloigne peu à peu de toute activité publique (16).

Tokunaga Sunao (1899-1958) est né près de la ville de Kumamoto. Après quelques années d'école primaire il entre,



Couverture de « *Senki* », n° d'octobre 1929.

à douze ans, en apprentissage dans une imprimerie puis commence à s'intéresser aux idées socialistes vers sa vingtième année. Monté à Tôkyô, il entre comme linotypiste chez l'imprimeur Hakubunkan (Hakubunkan insatsujo) et adhère au Syndicat des em-

ployés de l'édition (Shuppan jûgyôin kumiai). De janvier à mars 1926, il participe activement à une grève à l'imprimerie Kyôdô (Kyôdô insatsu), nouveau nom de l'imprimerie Hakubunkan ; cette grève est un échec et Tokunaga Sunao y perd son emploi. Il en raconte l'histoire dans *Taiyô no nai machi* (17), roman qui parut par épi-

sodes dans la revue *Senki* (L'Étendard), organe de la NAPF. Donald Keene affirme que Tokunaga Sunao a commencé à rédiger son roman après avoir lu la nouvelle de Kobayashi Takiji, *Senkyûhyakunijûha-chinen sangatsu jûgonichi* (Le 15 mars 1928), parue dans les numéros de novembre et décembre 1928 de la revue *Senki* et qu'au printemps 1929, il soumet son roman à Hayashi Fusao qui cherchait des écrivains d'origine prolétarienne. Ce dernier trouvant le roman mal écrit le retourne à l'auteur ; Tokunaga soutient alors que son style est fait pour être lu par des ouvriers et non des intellectuels mais accepte de réécrire un nouveau manuscrit selon les recommandations de Hayashi. Des traductions de *Taiyô no nai machi* ont été faites en plusieurs langues, très rapidement après sa parution au Japon ; le roman se serait si bien vendu que Tokunaga fut le premier écrivain prolétarien à pouvoir se faire construire une maison grâce à ses droits d'auteur (18).

En mars 1932, Tokunaga appelle dans un article de presse à la création d'une littérature populaire agréable à lire pour les prolétaires, profession de foi durement condamnée par Kobayashi Takiji qui accuse son auteur d'« opportunisme de droite » (19). To-

« Bibliographie sommaire en langues occidentales sur Kobayashi Takiji et la littérature prolétarienne japonaise », distribuée à l'occasion de la table ronde organisée le 30 janvier 2010 pour le premier jour de la projection du film de Yamamura Sô tiré de *Kanikôsen* en 1953 à la Maison du Japon à Paris. Jean-Jacques Tschudin signale une première traduction en français de *Taiyô no nai machi* aux éditions Rieder en 1929. On peut trouver un compte rendu de *Le Quartier sans soleil*, éd. Sociales internationales, dans le n° 8 (juillet-août 1933), p. 19/20, de la revue *Masses* animée par René Lefevre (1902-1988), fondateur des éditions Spartacus.

(18) Donald Keene, *Dawn to the West. op. cit.*, p. 612-613.

(19) *Ibid.*, p. 615.

(16) Cette note a été rédigée principalement grâce aux renseignements fournis dans Shiota Shôbei, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international II. Japon*, Les Editions ouvrières, 1978. Une nouvelle de Nakano Shigeharu, *Gungaku*, a été traduite en français sous le titre *Mustique militaire* dans *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines*, tome I, éd. Gallimard, 1986.

(17) Traduction française : N. Tokounaga, *Le Quartier sans soleil*, éd. Sociales internationales, 1933 ; dans une

kunaga Sunao milite ensuite dans la Ligue des écrivains prolétariens du Japon puis s'en retire en 1933, arguant que cette organisation accordait trop de poids à la politique aux dépens de la littérature. En collaboration avec Watanabe Junzô, il lance, au mois de mars 1934, la revue *Bungaku hyôron* (Critique littéraire). Souhaitant réinstaller le mouvement littéraire contestataire sur des bases solides, Tokunaga Sunao publie plusieurs romans qui se veulent le plus proche possible de la vie du peuple. Au mois d'octobre 1937, sous la pression de la police, il renonce publiquement à la diffusion de *Taiyô no nai machi*.

En 1945, juste après la fin de la guerre, Tokunaga Sunao prend part à la création de la Société littéraire du nouveau Japon (Shin Nihon bungakukai), lointain successeur des organisations de littérature prolétarienne d'avant-guerre, aux côtés de Nakano Shigeharu et Miyamoto Yuriko, entre autres. Il adhère au Parti communiste japonais en janvier 1946 et fait publiquement, au mois de février, l'autocritique de son reniement d'octobre 1937. Shiota Shôbei cite plusieurs de ses ouvrages écrits après guerre : *Tsuma yo nemure* (Dors, ma femme) écrit de 1946 à 1948, dans lequel l'auteur évoque son épouse Satô Toshiko, décédée six mois avant la fin de la guerre ; *Shizuka naru yamayama* (Les Montagnes tranquilles), écrit de 1949 à 1954, qui a pour sujet une grève dans les usines Tôshiba et Kawasaki ; *Nihonjin Satô* (Le Japonais Satô), dont le héros est Satô Michio (1900-1922), qui avait rejoint les partisans soviétiques pour lutter contre les généraux blancs (20).

(20) Shiota Shôbei, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international II. Japon*, op. cit.

Le recueil *Puroretaria bungakushû* que j'ai cité plus haut ne rassemble que des textes d'hommes : Hayashi Fusao, Kobayashi Takiji, **Takeda Rintarô** (1904-1946), **Fujisawa Takeo** (1904-1989), **Murayama Tomoyoshi** (1901-1977), Nakano Shigeharu, Kishi Yamaji, Tokunaga Sunao et **Ochial Saburô** (1898-1986). Pourtant, ainsi que le soulignait Georges Bénichou dans sa note de lecture de *Taiyô no nai machi*, paru dans le n° 8 de *Masses* en 1933, Tokunaga Sunao rendait hommage à « ces femmes grévistes et (...) la place prépondérante qu'elles ont su prendre dans la lutte de classes ». Presque toutes les luttes ouvrières dans l'entre-deux-guerres témoignent du rôle important des femmes, même lorsqu'elles en étaient réduites à assurer l'intendance, à rebours des représentations habituelles de la Japonaise soumise.

Intellectuelles ou issues des classes ouvrières ou paysannes, il y eut des femmes dans le mouvement japonais de la littérature prolétarienne, quoique ce ne soit qu'après-guerre que leurs noms seront connus du public. Je veux présenter ici quatre d'entre elles : Hayashi Fumiko, Hirabayashi Taiko, Miyamoto Yuriko et Sata Ineko.

Hayashi Fumiko (1903-1951) aurait vu le jour, selon l'état-civil, le 31 décembre 1903 à Shimonoseki. Mais peut-être était-ce à une autre date, ou ailleurs, ses parents, des marchands ambulants qui parcouraient les mines de charbon du nord du Kyûshû, ne se souciant



Couverture du premier numéro de « *Nyonin gekijutsu* » (1925).

guère de ces détails (21). Dans un de ses ouvrages, *Hôrôki* (Jours d'errance), paru en feuilleton à partir de 1928 dans la revue *Nyonin geijutsu* (Les Femmes et les arts) qu'une romancière féministe, Hasegawa Shigure (1879-1941), venait de lancer, puis en volume en 1930 par la maison d'édition Kaizôsha, Hayashi Fumiko inventait un style personnel fait de pièces rajoutées : passages de son journal intime, poèmes, etc. Elle relate dans cet ouvrage sa montée à la capitale, son travail comme servante dans des cafés de seconde zone, ses nuits passées dans les toilettes publiques ou des maisons inoccupées quand elle manquait d'argent. C'est après avoir lu *La Faim* du Norvégien Knut Hamsun (1859-1952) (22) qu'elle s'était décidé à rédiger ce roman, selon ses dires (23).

On peut la rapprocher de la Néerlandaise Neel Doff (1858-1942), qui écrivait en français (24) : deux romancières confrontées à l'errance qui ne comptent que sur elles-mêmes. Leurs réticences par rapport à la politique de parti et leur individualisme, ainsi qu'un style d'écriture impertinent, semblent leur avoir valu à l'une comme à l'autre des difficultés aussi bien du côté de l'élite bourgeoise que prolétarienne. Bien que n'étant pas intégrée dans

un parti politique, Hayashi Fumiko est arrêtée par la police en juillet 1933 pour s'être abonnée à un périodique communiste. Elle se décrivait parfois comme anarchiste de tendance kropotkinienne, apparemment pour exprimer dans une formule à l'emporte-pièce qu'elle ne voulait aucune interférence idéologique dans sa vie privée.

Les ventes de *Hôrôki* lui permirent de se payer un billet pour Paris en transsibérien, et elle resta en Europe de novembre 1931 à mai 1932 ; son roman sera interdit de réédition pendant toute la durée de la guerre. Après la déclaration de guerre ouverte du Japon avec la Chine en 1937, elle se rend à Nanjing (Nankin), comme correspondante du *Mainichi shinbun*, et assiste au saccage de cette ville par l'armée japonaise, puis voyage dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique. Elle rentre au Japon en 1943 (25). Après-guerre, elle rédige plusieurs nouvelles et romans fondés, pour la plupart, sur ses expériences journalistiques (26).

Hirabayashi Talko (1905-1972) est née dans la préfecture de Nagano dans une famille de paysans propriétaires de leurs terres, de tradition confucéenne. Adolescente, elle commence à s'intéresser aux doctrines socialistes et, en 1922, à peine achevées ses études de lycée, elle part à Tôkyô où elle rencontre un groupe d'anarchistes regroupés autour d'Iwasa Sakutarô et de Sakai Toshihiko. En 1923, lors du Grand tremblement de terre du Kantô, elle est placée en détention préventive. Elle a participé au mouvement dada au Japon par des

(21) Jean-Jacques Origas, *Dictionnaire de littérature japonaise*. Presses Universitaires de France/Quadrige, 2000 (1^{re} édition : 1994).

(22) Roman paru en norvégien en 1890, très tôt traduit en français. Certains en France, comme Octave Mirbeau (1848-1917), avaient cru y voir l'amorce d'une critique sociale. *La Faim* est toujours disponible aux éditions Presses Universitaires de France. Knut Hamsun a obtenu le prix Nobel de littérature en 1920 et fut pro-nazi pendant la deuxième guerre mondiale.

(23) Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit., p. 139.

(24) Neel Doff, *Une fourmi ouvrière*. Au Sans pareil, 1935 ; ainsi que *Jours de famine et de détresse* (1911), *Keetje* (1919) et *Keetje trotin* (1921) regroupés sous le titre *Jours de famine et de détresse*, éd. Jean-Jacques Pauvert, 1974.

(25) Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit., p. 1141-1142.

(26) Deux nouvelles de Hayashi Fumiko ont été traduites en français : *Chrysanthème tardif* (*Bangiku*, 1948), dans *Anthologie de nouvelles japonaises contemporaines*, tome 1, éd. Gallimard, 1986, et *La Ville dans Les Ailes*, la Grenade, les Cheveux blancs, éd. Philippe Picquier, 1986.

publications dans la revue GE.GIMGI-CAM.PRRR.GIMGEM qui parut en 1924-1925 (27), mais semble s'en être éloignée à cause de l'attitude des anarchistes et artistes d'avant-garde de ce cercle, aspirant à être un jour reconnus comme des génies. En 1924, elle voyage en Chine et en Corée et en 1925, publie des romans policiers, des contes pour enfants et des articles de toutes sortes dans plusieurs revues ; en septembre 1927, elle

publiera *Seryô-shitsu nite* (Dans une salle d'hospice) qui raconte son errance en Mandchourie durant cette époque. Elle adhère à la Fédération des arts prolétariens du Japon (Nihon puroretaria geijutsu renmei, en abrégé Purogei) à la fin 1926, après avoir épousé

le romancier et critique prolétarien Kobori Jinji (1901-1959) ; puis, en juin 1927, à la suite d'une scission de la Purogei, à la Fédération des artistes ouvriers et paysans (Rônd geijutsuka renmei) où elle est restée jusqu'en juin 1930. Elle quitte alors cette dernière pour entrer à la NAPF. En 1937, elle est arrêtée, puis libérée en août 1938 ; malade, elle ne publiera aucun texte jusqu'à la fin de la guerre du Pacifique. Après guerre, « elle commença à écrire sur



Couverture dde
« Hataraku fujin »,
n° d'avril 1932.

(27) Dates selon Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit. p. 1160, qui est le seul parmi les sources que j'ai consultées, à citer cette participation de Hirabayashi Taiko au mouvement dada au Japon ; Vera Linhartová, *Dada et surréalisme au Japon*. Publications orientalistes de France, 1987, qui ignore Hirabayashi Taiko, donne pour dates de parution de GE.GIMGICAM.PRRR.GIMGEM juin-décembre 1924 (4 numéros).

les yakuza (...). Elle semble avoir été attirée par les yakuza parce qu'ils vivaient de fait dans les plus basses couches de la société japonaise, contrairement aux communistes. *Chitei no uta* (Chant des profondeurs de la Terre, 1948) est fondé sur ce qu'elle a entendu à propos des yakuza (...) » (28). En 1949, elle publie un article dans la revue *Shinchô* (Cours nouveau) attaquant le Parti communiste. En décembre 1950, elle adhère à la Société littéraire du nouveau Japon (Shin Nihon bungakukai), mais elle ne s'accorde pas avec les anciens membres de la NAPF, sous influence du Parti communiste, et milite dans le mouvement socialiste féministe tout en consacrant la majeure partie de son temps à ses activités littéraires. A l'époque de la guerre de Corée (1950-1953), elle se rapproche des groupes anticomunistes. Et à la fin de sa vie, elle rédige une biographie de son ennemie intime, Miyamoto Yuriko ; le livre, intitulé *Miyamoto Yuriko*, paraît en 1972 peu après sa mort (29).

Miyamoto Yuriko (1899-1951) est née Chûjô Yuriko à Tôkyô. Son père, architecte, travaillait au ministère de l'Éducation et sa mère était la fille aînée de Nishimura Shigeki (1828-1902), un penseur de l'ère Meiji. En 1916, elle entre à l'Université de jeunes filles du Japon (Nihon joshi daigaku) et publie en septembre de la même année son premier roman, *Mazu-shiki hitobito no mure* (La Foule des

(28) Donald Keene, *Dawn to the West*, op. cit. p. 1181-1162.
(29) Shiota Shôbei, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international II. Japon*, op. cit. ; Keene, Donald, *Dawn to the West*, op. cit. p. 1159-1162 ; et Jean-Jacques Origas, *Dictionnaire de littérature japonaise*, op. cit. Il ne semble y avoir jusqu'à maintenant qu'une seule nouvelle de Hirabayashi Taiko traduite en français : *Les Soldats chinois aveugles (Mekura Chûgoku hei)* dans *Les Ailes, la Grenade, les Cheveux blancs*, Philippe Picquier, 1986.

« Chronologie »,

de Kobayashi Takiji (1903-1933) *

JE SUIS NÉ dans un village de la préfecture d'Akita en 1903. Le 23^e jour du huitième mois du calendrier lunaire selon ma mère ; le 1^{er} décembre selon le registre de la mairie. Le maire semble avoir été un de ces personnages fantasques à la Gogol. Mon père était paysan, propriétaire d'une parcelle de terrain qu'il cultivait conjointement à une terre en fermage. Ma mère était fille d'un journalier. Pendant la saison morte pour les paysans mes parents allaient pousser des wagonnets sur des chantiers près de chez eux. Ma mère m'a parfois raconté comment, perchée sur le wagonnet qui dévalait une pente à toute vitesse, elle devait serrer les freins dans des virages en épingle à cheveux qui surplombaient des précipices à pic.

J'avais quatre ans quand ma famille qui ne pouvait plus assurer sa subsistance du travail de la terre, déménagea pour Otaru dans l'île de Hokkaidô. Ils y tinrent une pâtisserie bon marché dans un quartier périphérique où j'ai passé une vingtaine d'années. Nous avions juste de quoi vivre. Sur le chemin de l'école, je ne cessais de ressasser qu'un jour je découvrirai un filon quelconque qui me permettrait de payer le pousse-pousse à ma mère.

Je me rappellerai toujours que ma sœur aînée travaillait dans une entreprise d'exploitation de cendres volcaniques et que, dès qu'elle rentrait à la maison, couverte de poudre blanche, elle passait beaucoup de temps à se laver les cheveux ; et que ma sœur cadette allait ramasser du coke sur les terrils. Quant à moi, un parent éloigné s'est offert à payer mes études. J'ai étudié à l'école secondaire de commerce d'Otaru (Otaru shôgyô gakkô), puis au lycée supérieur de commerce de la même ville (Otaru kôtô shôgyô gakkô). Dans le même temps, j'ai travaillé dans une boulangerie industrielle ou fait tourner la pompe à air pour un scaphandrier. J'aspirais alors vivement à gagner plus tard le plus d'argent possible. Après avoir fini mes études, j'ai été embauché dans la succursale de la banque Takushoku de Hokkaidô à Otaru. C'était en 1924.

A cette époque, un ami mêlé à l'affaire dite « contre l'entraînement militaire » (Gunkyô hantai mondai) (1) au sein du lycée supérieur de commerce d'Otaru m'incita à lire des ouvrages de Marx et de Lénine, ainsi que de Fukumoto Kazuo (2), qui jouissait à cette époque d'une certaine notoriété. La candidature aux élections législatives de Yamamoto Kenzô (3), la fréquentation de

* Traduction de « Nenpu » (Chronologie), biographie de Kobayashi Takiji rédigée par lui-même pour l'édition collective de textes rassemblés par Eguchi Kan (1887-1975) et Kishi Yamaji (1899-1973), *Puroretaria bungakushû* (Recueil de littérature prolétarienne), vol. 62 des Œuvres complètes de littérature japonaise contemporaine (*Gendai Nihon bungaku zenshû*), éditions Kaizôsha, 1931, p. 176. Merci à ma compagne pour son aide. Les notes sont du traducteur

(1) Affaire impliquant la Ligue nationale des étudiants contre l'entraînement militaire (Zenkoku gakusei gunji kyôren hantai dômei) fondée le 12 novembre 1924.

(2) *Echanges* n° 128, note 29, p. 57.

(3) En février 1928, Kobayashi Takiji soutient activement la campagne électorale de Yamamoto Kenzô, candidat du Parti ouvrier et paysan (Rôdô nômintô), aux premières élections législatives tenues sous le régime du suffrage universel.

divers groupes d'études, puis l'affaire du 15 mars (4), furent entre autres décisifs pour mon évolution politique. Je dévorais les livres traitant de théorie artistique prolétarienne et les œuvres de Hayama Yoshiaki (5).

Ma première nouvelle, *Senkyûhyakunijû hachinen sangatsu jûgonichi* (Le 15 mars 1928), parut dans les numéros de novembre et décembre 1928 de la revue *Senki* (L'Eten-dard) (6). J'ai depuis publié les romans *Kanikôsen* (Le Bateau-usine de crabes) (7) dans les numéros de mai et juin 1929 de la revue *Senki*, et *Fuzai jinushi* (Le Propriétaire foncier absent) dans le numéro de novembre 1929 de *Chûôkôron* (Forum) ; les nouvelles *Kyûen nyûsu No. 18 furoku* (Supplément au n° 18 des Nouvelles du service d'entraide) dans le numéro de février de *Senki*, *Bôfû kaikaihō* (Avis de tempête) dans le numéro de février 1930 de *Shinchō* (Cours nouveau), *Kôbasaibō* (Cellules d'en-

treprise) dans les numéros d'avril, mai et juin 1930 de *Kaizō* (Reconstruction), et *Higashiguchian kô* (Un aller pour Higashiguchian) dans le numéro de décembre 1930 de *Kaizō*.

Ainsi que *Dôshi Taguchi no kanshō* (Le Sentimentalisme du camarade Taguchi) dans *Shûkan Asahi* (Asahi hebdomadaire), et *Shimin no tameni* ! (Appel aux citoyens !) dans *Bungei shunjû* (Age littéraire).

Par ailleurs, *Kanikôsen* a été mis en scène par le Nouveau Groupe théâtral de Tsukiji (Shin tsukiji gekidan) au Théâtre impérial (Teikoku gekijō) (8) ; et le Théâtre de gauche (Sayoku gekijō) a donné une représentation de *Fuzai jinushi* au Théâtre d'Ichimura (Ichimuraza). Enfin, deux ou trois de mes ouvrages ont été traduits en Chine, en URSS et ailleurs.

J'ai maintenant quitté Otaru, et suis installé à Tôkyô depuis la fin mars 1930. J'ai été incarcéré de la fin juin 1930 jusqu'à la fin janvier 1931, et suis en liberté provisoire depuis quatre jours. Deux procédures judiciaires sont actuellement en cours d'instruction contre moi.

Pour finir, je voudrais dire que je ne suis pas entièrement satisfait de mes écrits passés et souhaite à l'avenir rédiger une œuvre de meilleure qualité.

Fait le 25 janvier 1931

(4) Le 15 mars 1928, la police arrête plusieurs opposants politiques à Otaru. Kobayashi Takiji n'est pas inquiété, ce qui suppose qu'il ne jouait pas un rôle très important à cette époque ainsi que le remarque Donald Keene, *Dawn to the West. A History of Japanese Literature* (Ouverture à l'Ouest. Une histoire de la littérature japonaise), vol. 3, *Japanese Literature of the Modern Era. Fiction* (Littérature japonaise de l'époque moderne : Le Roman), Columbia University Press, 1998 (1^{re} édition : 1984), note 48, p. 626.

(5) Hayama Yoshiaki (1894-1945) est l'auteur du roman *Umi ni ikuru hitobito* (Ceux qui vivent en mer), paru en 1926, dans lequel il raconte l'existence de marins sur un navire transportant du charbon.

(6) *Le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international II. Japon*, Les Éditions ouvrières, 1978, ouvrage collectif édité sous la direction de Shiota Shōbei, donne une date identique ; mais Kurahara Korehito, un ancien ami de Kobayashi Takiji, donne, lui, les dates d'octobre et novembre dans son « Commentaire » (*Kai setsu*) à l'édition de *Kanikôsen* et *Senkyûhyakunijû hachinen sangatsu jûgonichi* par Iwanami shoten, 1991, p. 213.

(7) Traduction française : *Le Bateau-usine*, éd. Yago, 2009.

(8) *Kanikôsen* a été représenté, sous le titre *Hokui go-jûdo ihoku* (Au nord du 50^e parallèle), au Théâtre impérial de Tôkyô du 26 au 31 juillet 1930, sous la direction de Hijikata Yoshi, dans une adaptation de Takada Tamotsu et Kitamura Komatsu. En 1953, *Kanikôsen* est devenu un film, très infidèle au roman, réalisé par Yamamura Sô, dont une projection a eu lieu à Paris, les 30 janvier, 4 et 6 février 2010, à la Maison du Japon. *Kanikôsen* est aujourd'hui inscrit au programme scolaire japonais.

pauvres gens), dans la revue *Chûd kôron* (Forum). En 1918, elle se rend aux Etats-Unis avec son père. En 1922, elle adhère à l'Association des femmes pour secourir les victimes de la famine en Russie (Roshia kikin kyûsai fujinkai), créée par Yamakawa Kikue (1890-1980) et évolue progressivement vers le marxisme. En 1924, elle fait la connaissance de Yuasa Yoshiko (1896-1982), étudiante en littérature russe, et en décembre 1927 elles partent ensemble en Union soviétique, où elle vécut jusqu'en novembre 1930.

A son retour au Japon, elle entre à la Ligue des écrivains prolétariens du Japon (Nihon puroretaria sakka dômei), fondée en 1929 au sein de la NAPF ; puis devient rédactrice en chef de *Hataraku fujin* (Les Travailleuses), revue de la KOPF. A l'automne 1931, elle prend sa carte au Parti communiste japonais, et en février 1932 épouse Miyamoto Kenji. Elle signe pour la première fois ses écrits du nom de Miyamoto Yuriko en octobre 1937. Après guerre, elle participe à la fondation du Club des femmes démocratiques (Fujin minsei kurabu) et de la Société littéraire du nouveau Japon (Shin Nihon bungakukai) à la direction de laquelle elle est élue lors du congrès constitutif en décembre 1945. Elle devient membre suppléante au Comité central du Parti communiste, trois mois plus tard, lors du V^e Congrès malgré les critiques de son époux, membre influent du Parti, parce que pendant la guerre elle avait participé à l'Association patriotique de littérature japonaise (Bungaku hôkokukai).

Sata Ineko (1904-1998) (30) est née

(30) Aucune note n'est consacrée à Sata Ineko dans Shiota Shôbei, *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international II, Japon*. Les Editions ouvrières, 1978. Aux ouvrages précédemment cités de Jean-Jacques Origas, *Dictionnaire de littérature ja-*



Couverture de
« Kanikôsen » de
Kobayashi Takiji.

à Nagasaki dans une famille de samurai liée au clan des Nabeshima, sans jouir des avantages de sa naissance : sa mère meurt lorsqu'elle n'a que sept ans et la prodigalité de son père oblige la famille à monter à Tôkyô. Elle publie ses premiers textes

à la fin des années 1920 : des poèmes, dans la revue *Roba* (L'Âne), et de brefs récits témoignant de la condition ouvrière dont *Kyarameru kôba kara* (D'une fabrique de caramels) dans la revue *Puroretaria geijutsu* en 1928, ouvrage dans lequel elle décrit son expérience dans une usine de caramels où elle avait travaillé à Tôkyô à partir de l'âge de treize ans pour venir en aide à sa famille.

Avant guerre, elle tente de préserver ses enfants ; dans *Kurenai* (Ecarlate), publié en revue en 1936 et en volume en 1938, elle décrit cette période et ses doutes. A partir du début des années 1930, elle participe à l'effort de guerre japonais en se rendant plusieurs fois en Mandchourie en tant que journaliste, ainsi qu'en Malaisie et à Sumatra, et se joint à des « missions d'infor-

ponaise. Presses Universitaires de France/Quadrige, 2000 et de Donald Keene, *Dawn to the West. A History of Japanese Literature. Japanese Literature of the Modern Era. Fiction* [Ouverture à l'Ouest. Littérature japonaise de l'époque moderne : Le Roman], vol. 3 de *A History of Japanese Literature* [Une histoire de la littérature japonaise], Columbia University Press, 1998, j'ai pour cette notice aussi utilisé Cecil H. Uehara, *Leftwing Social Movements in Japan. An Annotated Bibliography* (Les Mouvements sociaux de gauche au Japon. Une bibliographie annotée), The Charles E. Tuttle Company, 1959, p. 31

mation » sur divers théâtres d'opérations. En avril 1932, elle remplace Miyamoto Yufiko, qui vient d'être arrêtée, à la tête de la revue *Hataraku fujin* (Les Travailleuses), et adhère au Parti communiste peu après.

Elle est exclue du Parti en 1951, puis réintégrée sans conditions en 1955 et de nouveau écartée en 1964.

J.-P. V.
(à suivre)

La situation des classes laborieuses au Japon, de 1853 à nos jours, dans « Echanges » :

I. Introduction. La bureaucratie. Les employeurs. Les travailleurs

n° 107, hiver 2003-2004, p. 37.

II. La guerre sino-japonaise (1894-1895). L'entre-deux-guerres (1896-1904). La guerre russo-japonaise (1904-1905). Lutte de clans au sein du gouvernement

n° 108, printemps 2004, p. 35.

III. Avant 1914 : La composition de la classe ouvrière. La discipline du travail et l'enseignement. Industrialisation et classe ouvrière. Les luttes ouvrières. Les syndicats

n° 109, été 2004, p. 25.

IV. Les origines du socialisme japonais : Le socialisme sans prolétariat. Ses origines intellectuelles japonaises, le bushidô. Ses origines intellectuelles étrangères. Marxisme contre anarchisme

n° 110, automne 2004, p. 25.

Chronologie juillet 1853-août 1914

n° 112, printemps 2005, p. 18.

V. bouleversements économiques et sociaux pendant la Grande Guerre. Un ennemi : l'Allemagne. Le commerce. L'industrie. La classe ouvrière. Les Coréens au Japon

N° 114, automne 2005, p. 32.

VI. Les grèves pendant la première guerre mondiale. Les conflits du travail de 1914 à

1916. Un tournant : 1917-1918. Les émeutes du riz

n° 115, hiver 2005-2006, p. 41.

VII. La dépression de 1920-1923. Le grand tremblement de terre du Kantô. La crise bancaire de 1927. La crise de 1929

n° 117, été 2006, p. 39.

VIII. Entre première et deuxième guerres mondiales. Le taylorisme. Les zaibatsu. La lutte des classes. Les Coréens

n° 119, hiver 2006-2007, p. 24.

IX. Les origines réformistes du syndicalisme ouvrier. Parlementarisme et syndicalisme. Les conflits entre syndicats prennent le pas sur la lutte de classes. La guerre contre la classe ouvrière

n° 121, été 2007, p. 21.

X. Les travailleurs des campagnes. Les Coréens. Les burakumin. Patronat et fonctionnaires. Les yakuza

n° 124, printemps 2008, p. 23.

XI. Les partis de gouvernement. Les socialistes. Les anarchistes. Le bolchevisme

n° 128, printemps 2009, p. 45.

XII, 1^{re} partie. Qu'est-ce que la littérature prolétarienne ? Les écrivains prolétariens japonais. Les Semeurs. Revues et organisations

n° 134, automne 2010, p. 57.

Les révoltes des pays arabes

◆ « Les soulèvements en Afrique du Nord : révoltes ou révolutions ? », dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat*. Une brève chronologie, arrêtée le 20 mars 2011, rappelle les changements survenus dans de nombreux pays arabes en trois mois. Un long article sur l'Égypte, intitulé « Du soulèvement à la révolution ? », revient sur les antécédents à la crise actuelle depuis les réformes mises en place par Moubarak sous la pression du FMI en 1991, le démantèlement de

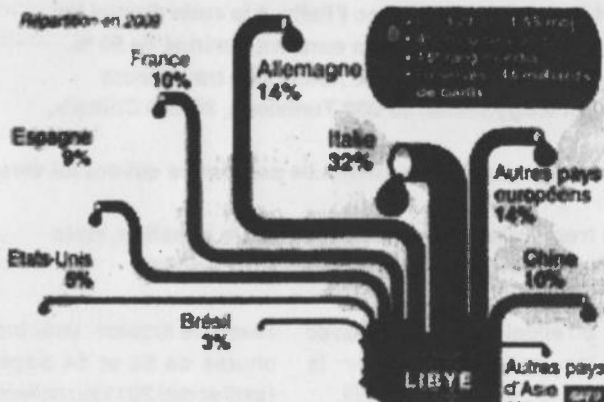
l'Etat social nassérien, et les oppositions des paysans et des ouvriers à ces réformes tout au long des années 1990 et 2000, dont les points culminants furent la grève des collecteurs des impôts en 2007 et celle des ouvriers du textile à Mahalla et Kubra en 2008. En note, *Wildcat* reproduit partiellement un entretien réalisé au Caire entre Philip Rizk, journaliste et blogueur germano-égyptien, et Karl Heinz Roth, diffusé sur l'antenne de radio Deutschlandfunk le 7 février 2011 : « Il n'y a pas eu de Révolution-Twitter en Égypte ».

◆ « Les luttes ouvrières reprennent en Égypte » selon le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole qui cite plusieurs exemples de conflits près du canal de Suez, dans la province de Daqahliya, à Gharbiya, à Monufiya, à Beheira ainsi que dans les grandes villes du Caire et d'Alexandrie.

◆ Dans *Communisme* n° 63, en français, et *Comunismo* n° 61, en espagnol, publications du Groupe communiste internationaliste datées toutes les deux de juin 2011, un dossier sur les révoltes dans les pays arabes : « Catastrophe capitaliste et révoltes prolétariennes partout. Pour la radicalisation et l'extension de la révolution ! » Deux versions très proches dont les petites variantes posent pourtant de grandes questions : le titre en espagnol donne par exemple « revueltas » (révoltes) au lieu de « révolution ». Ce dossier contient, en dehors de l'analyse du GCI, la reproduction de tracts que ce groupe a distribués sur le sujet. Par ailleurs, un article sur la Bolivie rappelle

La destination du pétrole libyen

Le Libye exporte 80% de sa production quotidienne de brut



Carte publiée sur le blog

http://www.bbec.lautre.net/www/splp_truks-en-vrak/splp.php?article1056

Immigrés de partout

◆ « Libye : les victimes invisibles » : sous ce titre, *Courant alternatif* n° 212 (été 2011) consacre un intéressant article aux immigrés, et pas seulement en Libye. Pour CA, « les travailleurs immigrés, en Europe, dans les pays arabes riches et aux Etats-Unis, cristallisent d'une manière éclatante la lutte de classe. Ils représentent 3,1 % de la population mondiale, ce qui est peu statistiquement, mais ce chiffre est en constante augmentation en raison de la paupérisation de nombreuses populations : ils étaient 214 millions en 2010 contre 150 millions en 2000. Dans quelques pays le nombre d'immigrés dépasse le chiffre de la population locale : le Qatar (87 % d'immigrés), les Emirats arabes unis (70 %), ou est très important : Singapour (41 %), l'Arabie saoudite (28 %). Les chiffres de l'immigration en Europe sont insignifiants : on estime à 30 000 le nombre de travailleurs immigrés ayant tenté d'arriver en Europe début juin. Depuis la « révolution » tunisienne, l'île italienne de Lampedusa Lamedusa a reçu entre 20 000 et 25 000 Tunisiens, dont la plupart veulent travailler en France. Depuis mai, les nouveaux arrivants viennent de plus en plus d'autres pays – Africains ou Asiatiques du Sud.

Le capitalisme, souligne CA, a besoin de ces travailleurs démunis, sans droits, et qui servent à la fois de main-d'œuvre bon marché non revendicative et de bouc émissaire auprès des opinions publiques. « Le cynisme, écrit CA, c'est que les gouvernements considèrent l'immigration comme un problème pour l'Europe mais jamais pour les immigrés eux-mêmes. Or pour celui ou celle qui, pour gagner sa vie, a besoin de traverser les continents sans rien dans les poches et souvent endetté(e), pour mourir dans le désert ou se noyer en mer et qui une fois arrivé risque de sa faire expulser aussitôt, c'est bien un problème. »

Le rôle de la Libye est bien évidemment analysé dans cet article, : Kadhafi a maintes fois utilisé les immigrants comme argument dans les négociations avec les pays européens. Ainsi, en 2008, a-t-il signé un traité avec l'Italie, à la suite duquel les débarquements d'immigrés sur les côtes italiennes auraient diminué de 90 %. Avant le 15 février 2011, on estimait à 2,5 millions le nombre de travailleurs étrangers, dont plus de 1 million d'Egyptiens, 50 000 Tunisiens, 30 000 Chinois, 25 000 Turcs, 20 000 Indiens...

Après quatre mois de guerre, c'est au moins un million de personnes qui ont fui vers la Tunisie ou l'Egypte.

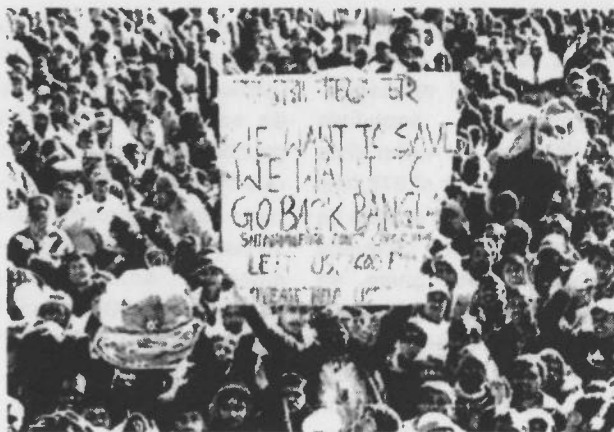
Quant au Conseil national de transition (CNT), il n'évoque pas la question, mais négocierait avec l'Italie le renforcement des accords signés par Kadhafi.

combien les révoltes ne mènent pas toutes à la révolution : « Si c'est ça le changement, le changement c'est de la merde. » Et dans la seule édition en espagnol,

un appel à la solidarité avec les condamnés dans le « caso bomba » au Chili.
<http://gci-icg.org>

◆ *Les Soulèvements arabes face au vide occidental,*

l'exemple tunisien : deux brochures de 60 et 54 pages (avril et mai 2011) du collectif Lieux communs, téléchargeables sur le site www.mag-maweb.fr. Une tentative de



penser les limites du soulèvement tunisien : non-dépassement du niveau anti-autoritaire (« c'est-à-dire la difficulté de passer de la critique des personnes à celle des structures »), rôle de la religion, aliénation vis-à-vis de l'imaginaire consumériste occidental, culture du ressentiment et de l'auto-dénigrement... La première de ces brochures contient une chronologie et deux entretiens, avec une professeure de lycée et avec une conseillère d'éducation de collège. Celle-ci souligne le désir de nombre des jeunes, en échec scolaire ou pas, de quitter le pays, d'aller en Europe. Pour eux, un des premiers effets de la « révolution » a été la diminution du coût des passeurs.

La deuxième retranscrit une discussion entre Tunisiens et Français de retour d'un

voyage en Tunisie, et une étude du soulèvement ouvrant sur plus d'inquiétudes que de certitudes.

◆ « Cinq remarques sur l'intervention contre la Libye » sur Internet, <http://www.michelcollon.info/Cinq-remarques-sur-l-intervention.html> — et aussi, sur le même blog, entre autres : « Comprendre la guerre en Libye », <http://www.michelcollon.info/Comprendre-la-guerre-en-Libye-1-3.html> et « Derrière l'attaque contre la Libye, les réalités économiques » <http://www.michelcollon.info/Derriere-l-attaque-contre-la-Libye.html>

◆ Dans *Divergences* n° 26 (juin-juillet-août 2011), « Les "révolutions sans meneurs" et la chute de Mubarak », de David Porter : « Les "révolutions sans meneurs", telles qu'on les voit actuellement en Afrique du Nord, posent un im-

portant défi aux médias des autres pays et aux publics de l'étranger, en général. Ils sont à la recherche de voix autorisées pour clarifier l'image d'événements qui changent rapidement. Mais les révolutions authentiques sont conduites d'en-bas, par des myriades d'énergies et des objectifs de centaines de milliers ou de millions de personnes qui fusionnent au moins autour de quelques exigences fondamentales. Les impatiences et les contraintes de temps des journalistes et des publics extérieurs amènent à s'appuyer sur les analyses rapides fournies par le cercle habituel et hiérarchisé des "experts" et des dirigeants politiques, et à résister, bien entendu, au processus ardu que suppose une enquête sur la population ». <http://www.divergences.be/>

◆ « L'affiche rouge de sang et verte de la révolution écologique et sociale, pour la démocratie globale » une vision futuriste pour l'Egypte, disponible à Echanges.

◆ « La Tunisie six mois après » dans *Partisan* n° 249 (été 2011).

◆ Mémoires de « Tunisiens de Lampedusa à Paris », jusqu'à l'expulsion du 51 avenue Simon-Bolívar : http://www.cip-idf.org/article.php3?id_article=5621

Libérations nationales

◆ Comment concilier l'internationalisme et les luttes de libération nationale. Quadrature du cercle ? Des matériaux pour une telle approche dans le numéro commun spécial de *Courant Alternatif* et *Offensive* (n° 30, juin 2011) intitulé « Luttes de libération nationale, une révolution possible ? ».

Débat sur la crise

◆ « The economic crisis in fact and fiction », un débat sur la crise autour de Paul Mattick Jr (en anglais), avec John Clegg et Aaron Benanav, de la revue *End - notes* :
<http://brooklynrail.org/2011/06/express/the-economic-crisis-in-fact-and-fictionpaul-mattick-with-john-clegg-and-aaron-benanav> (copie à Echanges)

Cameroun

◆ « Cameroun, République Banania », une guerre totalement absente des manuels d'histoire (1948-1971) dans *CQFD* n° 88 (avril 2011).

Cuba

◆ Un premier Forum social s'est tenu à Cuba les 26 et 27 mars 2011, organisé par plusieurs associations dont le

réseau de l'Observatoire critique, le Groupe international de travail anticapitalismes et socialités émergentes et l'Atelier Vivre la révolution. Le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, en donne un bref compte rendu. Malgré le harcèlement des autorités cubaines, le Forum a pu se tenir dans le jardin de la maison de la famille Pérez, qui sert aussi de siège au Coco Solo Social Club, et un programme a été élaboré sous le titre de « roposiciones para la promoción del socialismo en Cuba ».

◆ Le numéro 21 de *Cuba libertaria* est un numéro international. Il est consacré entièrement à la déclaration de solidarité avec les militants cubains qui luttent pour

un Cuba plus libre, plus juste et plus solidaire.. Le n° 22 contient : Cuba et le modèle de socialisme d'État, La gauche internationale et ses relations avec Cuba, Lectures sur le mouvement du 15 mai de Madrid et des "Indignados", Anarchisme et anarchistes. Site internet <http://fr.calameo.com/read/>

Georgie et Wisconsin (Etats-Unis)

◆ Deux articles sur les Etats-Unis dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat* : « Grève des prisons en Georgie » et « Mouvement dans le Wisconsin ». Le premier relate une grève de six jours, commencée le 9 décembre 2010, dans quatre prisons de l'Etat de Géorgie (Hays State, Macon State,



Telfair State et Smith State) où les reclus ont revendiqué, entre autres, de meilleures conditions de travail, une meilleure couverture maladie, une nourriture moins mauvaise, plus de contacts avec leurs familles et leurs amis, etc. Contrairement aux mouvements antérieurs de prisonniers, il semble que cette fois-ci les différences ethniques (Noirs-Latinos-Blancs) et d'appartenance à tel ou tel gang aient été dépassées pour une communauté d'action.

◆ Le deuxième article explique les raisons de la colère qui s'est exprimée dans l'Etat du Wisconsin pendant les mois de février et mars 2011 (voir *Echanges* n° 136, p. 28) : alors que le nouveau gouverneur républicain Scott Walker accordait d'une main crédits d'impôts et subventions aux entreprises privées, il préparait une loi pour réduire les dépenses dans le secteur public de son Etat. Dès l'annonce du projet de loi, le 11 février, étudiants et professeurs se mettaient en grève bientôt suivis par d'autres couches de la population : fonctionnaires, agriculteurs et ouvriers. Démocrates, républicains, partisans des Tea Party et syndicats de

fonctionnaires (en particulier l'American Federation of State, County and Municipal Employees, la Wisconsin Education Association, et l'American Federation of Teachers), dont la loi prétendait pourtant rogner les pouvoirs, se sont unis au-delà de leurs désaccords apparents pour faire rentrer les protestataires dans le rang. A remarquer que Noirs et Latinos semblent ne pas s'être sentis concernés par ce mouvement, dans un Etat qui en compte peu il faut le dire.

Rente pétrolière et lutte de classe

◆ « La rente pétrolière s'épuise », un article théorique dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat* qui fustige les porte-parole actuels de David Ricardo (1772-1823) contre Karl Marx (1818-1883) dans l'analyse de la rente pétrolière et du déclin annoncé des ressources mondiales de pétrole. La revue britannique *Aufheben* et l'Américain George Caffentzis sont critiqués, entre autres, pour reprendre la thèse de Ricardo d'une rente différentielle alors que la critique « exhaustive » (vollständig) de celle-ci par Marx en 1862 en a montré

les limites, la principale étant de ne pas prendre en compte la lutte des classes : « Ce n'est que quand nous discuterons à la fois de valeur d'usage et de politique que le "problème géologique" deviendra une question de lutte de classes et de transformation possible de tous les rapports sociaux » (souligné dans le texte).

Nucléaire

◆ Sur Fukushima et ses suites : http://www.piecesmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=321, et plus largement sur le nucléaire : « Soleil en face, ou pourquoi il faut fermer le CEA » : http://www.piecesmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=314

◆ « 1986, Tchernobyl ; 2011, Fukushima ; folie nucléaire, jusqu'à quand ? », *Sortir du nucléaire* n° 49 (printemps 2011).

◆ « Alerte nucléaire », supplément de 4 pages au n° 209 de *Courant alternatif* (avril 2011), qui titre en couverture : « Le nucléaire c'est le retour à la bougie ». Un dossier qui souligne que le nucléaire n'est pas seulement un choix technique, mais aussi un modèle productif centralisé.

CAPITALISME ET RENTE FONCIÈRE

Dans un monde capitaliste dominé par la technique et par la place privilégiée donnée à l'industrie, dans nos sociétés « évoluées » où la part des revenus consacrée à l'alimentation s'est considérablement amenuisée, l'agriculture – c'est-à-dire l'exploitation du sol – est souvent reléguée au second plan. Bien sûr il n'en est pas de même lorsque l'on descend dans l'échelle économique des Etats pour arriver aux plus pauvres. Dans les pays « riches », on ne parle d'agriculture qu'occasionnellement, à propos de catastrophes naturelles (comme la sécheresse par exemple) ou lors des réactions paysannes aux effets de l'intrusion industrielle ou de la concurrence commerciale – ou encore lors de polémiques sur les questions plus générales liées à l'évolution du capitalisme, comme l'effet de serre ou les manipulations génétiques ou encore, mais seulement de temps à autre, lorsque des « insurrections de la faim » prennent une dimension suffisante pour briser le mur du silence médiatique. Mais les problèmes liés à l'utilisation du sol sont rarement abordés dans leur globalité, alors qu'ils sont le cœur même de la survie de l'humanité, même si cela ne semble faire qu'une partie peu importante de notre quotidien. En traitant du problème limité et largement médiatisé de l'accaparement actuel des terres par le capital, nous allons tenter d'aborder cette globalité sans avoir la prétention d'en faire une analyse exhaustive, mais avec l'espoir d'en faire un sujet de débat.

LORS DES « ÉMEUTES DE LA FAIM » de 2007-2008 Nous avons estimé, (voir *Echanges* n° 124 et 125, printemps et été 2008) que la hausse du prix des matières premières (en premier lieu de l'ensemble des produits alimentaires) ayant déclenché ces émeutes n'était pas due à une limitation des ressources naturelles, mais à la crise générale de l'accumulation capitaliste (la baisse du taux de profit) : il s'agissait d'une nouvelle bulle spéculative de capitaux à la recherche de profits à court terme (1).

(1) C'est une donnée constante que plus d'un milliard d'êtres humains (un sixième de la population mondiale) ont vu leur situation alimentaire déjà très médiocre s'aggraver pour une grande part à cause des spéculations sur les produits alimentaires. Mais l'impact réel diffère beaucoup suivant les Etats et à l'intérieur de chaque Etat suivant les classes sociales. En moyenne, 7 % du revenu sont consacrés à l'alimentation aux Etats-Unis, contre 45 % au Kenya et 49 % en Azerbaïdjan, chiffres qui ne révèlent pas les différences internes de chaque Etat entre classes ou groupes sociaux.

A la suite du krach de 1929, le gouvernement des Etats-Unis avait établi une régulation pour limiter l'effet des spéculations sur les produits alimentaires. A partir de 1990, cette régulation fut peu à peu écartée, sous la pression des banques et autres établissements financiers ou commerciaux œuvrant dans ce secteur spécifique avec des formules de plus en plus sophistiquées permettant toutes sortes de manipulations. On retrouve ici le même mouvement du capital qui, à la recherche de profits spéculatifs, fit sauter les frontières entre banques de dépôts et banques d'affaires (2).

En fait, la spéculation sur les marchés des matières premières alimentaires s'est amplifiée dès 2003 ; entre 2003 et 2008, cette spéculation sur les produits alimentaires de base est passée de 1,3 milliard de dollars à 317 milliards, concurremment avec d'autres bulles spéculatives dans lesquelles une masse énorme de capitaux recherchent à tout prix une rentabilité que la baisse du taux de profit dans la production ne leur procure plus. Mais il y a aussi une autre cause à cette envolée des prix et à la spéculation, tant sur les produits que sur les terres ; c'est le développement des cultures industrielles (maïs, canne à sucre, bette-

(2) « Le prix du blé, du maïs et du riz a augmenté de manière très significative mais ce n'est pas lié au niveau des réserves ou aux projections sur les moissons mais aux spéculations réagissant à la moindre information et spéculant sur l'état immédiat du marché » (Olivier Schutter, rapporteur de UN Food, International food crisis due to agribusiness and speculators – Bery Mason, 10 juin 2011, WSWs)

rave sucrière, huile de palme, tous substituts des carburants dérivés du pétrole) portées par des politiques nationales ou les capitaux énormes du secteur de l'énergie.

Cette situation spéculative n'a pas disparu. Au contraire. Après un calme relatif, elle s'est diversifiée. D'une part, s'agissant de produits alimentaires, élément primordial pour la reproduction de la force de travail, les Etats ont pris tout un ensemble de mesures tendant, soit à protéger leurs propres ressources (notamment par des embargos), soit à s'assurer des approvisionnements réguliers à des prix le plus bas possible (souvent abaissés par des subventions intérieures). Le maintien à l'intérieur d'un Etat d'un approvisionnement minimal à un prix minimal est à la fois une garantie de paix sociale et de maintien d'un bas coût relatif de la force de travail.

Cela a toujours été une des politiques dans la concurrence capitaliste : dans chaque entité nationale, fournir au prolétariat au prix le plus bas le minimum alimentaire nécessaire pour réduire le coût de la force de travail (3).

EN OCTOBRE 2008, la révélation d'un projet de location à long terme (à l'instigation du gouvernement sud-coréen) par la société Madagascar Future Enterprise, filiale du groupe coréen Daewoo Logistics Corporation, de 1 300 000 ha de terres de cette île (presque la moitié de toutes les terres arables) déclenchait une série de campagnes médiatiques, même si la situation politique instable de l'île laissait quelques doutes sur la réalisation de cette mainmise, une concentration nouvelle

(3) Le débat sur les « corn laws » (lois sur les blés) en Grande-Bretagne au début du XIX^e siècle illustre bien cette nécessité pour le capital.

de l'appropriation des terres destinée à garantir finalement paix sociale et bas coûts de production coréens.

Dans la foulée, d'autres révélations du même genre suivirent et le flot des accaparements de terres arables à grande échelle n'a cessé de couler ; parmi ceux qui ont été révélés (et qui ne sont sans doute que la partie émergée de l'iceberg car le menu fretin échappe à toute publicité), citons :

– **au Mali**, l'Office du Niger, création du colonialisme des années 1930, prévoit en 2010 la mise en œuvre de milliers d'hectares ; 360 000 au profit d'investisseurs étrangers contre 9 000 pour les paysans tchadiens, la plus grosse part allant à la Libye (100 000 ha loués pour trente ans renouvelables à la société Malibya, pour fournir du riz à la population libyenne). Cet investissement entraîne l'éviction des paysans maliens et pour ceux qui y échappent le problème de l'eau garantie prioritairement aux accapareurs. Dans la situation présente de la Libye on ne sait trop ce que deviendra ce projet ; mais, quels que soient les dirigeants du pays, le problème subsistera ;

– **à Madagascar**, Daewoo n'est pas le seul accapareur : un sous-traitant de l'Etat indien, Varum, propose aux paysans de leur louer leurs terres pour cinquante ans contre le versement de 30 % de la récolte, avec une promesse d'embauche. Une formule moderne du métayage ;

– **l'Arable Saoudite**, qui s'était lancée dans l'ambitieuse idée d'être autosuffisante en blé en irriguant le désert, doit l'abandonner pour rechercher à travers le monde des terres agricoles à investir. Et explore pour ce faire le Sénégal, le Soudan, le Mali et l'Ethiopie. En Papouasie (Indonésie) 1 million d'hectares ont été offerts à l'Arabie Saoudite pour la culture

des céréales. L'ampleur de ces opérations semble dépasser la simple recherche d'approvisionnements vers des buts spéculatifs ;

– **en Russie**, Hyundai loue 50 000 ha pour cultiver du maïs et du soja destinés à l'alimentation animale. Une Russie qui, pour attirer lesdits investisseurs, a autorisé en septembre 2008 les étrangers à acquérir des terres. La tendance, en cours de réalisation, est de transférer ce qui reste des fermes collectives d'antan ou propriétés de l'Etat russe en grandes fermes privées réalisant des économies d'échelle.

Parmi les plus actifs sur le marché actuel de la terre arable dans le monde, on trouve les Emirats arabes, la Corée du Sud, le Japon, la Chine. Avec des motivations diverses, depuis la garantie d'approvisionnement alimentaire jusqu'à la recherche de matière première industrielle, ces pays disposent de réserves financières suffisantes non seulement pour s'approprier la rente foncière mais pour assurer la fourniture du matériel nécessaire à une exploitation moderne à grande échelle. Parmi les victimes de ces prédateurs, on trouve toute l'Amérique latine mais aussi les Etats-Unis, les ex-pays soviétiques où le démantèlement des exploitations étatiques ou collectives offre un champ vierge et bien adapté de pénétration, le Sud-Est asiatique et la quasi-totalité des pays d'Afrique, là où la faiblesse et la corruption du pouvoir politique facilite les acquisitions et la dépossession des petits paysans exploitants souvent sans droits, d'usage ancestral mais mal défini.

Mais il n'y a pas que les Etats qui cherchent à acheter des terres pour garantir

leurs approvisionnements en nourriture. Deux catégories de spéculateurs sont entrés également dans la compétition : d'un côté les fonds de pension, les banques et les fameux fonds spéculatifs « hedge funds » (4) (on cite Citadel Capital et Goldman Sachs qui ont acheté ou loué des dizaines de millions d'hectares de par le monde). Depuis 2006, 30 millions d'hectares, dont rien qu'en 2008, 8 millions d'hectares, sont passées ainsi aux mains des « investisseurs » mondiaux (le Brésil en compte 5 millions depuis 2000 ; à titre de comparaison, la France compte 60 millions d'hectares de terres exploitées). Pour la seule année 2009, c'est cette dernière superficie qui a été achetée ou louée par des investisseurs étrangers dans les pays en développement. Cette concentration de l'exploitation des terres se fait aux dépens des 4 milliards de ruraux qui produisent l'essentiel de la nourriture. On doit néanmoins relativiser cette tendance qui ne concerne depuis 2006 que 1 % des terres cultivées au niveau mondial ; par contre le champ possible d'extension de ce mouvement pourrait atteindre une grande dimension, du fait que les terres exploitables non mises en culture représentent 2,7 milliards d'hectares, dont même pas 1 % seraient ainsi accaparées.

D'un autre côté, un aspect plus important de cet accaparement des terres vient de l'entrée directe de l'agrobusiness parmi les propriétaires, à la fois pour garantir la source de son approvisionnement en ma-

Quatre trusts

Quatre trusts dominent le marché mondial du commerce des matières premières alimentaires dont une bonne partie est céréalière : l'anglais Archer Daniels Midland, le hollandais Bunge et Minneapolis, l'américain Cargill et le français Louis Dreyfus Commodities. Tous investissent aujourd'hui dans des lieux de production du monde entier sous des formes diverses pour garantir leurs contrats de fourniture, compensant par la diversité de ces lieux les aléas climatiques, tournant ainsi une des inconvénients des investissements du capital dans la production agricole. Tous se diversifient pour tenir compte des « besoins » globaux de l'économie capitaliste. Par exemple, Louis Dreyfus vient d'entrer au capital de Vale, le plus grand producteur de sucre et d'éthanol du Brésil, à la fois pour sécuriser ses approvisionnements en sucre mais aussi pour se positionner sur le marché porteur de l'éthanol. Une centaine de sociétés (traders, conditionneurs, transformateurs et détaillants) contrôlent 70 % des choix et des décisions concernant le circuit de l'alimentaire y compris l'usage de la terre, de l'eau, les semences, la technologie et l'infrastructure logistique (rapport d'Oxfam). Quatre groupes mondiaux, Dupont, Monsanto, Sygenta et Limagrain contrôlent 50 % du marché mondial des semences, et six groupes contrôlent 75 % des intrants chimiques de l'agriculture mondiale. Un article d'un supplément du *Financial Times* « Wealth » (juin 2011), « Fields of Gold », explique qu'il vaut mieux posséder de la terre que de l'or, avec comme argument : « Etant donné la croissance de la population, la valeur des terres agricoles ne peut qu'augmenter. »

(4) Hedge funds, voir *Echanges* n° 132, p. 52. La spéculation sur les marchandises et/ou sur les moyens de production de celles-ci ne concerne qu'en partie les produits de l'agriculture alimentaires ou industriels, avec peut-être une préférence pour les produits alimentaires en prévision d'un accroissement de la population mondiale

tières premières et pour s'approprier ce faisant la rente foncière et maximiser ses profits, ne négligeant pas au passage les profits spéculatifs. Il est difficile dans ces énormes conglomérats d'évaluer la part des producteurs, de l'industrie alimentaire, des financiers : les simples coopératives agricoles se hissent, en intégrant des activités multiples en aval, au niveau de firmes industrielles ; de simples négociants en céréales parviennent aussi au niveau mondial en intégrant en aval les industries de transformation et en amont en acquérant des terres ; les industriels de la transformation des produits agricoles se développent en

multinationales en remontant en amont jusqu'au même accaparement des terres. Quelques exemples parmi bien d'autres :

- créée en 2007, Agrogeneration fait son beurre des terres des ex-kolkhozes ukrainiens, avec déjà 20 000 ha exploités et un projet d'y ajouter 100 000 ha ;

- la Patagonie, déjà mise en coupe réglée par les multinationales de la viande, connaît un regain d'intérêt ; 10 % de son territoire sont aux mains d'investisseurs étrangers. En fait, c'est toute l'Amérique latine qui voit une expansion considérable des latifundia vers des cultures industrielles qui, souvent par la violence, éli-

Agrobusiness russe

La Russie qui, avant la révolution de 1917, était le plus grand exportateur mondial de grains n'a jamais retrouvé ce niveau sous le régime soviétique malgré une concentration des terres sous des formes étatiques (sovkhoze) ou collectives (kolkhoze) avec l'emploi de matériel moderne adapté ; cela était dû en partie à des résistances paysannes tout comme à une inadaptation à cette dimension dans l'emploi des intrants et dans la logistique en aval (perte de près d'un tiers des récoltes). Le démantèlement du système soviétique a fait chuter les superficies cultivées dont une partie abandonnée reste en friche et les rendements (pour le blé, 1,85 tonnes à l'ha contre 6,36 aux Etats-Unis). Ces caractères spécifiques font, avec la concentration des terres déjà réalisée, que la Russie comme l'Ukraine offrent un champ particulièrement propice à cette offensive du capital sur la terre (en deux ans, le prix de la terre y a doublé). Un descendant des Russes blancs, lié au groupe financier américain Carlisle Group, a vu tout

l'intérêt de cette situation, s'est lancé dans une énorme exploitation agricole sur les débris d'un kolkhoze avec les méthodes les plus modernes et a doublé ses rendements en quelques années. Il est suivi par une montée en puissance de sociétés nouvelles de l'agrobusiness (Black Earth, Razgulaï, Cherkizovo) dont la fonction première est l'accaparement des terres russes.

En France, Agrogeneration est un des multiples exemples de l'agrobusiness et de l'industrialisation de la terre comme simple moyen de production capitaliste. Son fondateur, Charles Beigbeder, homme d'affaires toutes branches, proche du pouvoir, militant patronal syndical et politique, s'est associé à cette entreprise mondiale toute neuve notamment avec Champagne Céréales, coopérative agricole regroupant 8 000 paysans œuvrant dans la production et le commerce des céréales, leur transformation pour l'alimentation animale et humaine, les semences et la production de biocarburants.

minent les paysans et/ou les transforment en esclaves modernes (5) ;

– les terres du Mozambique, propriété de l'Etat, sont cultivées sans titres d'usage par 98 % des paysans ; une bonne part de ces terres sont en friche et Energem Biofuel Ltd, filiale du groupe canadien Eneergem, s'est implanté dans le sud du pays pour cultiver 60 000 de jatropha, une plante dont les graines oléagineuses sont utilisées comme biocarburant. La firme a poussé les paysans à abandonner leur droit d'usage et en emploie 500, payés 44 euros par mois. Le pays, qui a connu des émeutes de la faim encore récemment, manque cruellement de nourriture ;

– en avril 2011, la compagnie paraétatique chinoise Sauchi Hopefull a conclu un accord avec la fédération agricole de l'Etat de Goias au Brésil, pour développer et moderniser la culture du soja, dont elle achète déjà 6 millions de tonnes. Si l'accord assure une sécurité d'approvisionnement à la Chine, qui de fait contrôlera toute la chaîne de production, il permet au Brésil d'échapper aux géants de l'agroindustrie, l'américain Cargill et le britannique Archer Daniels Midland ;

– au Mali, 100 000 ha ont été acquis par un pool de 22 investisseurs qui ont déposé 112 000 petits paysans et leur famille (près d'un million d'habitants en vivant au total) en « créant » en contrepartie 1 000 emplois d'esclaves agricoles (*Le Monde* du 10 juin 2011 : « Les fonds d'investissement participent à la ruée vers l'Afrique »)

La crise mondiale, dont les éléments que nous venons de développer peuvent être expliqués par la même cause, la baisse du taux de profit, a non seulement accentué les conséquences de cet accaparement des terres quelle qu'en soit l'origine, mais a favorisé une concentration dans tout le circuit de production, de transformation et de commercialisation des produits de la terre. La conséquence ultime en a été un accaparement encore plus étendu des terres. En fait, cet accaparement par les Etats hors de leur sphère nationale n'est qu'un autre aspect d'un mouvement général d'appropriation par le capital (sous ses différentes formes capitalisme libéral ou d'Etat) d'un moyen de production spécifique (6).

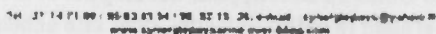
Comme dans les autres secteurs du développement industriel causant de multiples pollutions, l'industrialisation de l'agriculture conduit à un rendement décroissant, tant par l'épuisement des sols dû aux monocultures étendues que par des effets (prévisibles) des manipulations génétiques. Ce rendement décroissant fait que les investissements dans l'agrobusiness sont d'une rentabilité à court terme et de plus aléatoire, simplement par l'effet des conditions climatiques. Les géants de l'agrobusiness tentent de pallier ces effets climatiques en diversifiant leurs sources de production sur l'ensemble du globe, ce qui les rend tributaires de la logistique des transports (qu'ils tentent aussi de contrôler). On se trouve ainsi, partant d'un problème simple, la croissance d'une plante, devant un enchevêtrement complexe de causes et de conséquences concentré sur la notion du profit. Ce n'est pas un des moindres pa-

(5) Voir « L'accaparement des terres en Amérique Latine ». Un article du *Monde Magazine* (4 juin 2001) explique comment les Indiens sont évincés de leurs terres qu'ils cultivent depuis des siècles pour céder la place à la monoculture de la palme ou de la canne.

(6) Aux Etats-Unis, situation jamais vue depuis trente années, en 2010, le prix de la terre agricole a monté de 13 % à 15 %, spéculation favorisée par les bas taux d'intérêt.

Dans l'immédiat, l'impact est social à la fois par l'effet de cet accaparement des terres et par l'imprévisible instabilité du prix de la nourriture, les conflits autour de

(8) Des études récentes tentent des projections sur l'ensemble des problèmes alimentaires du globe : « Global Food crisis, the speculators playing with our daily bread » (*The Guardian*, 2 juin 2011). Les incidences des manipulations génétiques autour des OGM commencent à apparaître, beaucoup plus tôt que prévu selon les spécialistes : mutation de « mauvaises herbes » géantes à croissance rapide, résistantes à tous les herbicides et qui contraignent à un retour au désherbage manuel, apparition d'insectes prédateurs résistants à tous les insecticides ; ravages d'insecticides sur les colonies d'abeilles, etc.



La médiatisation de cette irruption quelque peu brutale du grand capital dans des structures agricoles encore archaïques a déclenché une autre tempête médiatique autour d'un prétendu « néo-colonialisme », comme s'il s'agissait d'un phénomène si-

48— ÉCHANGES 137 - ÉTÉ 2011

miliaire à ce que l'on a connu dans le passé, mais quand même présentant des traits spécifiques. S'il est certain que cette ruée récente sur les terres arables mondiales a été déclenchée par les mouvements spéculatifs dont nous avons parlé, elle s'inscrit néanmoins dans un processus qui dure depuis des siècles avec l'affirmation du capital, d'un capital qui envahit tous les espaces où existe des perspectives de profit, de réalisation d'une plus-value. Cela s'est fait et se fait encore sous nos yeux par une multitude de canaux dont les « bonnes raisons » ne sont souvent que la couverture d'une intégration toujours plus grande d'un secteur qui a souvent été à la traîne dans le développement du capital. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut remonter aux sources pour voir la signification du mouvement présent autour de l'accaparement des terres

CONSIDÉRATIONS

GÉNÉRALES :

LA GENÈSE DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

LA TERRE est la nourricière de tout le monde vivant, un monde qui en est entièrement issu. Tous les éléments de cette terre, sol, eau, air contribuent à la vie de tout élément vivant, en même temps que tout ce qui vient du cosmos et sans lequel tout ce vivant n'aurait pu naître et se développer.

Chaque espèce vivante puise dans un environnement de quoi croître et se re-

produire. Cet environnement définit un espace dans lequel elle trouve des conditions favorables à sa survie et à la perpétuation de l'espèce. Si cet espace ne convient pas à ces fonctions, elle se déplace pour trouver ces conditions favorables, sinon elle est condamnée à dépérir, à disparaître en tant qu'espèce.

Il est difficile de définir comment, pour certaines espèces, cet environnement propice à ces fonctions – vivre et se reproduire – a pu déterminer un ter-



ritoire que cette espèce cherche à protéger non seulement contre ses prédateurs mais aussi éventuellement contre ceux de la même espèce ou d'espèces voisines qui risquent de perturber la perpétuation des individus peuplant ce territoire.

On ne sait guère, pour nombre d'espèces, comment existe et fonctionne cette notion de territoire, mais elle a souvent été observée chez les espèces dites « supérieures ». La prétention de l'espèce humaine d'être le terme ultime de la chaîne du vivant se traduit par l'affirmation d'une domination sur tout ce qui existe sur la terre et même éventuellement dans le cosmos (le

terme « conquête de l'espace » est symptomatique de cette prétention dominatrice).

Considérant l'espèce humaine, cette notion de territoire affirmée par un seul être ou tout un groupe n'est pas absente des comportements : les humains affirment être détenteurs d'un espace défini par des droits et des règles.

Il est pourtant possible que dans des temps reculés, les êtres humains tout comme les animaux « supérieurs » vivant de la prédation (cueillette, chasse, pêche) aient dû délimiter un territoire qui pouvait leur assurer survie et reproduction. Mais cette utilisation de ce que le sol pouvait pourvoir n'était pas défini comme un droit, mais comme un usage qui pouvait être privatif. Lorsque cette possibilité d'usage ne correspondait pas à ce que l'on en attendait, on cherchait ailleurs un espace plus favorable. Ces « migrations » pouvaient avoir des causes diverses et n'étaient sans doute pas le plus souvent le résultat d'une décision entraînant un départ soudain. Entre autres causes, les variations climatiques, l'accroissement de la population, l'intrusion d'autres groupes de la même espèce poussés par ces mêmes causes, faisaient que ces mutations étaient progressives et pouvaient se dérouler sur de grandes périodes de temps.

Toutes proportions gardées et malgré les différences de situations, ce sont les mêmes raisons qui commandent les migrations d'aujourd'hui et les problèmes autour de la terre ; mais évidemment elles ont un tout autre caractère et d'autres conséquences. En ces temps reculés, sauf en cas d'occupation de terres vierges, ces migrations s'accompagnaient vraisemblablement de violence dans la conquête ou la défense de territoires. Même antérieurement à la culture ou l'élevage, il y avait également

des migrations liées aux migrations animales ou végétales saisonnières ou autres. On peut observer qu'aujourd'hui, sous d'autres formes, les mêmes évolutions et les mêmes problèmes existent.

Il est difficile de dire à quel moment les êtres humains ont tenté de pallier les aléas climatiques en pratiquant culture et élevage de produits qu'ils récoltaient, chassaient ou pêchaient dans une reproduction naturelle. C'est-à-dire comment ils ont acquis une certaine maîtrise des processus naturels, ce qui présida vraisemblablement à la naissance de l'idéologie de la supériorité de l'être humain sur toutes les autres espèces et à celle de la possibilité de maîtriser la nature, en d'autres termes l'idéologie du progrès.

Tout comme il y avait déjà ce double nomadisme – la migration vers des terres plus nourricières ou à la suite des espèces migrants suivant les saisons ou les climats, les cultures ou l'élevage procédèrent vraisemblablement d'une version similaire du nomadisme causée par exemple par la recherche de pâturages ou de remplacement de terres épuisées (on peut en voir des exemples encore de nos jours).

Il est tout autant difficile de dire à partir de quel moment et dans quelles conditions ce nomadisme s'est transformé en sédentarisation, certainement liée à tout un ensemble d'innovations permettant de pallier les inconvénients de la culture ou de l'élevage nomades (par exemple drainage ou irrigation, amendements ou engrais naturels). Bien que cela ait dû se faire sur une longue période de temps et dans une cohabitation concurrentielle avec le nomadisme.

Quoiqu'il en soit, cette sédentarisation introduisait plusieurs problèmes :

– l'affirmation d'un droit d'usage d'autant plus identifié par rapport à une partie

délimitée du sol que c'était celui que l'on avait travaillé, amélioré (irrigation, drainage, amendement) ;

– un conflit avec la partie nomade subsistante, polarisé dans des désaccords entre les éleveurs de troupeaux nomades et les sédentaires leur interdisant le passage sur « leur » terre. Les communaux de pacage, les forêts communales, les chasses non réservées sur ces parties communes, etc., témoignent de la persistance de cette notion que la terre appartient à tous. Des résurgences de ce communalisme ont pu apparaître pour de brèves périodes récentes en Russie ou en Chine, dans des survivances ou expérimentations limitées.

Un peu partout le conflit sédentaires-nomades fut résolu par l'affirmation juridique d'un droit de propriété de fractions du sol, et il a cessé pratiquement de jouer un rôle significatif.

Par contre, parallèlement à ce conflit relatif à l'usage nomade ou permanent du sol, se sont développées différentes formes d'appropriation faisant de la terre un moyen de production, l'appropriation individuelle du sol garantissant l'appropriation du produit de sa mise en valeur. Cette appropriation était la résultante du concours entre le droit d'usage de la portion de sol définie juridiquement et le travail effectué pour avoir ce produit, travail qui s'accomplissait par l'utilisation d'outils même rudimentaires.

Avant même le développement du capitalisme et son intrusion dans le domaine de la production agricole, les éléments qui se dégageaient de l'ensemble du procès de production agricole pouvaient se différencier en :

- la propriété du sol ;
- l'exploitation du sol c'est-à-dire son usage ;
- l'utilisation de techniques de production ;

– l'utilisation des produits.

Si l'agriculture (et ce qui subsiste des utilisations primitives des produits naturels du sol) reste essentielle pour la satisfaction des besoins humains de survie et de reproduction, la propriété du sol a engendré d'autres activités comme moyens de production, celle du sous-sol, celle de l'implantation d'une multiplicité d'installations immobilières. L'eau et l'air ont fait également l'objet d'appropriations complémentaires pour des utilisations spécifiques (où l'on retrouve également des utilisations communautaires) dont les limitations sont liées à l'appropriation du sol.

LA RENTE FONCIÈRE

RECHERCHANT le sens présent de l'acaparement des terres fertiles par les multinationales ou des Etats, nous n'aborderons ici que la question de la rente foncière (voir encadré p. 52) dans la production agricole.

Nous devons d'abord souligner qu'avec des caractéristiques propres, variables suivant les pays, l'agriculture participe au mode de production capitaliste, même lorsque cette participation reste encore marginale. Cette intégration est parallèle au développement industriel mais, en raison des spécificités de la production agricole (l'une d'elles, essentielle, est l'existence de la rente foncière), son développement a toujours été historiquement en décalage avec ce développement industriel, bien que de plus en plus cette intégration signifie aussi une interconnexion étroite entre deux mondes, industriel et agricole, de moins en moins séparés et participant

Une définition

La rente foncière est ce que perçoit le propriétaire de la terre, obtient de son usage comme moyen de production d'une marchandise quelconque ; comme indiqué dans le texte, nous n'évoquons dans cette étude que la production du sol excluant celle du sous-sol.

Sur le plus mauvais terrain, celui qui va déterminer la valeur du produit agricole, le propriétaire foncier obtient une rente absolue et rien d'autre.

Sur les autres terrains de qualité supérieure, le propriétaire obtient une rente supérieure à cette rente absolue, une rente différentielle qui s'accroît avec la qualité des terrains (qualité qui peut être améliorée par différentes techniques particulièrement aujourd'hui à travers d'énormes investissements dans l'accaparement des terres).

Les développements au sujet de la rente foncière nécessiteraient des pages et des pages. L'importance de ce sujet ressort du fait que presque la moitié des travaux de Marx lui sont consacrés par exemple dans « La nationalisation de la terre » (La Pléiade, tome 1, p 1473), dans *Le Capital*, sixième section (La Pléiade tome 2, p 1285 à 1424) ou « La commune rurale et les perspectives révolutionnaires en Russie » (La Pléiade, tome 2 p 1537).

On trouvera une vue d'ensemble du sujet dans une série de textes du groupe Communisme et Civilisation « La question agraire » regroupée et accessible sur le site internet <http://www.robin-goodfellow.info/pagesfr/textsrefonds/qagraire.pdf>

d'un même développement global et mondial et en subissant les mêmes aléas.

Comme nous l'avons souligné au début de cet exposé, dans toutes les périodes historiques, la terre, quel que soit son mode de faire-valoir, est « donnée » dans le sens qu'elle existe telle quelle avec ses propres spécificités là où elle se situe dans sa composition et son environnement climatique. Elle est « disponible » pour être utilisée par toutes les espèces vivantes, la chaîne du vivant étant sa production naturelle, l'espèce humaine disposant éventuellement de tous les éléments de cette chaîne pour sa survie. Elle n'en dispose jamais sans un effort physique et/ou mental plus ou moins important en utilisant toujours des moyens matériels, c'est-à-dire une technique. Ceci qu'il s'agisse de tâches élémentaires (cueillette, chasse ou pêche) ou de tâches plus complexes comme la culture ou l'élevage : la technique et l'accomplissement d'une tâche (le travail ?) ne sont jamais, à chacune des étapes de l'évolution, que les prolongements de cette « mise à disposition » des produits du sol.

Mais ce passage suppose une modification de la relation de ceux qui utilisent les produits du sol avec ce sol. Si l'agriculture ou l'élevage ont pu être (et sont encore parfois aujourd'hui) itinérants, donc sans fixation sur un espace défini (bien que la jouissance de la récolte suppose déjà une appropriation temporaire), à partir du moment où ils se fixent (pour des raisons sans doute liées à des pratiques d'amélioration de la fertilité du sol), sur un espace géographique déterminé et identifié, apparaît la nécessité d'une appropriation individuelle ou collective.

D'un côté, l'appropriation (peu importe



qui est le propriétaire, individuel ou collectif, exploitant ou non, et quel que soit le rapport social en découlant) suppose la détention d'un droit reconnu, coutumier ou plus souvent matérialisé par un titre juridiquement reconnu dans une société donnée (on peut penser que cette nécessité et d'autres touchant des pratiques agricoles obligatoirement collectives comme par exemple l'irrigation ont entraîné la formation d'entités autoritaires chargée de réglementer et d'intervenir en cas de litige). Ce passage des formes antérieures d'utilisation du sol vers son appropriation ne s'est pas faite en un jour ni sans conflits, comme celui que nous avons évoqué entre les nomades éleveurs et les sédentaires agriculteurs. Aujourd'hui encore il subsiste, même dans les pays industrialisés, des vestiges de formes d'usage communautaire du sol, par exemple des droits de pacage, d'exploitation forestière, de chasse ou de cueillette – mais

ils ne sont souvent que des survivances du passé.

Même dans les périodes précapitalistes de propriété individuelle ou collective ou communautaire, quel que soit le mode d'exploitation ou d'usage du sol, le produit naturel ou cultivé ou élevé était consacré à l'alimentation de l'exploitant et de ceux qui étaient supposés lui procurer de quoi exploiter la terre (artisans) ou le protéger contre des prédateurs (hommes et animaux), souvent avec des relations de domination impliquant des obligations respectives (sociétés féodales). Avec l'extension des terres cultivables par le défrichage, l'amélioration du rendement des terres par de nouvelles pratiques culturales, un surplus a pu se dégager de cette économie de subsistance pour venir approvisionner les habitants des villes. Ceci se fit progressivement par l'institution d'un début de marché à travers des intermédiaires, des négociants qui achetaient aux paysans exploitants ou propriétaires et revendaient à ceux qui n'avaient aucun lien avec la terre.

Ce marché ne concernait pas seulement les produits alimentaires, car la terre avait toujours fourni des produits nécessaires à des protections contre les variations climatiques, les matériaux de construction dont le bois était un produit du sol, les fibres textiles des plantes et des animaux, le cuir pour les chaussures, etc. Quel que soit le mode d'utilisation du sol, par un propriétaire exploitant ou un exploitant non propriétaire, la terre reste un moyen de production très particulier en ce sens qu'elle n'a pas à être produite comme tout autre moyen de production et que, malgré l'usure éventuelle que lui confère son usage (appauvrissement), elle reste la plupart du temps disponible après cet usage. C'est ce qui donne au propriétaire foncier un droit bien

particulier qui lui permet ou d'utiliser « sa » terre pour son propre usage ou d'en confier l'exploitation moyennant finance ou redevance en nature : d'une manière ou d'une autre, il bénéficie d'un revenu d'un moyen de production qu'il détient en vertu de ce droit de propriété sur cette terre, d'une rente foncière dont le montant dépend bien sûr non seulement de sa superficie mais aussi de sa qualité (climat, exposition, fertilité, facilité d'exploitation, etc.).

DANS LE MODE de production capitaliste – aujourd'hui partout dominant dans la production agricole (par rapport aux volumes produits, mais pas par rapport à la population, dont une grande part vit encore d'une production de subsistance précapitaliste), y compris pour les pays capitalistes d'Etat dits « socialistes », la terre commande toujours la rente foncière. Plus la terre entre dans le circuit de production capitaliste, devenant un instrument de production à part entière, plus la compétition capitaliste se concentre autour de la rente foncière qui est un des éléments de base de la fixation du coût du produit final. Elle fonctionne comme tout autre instrument de production avec l'originalité déjà signalée de pouvoir rester en l'état ; au terme de cette intégration complète dans le procès de production capitaliste, tous les éléments concourant à la production agricole sont identiques à toute autre production (sol, énergie, semences, produits chimiques, etc.), c'est-à-dire aboutissent à une production de plus-value. La compétition peut se concentrer sur l'un de ces éléments essentiels, la propriété du sol c'est-à-dire autour de la rente foncière.

Le passage d'une agriculture de subsistance (pour l'exploitant lui-même et sa famille, éventuellement le propriétaire ou tout

autre disposant de la propriété d'une terre) à une agriculture de marché entrant dans le mode de production capitaliste, ne fût-ce que pour l'écoulement des surplus, se heurtait à l'existence du propriétaire foncier. Un exploitant louant la terre contre paiement de cette rente foncière, sous quelque forme juridique que ce soit, n'avait aucun intérêt à en préserver la qualité à long terme ; son intérêt n'était que de l'améliorer à court terme (fumure, engrais vert, assolement). Les seules possibilités pour l'exploitant d'accroître ses revenus consistaient soit à étendre les surfaces cultivables, soit à augmenter cette productivité du sol à court terme, soit, d'accord avec le propriétaire, à procéder à des améliorations de base permanentes du sol (drainage, irrigation, amendements, etc.) dont l'exécution influait sur le montant de la rente foncière ; en général cet accroissement de production entraînait la nécessité d'accroître le capital variable ou son remplacement par des machines agricoles (avec l'augmentation conséquente de la productivité du travail).

Le développement du capitalisme industriel fit irruption dans le processus de production agricole d'une part en fournissant de plus en plus d'intrants (l'ensemble des matières premières : semences, amendements, engrais, produits phytosanitaires), d'autre part une partie de capital constant par toute une gamme de matériel agricole adaptée à chaque production et permettant une réduction considérable du capital variable, et finalement le contrôle de plus en plus important du marché des produits agricoles.

Ce développement s'est fait de manière totalement inégale (parfois à cause de problèmes politiques liés à la rente foncière, c'est-à-dire à la protection de la base sociale des petits propriétaires et des fer-

Les « cadeaux » de Monsanto au Malawi

Le Malawi, Etat d'Afrique subtropicale, compte 15 millions d'habitants sur 118 000 km². La densité de sa population est supérieure à celle de la France. Dans l'échelle de la pauvreté ce pays occupe le 153^e rang sur 169.

L'alimentation de base est essentiellement le maïs, une providence pour les semenciers OGM : « Il suffit qu'un pays africain dise oui aux OGM pour montrer le chemin aux autres » (Hugh Grant directeur de Monsanto).

En vertu de quoi, Monsanto a fait « don » de 10 millions de dollars à la fondation Bill Gates qui en retour a acheté pour 23 millions d'actions Monsanto. Après la sécheresse de 2005,

le Fonds « humanitaire » Monsanto a offert au Malawi 700 tonnes de semences OGM. En quatre ans 46 % des paysans du pays utilisent les OGM Monsanto via un organisme Seedco créée par la Fondation Bill Gates. Une tentative nationale d'échapper à cette mainmise a consisté à créer une société paraétatique Admare, subventionnée par l'Etat et diffusant des semences non OGM. Mais la Banque Mondiale et le FMI veillent et ont imposé au Malawi de subventionner les semences OGM au même taux de 40 % que les non-OGM (extrait de *Libération* du 25 février 2011).

miers) au cours du xx^e siècle, mais ses conséquences sur les structures agricoles finirent par s'imposer avec des problèmes de rentabilité, d'amortissement du capital constant dans lequel la terre et la rente foncière ne prenaient plus qu'une importance relative.

Une de ces conséquences fut la concentration de la production agricole sur de grandes exploitations – grandes par la superficie des terres exploitées, dimension requise pour la rentabilité de l'extension du capital constant, de la mécanisation. Cette concentration, dans les pays où l'existence de problèmes de structures de la propriété du sol freinait l'impact de la pression capitaliste, fut longtemps retardée jusqu'après la fin de la seconde guerre mondiale ; elle pose encore des problèmes aujourd'hui dans des pays comme la Chine ou l'Inde. Mais dans les pays « neufs », où là où le capital a pu imposer sa loi (souvent brutalement), la grande propriété s'est installée sur des terres pratiquement vierges au prix de la dépossession des utilisateurs

pour qui souvent la question de rente ne se posait même pas (Indiens d'Amérique du Nord ou d'Argentine par exemple).

L'APPROPRIATION de grands espaces agricoles est apparue dès le début du capitalisme avec les conquêtes du capitalisme marchand, sans être alors liée comme aujourd'hui aux pressions du capitalisme industriel. Tout colonialisme a vu de telles appropriations par la force au profit des grandes compagnies nationales (10),

(10) La domination coloniale pouvait comporter des variantes dans l'imposition par la contrainte de productions spécifiques. Par exemple au Tchad sous la domination française, chaque exploitation était tenue de cultiver un demi-hectare de coton pour approvisionner l'industrie textile française. On pouvait y voir des similarités avec les contrats liant le paysan pour une production définie avec un industriel avec fourniture des semences et d'intrants mais là, c'était une obligation faite au détriment de la production vivrière pour l'autoconsommation. La dureté de ces « contrats » imposés entraîna à diverses reprises des révoltes réprimées dans le sang. On doit ajouter que les séquelles de cette situation ont perduré après la décolonisation en ruinant les producteurs de coton tchadiens mis en compétition sur le marché mondial.

mais elles ont aussi sévi dans les semi-colonies qu'était, par exemple, toute l'Amérique latine.

Ce furent les premières intégrations de l'ensemble des processus de production agricole dans des groupes capitalistes. Le cas des Etats-Unis et celui de la Russie soviétique offrent des exemples parallèles de concentration des terres avec appropriation de la rente foncière, par des propriétaires privés en Amérique du Nord, par l'Etat en Russie. Mais cela ne pouvait se faire que s'il y avait des terres vierges sans propriétaires autres que les usagers du sol ou en cas de dépossession directe par la force là où la propriété était déjà définie (par exemple les révolutions russe ou chinoise). Par contre, là où ces possibilités étaient exclues à cause d'une multiplicité de propriétaires détenteurs de la rente foncière, la pression du capital pour s'introduire dans les processus de production agricoles a pris des formes très diverses.

L'exemple de la France est intéressant de ce point de vue, car on y trouve une multiplicité de situations selon les époques avant

de parvenir au stade actuel d'une quasi-domination du capital avec seulement quelques situations résiduelles du passé.

Très tôt par rapport à l'évolution globale, la culture de la betterave sucrière a enchaîné une production agricole à une industrie : les industriels ont pu imposer des quotas de culture, des semences, des intrants et acheter la production de sucre et d'alcool à un cours imposé, variable d'ailleurs selon la qualité sucrière du produit. Le paysan exploitant fournissait le moyen de production essentiel, la terre et tout le capital variable (parfois des saisonniers étrangers recrutés par l'industriel) et assurait souvent le transport jusqu'à l'usine. Une telle situation fut en quelque sorte le prototype d'introduction des industries alimentaires dans les fermes d'élevage (volaille et porc notamment) : le paysan et sa rente foncière n'assumaient plus qu'une partie du capital constant et du capital variable ; son enchaînement était tel que sa situation fut souvent comparée à celle des artisans du textile dans les débuts du capitalisme. Par ce biais, les industries alimentaires inté-

DANS LES PUBLICATIONS / AGRICULTURE

◆ Après deux cents ans de développement ininterrompu de la production agricole, voici maintenant quelques décennies que le système capitaliste se trouve confronté à un exode rural mondial important et une pénurie alimentaire. Un article, « Exode rural et émeutes de la faim : Aucune révolution agraire en vue » dans le n° 89 (printemps 2011) de la revue allemande *Wildcat* essaie de cerner les causes de cette évolution récente : épuisement et pollution des sols, industrialisation des campagnes, avidité à consommer, etc. « Finalement, tout tourne

toujours autour de la question : qui fait le travail et dans quelles conditions ? », des conditions très dures qui amènent les enfants de paysans à s'exiler en ville et choisir la liberté plutôt que la terre. Un prochain article est annoncé pour le numéro suivant de *Wildcat* qui devrait revenir sur les points soulevés ici.

◆ « Différentes manifestations publiques ont marqué la III^e Semaine nationale de lutte contre les organismes transgéniques » dans le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole.

graient pratiquement entièrement la production agricole dans le mode de production capitaliste, réduisant le paysan à une situation de totale dépendance comme tout salarié, mais sans avoir les charges liées à la propriété pas plus que celles liées au salariat.

Une autre voie d'introduction du capital se fit par le biais de la mainmise sur l'écoulement de la production. A l'origine, le surplus de l'autoconsommation de la production agricole était soit affecté en nature à la rente foncière, soit écoulée sur le marché, directement, ou par l'intermédiaire de négociants qui achetaient et revendaient aux utilisateurs industriels ou artisans. Les paysans étaient ainsi introduits dans le mode de production capitaliste. La crise des années 1930 et la dernière guerre mondiale accélèrent un processus de concentration dans le circuit de vente de la production agricole. Par des voies diverses (coopératives agricoles notamment), cette concentration aboutit à la situation actuelle où, avec la concentration du commerce, ce sont les capitalistes

de la distribution qui imposent des conditions draconiennes de production par exemple dans le secteur laitier ou des fruits et légumes, écrémant ainsi une partie de la rente foncière (11).

H. S.
(à suivre)

(11) Là où préexiste une propriété et la rente foncière dispersée en une multitude de petits propriétaires exploitants ou d'exploitants non propriétaires, situation qui existe encore dans les pays européens et dominante dans des pays comme la Chine ou l'Inde, l'intégration capitaliste se fait essentiellement par le canal du marché, en gros par les trusts de la distribution ou du conditionnement alimentaire. Le capital soumet un procès de travail préexistant déterminé, par exemple la petite agriculture paysanne autonome. Le capital marchand collecte leurs produits et les revend. Il peut avancer les matières premières ou l'argent pour permettre au paysan d'assurer les transitions. On trouve de nombreux exemples de ce type de pénétration notamment dans toutes formes d'élevage (porc et poulet) et dans les cultures céréalières ou industrielles (notamment avec l'introduction des semences OGM). Ce rapport de domination et de subordination prend la place de la traditionnelle autonomie des paysans se suffisant à eux-mêmes, des fermiers qui payaient simplement une rente en nature à l'Etat ou au propriétaire foncier.



Des débats en perspective

De camarades hongrois (22 novembre 2010)

... Après notre retour de Paris, comme nous le faisons habituellement, nous avons discuté les détails de nos expériences avec quelques-uns de nos camarades de Budapest. Nous leur avons fait part aussi de nos impressions sur la rencontre avec vous. Bien que nous n'ayons eu qu'une visite relativement brève où de toute évidence nous ne pouvions que toucher que superficiellement la plupart des sujets qui venaient dans la discussion, nous avons pu constater combien nous avions de points communs relativement à la façon dont nous voyons les phénomènes qui nous environnent (je peux me rappeler tout d'un coup un seul exemple d'un tel accord les habitudes ridicules de racket politique de groupes comme le CCI), ces institutions que Debord et Sanguinetti décrivaient si exactement comme les jardins d'enfants politiques du vieux monde où en fait chacun est attiré par le vieux monde mais se présente en même temps comme un héroïque combattant.

Après être revenu chez moi, j'ai cherché sur le Net quelques-uns de vos textes sur l'organisation (1) et je dois dire que nos discussions et ces textes ont amené (et en amèneront

sans doute aussi dans le futur) d'intéressants débats entre nous. Quoique en général je sois sceptique quant à l'intérêt de publier de tels textes parce que, en général je ne ressens aujourd'hui ni le besoin, ni la capacité de réellement comprendre en tant que consommateur quelle pourrait être leur audience (j'aimerais connaître votre opinion et vos espoirs à ce sujet car vous pouvez avoir une expérience différente et meilleure). De toute façon, c'était bien pour nous de les lire. Je voulais juste vous dire que vous et les morceaux de vos expériences étaient présents cette semaine à Budapest.

J'ai pensé aussi aux sujets concrets sur lesquels je pourrais vous proposer de discuter et même si vous auriez quelque idée à ce sujet mais je pense qu'il serait préférable auparavant de connaître quelques choses fondamentales des uns et des autres et de garder la bonne vieille habitude de « mettre en question » et d'avoir une « curiosité » sur les autres plutôt que de lancer dans la discussion ces « questions générales ». Je préfère laisser cette habitude aux confrenciers et à ceux qui ne parlent que de ça.

Bien sûr des questions générales peuvent émerger lors de notre correspondance ultérieure, je ne suis pas contre parvenir à une synthèse de ce que nous pourrions discuter.

Tout d'abord je serais intéressé par vos récentes préoccupations, comment vous avez vu le cours des mouvements qui se sont déroulés le mois dernier [octobre 2010] (un ami de Paris nous a dit qu'ils étaient pratiquement terminés maintenant mais des contacts personnels et même quelques cercles ayant intervenu dans ces événements, continuant de survivre à ce déclin, au moins pour ce que nous en savons...). Bien sûr dites-

(1) *Le Nouveau Mouvement* (1974), d'Henri Simon, en pdf sur lamaterielle.chez-alice.fr/nouveaumouvement.pdf ou en copie à Echanges ; *Some Thoughts on Organization*, d'Henri Simon, 1979, <http://libcom.org/library/some-thoughts-on-organisation-echanges-et-movement> ou en copie à Echanges.

nous aussi s'il y a quoi que ce soit qui vous intéresse dans cette « région de l'Est », spécialement en Hongrie – disons que nous sommes « bien enracinés » dans la société prolétarienne et nous ne nous référons pas aux analyses de la « classe éduquée / culturelle »...

Réponse d'Echanges (1/2/2011)

... Vous savez certainement qu'il y a eu d'importants mouvements de lutte en France au cours du dernier automne. Nous sommes encore pris par ces événements (écrivant des articles, participant à des réunions et répondant à bien des questions posées par des camarades de l'étranger).

Au sujet du texte que j'ai écrit il y a longtemps sur l'organisation, vous dites que vous êtes sceptiques quant à l'opportunité de publier de tels textes. En fait, cette question se réfère à notre propre activité et comment nous considérons le rôle que de tels textes peuvent jouer quant à la lutte de classe, plus précisément quelle peut être leur influence (pour autant que nous pensions qu'ils puissent avoir une influence) sur les luttes de base au-delà des débats sur la théorie ou tel ou tel événement.

Je n'aime guère avancer mon « expérience personnelle » dans de tels débats mais je dois dire qu'en tant que d'une part militant ouvrier de base (ce fut ma première expérience militante de cette longue vie militante) et d'autre part militant politique comme membre de groupes plus théoriques, j'ai une sorte d'expérience duale, en quelque sorte une vie militante quelque peu schizophrène. D'un côté en tant que militant de base, je savais que pratiquement tous les travailleurs n'agissaient nullement dans leurs luttes quotidiennes d'exploités selon des principes mais selon leurs besoins et nécessités immédiats en tant que

travailleurs exploités, ceci restant étroitement lié à leurs conditions de vie hors des lieux de leur exploitation. Mais d'un autre côté, je savais que certains de ces travailleurs (relativement peu) membres de groupes ou partis politiques (en fait j'étais l'un d'entre eux) et même (c'était encore plus rare) ayant une culture personnelle, pouvaient avoir idées et conceptions au-delà de ce quotidien et avoir une réponse (bonne ou mauvaise) à des questions plus générales qui pouvaient être soulevées directement ou indirectement par ce quotidien de l'exploitation et des luttes.

Mon opinion générale quant à cette dualité est que les travailleurs sont intéressés par (je dirais réceptifs à) des questions plus générales que le quotidien pratique immédiat quand le niveau de la lutte les contraint à dépasser ce niveau du quotidien. Dans de telles situations, souvent, ceux qui sont impliqués dans la lutte ont à choisir entre différentes réponses proposées par des militants politiques ou leur venant à l'esprit souvent en relation avec des contacts politiques personnels ou des expériences personnelles antérieures. Mais, de toute façon, si certains commentateurs peuvent parler en de telles circonstances d'« influence politique » la décision (qui peut être politique) dans leur action est plus influencée par ce que les travailleurs concernés considèrent comme correspondant à ce qu'ils pensent atteindre à ce moment dans leur lutte, sans se référer à quelque idée sur la construction d'une autre société selon des conceptions empruntées à quelque théorie sur une société communiste. Si je devais résumer en quelques mots ce que je viens d'expliquer, je dirais ceci : une autre société ne sera bâtie que par ceux qui seront impliqués dans la lutte lorsque le mouvement révolutionnaire sera amené à ré-

pondre pratiquement à ce qu'impliquera la lutte à ce moment et personne ne peut dire quand et comment un tel moment se produira ni y répondre par avance.

« Quand » est plus important que « comment » parce que la situation du capitalisme, le niveau des techniques et les structures sociales existantes seront déterminants dans l'essor, la forme et l'extension d'un mouvement révolutionnaire. Et, sauf si ce mouvement de produisait demain, nous ne savons rien sur ce point. Ma propre longue expérience des luttes et des théories diverses sur une société communiste me fait approcher ces questions d'une manière tout à fait relative. Au cours des années, en dehors de principes tout à fait généraux sur lesquels tous sont plus ou moins d'accord, tous les concepts essayant d'entrer dans des approches plus concrètes étaient façonnés par l'organisation et les développements de la société capitaliste de l'époque où ils étaient supposés se développer.

Si vous êtes intéressés par mon itinéraire politique et mon arrière-plan social, je puis vous envoyer le texte de discussions que j'ai pu avoir en anglais avec certains camarades. Vous pourrez ainsi, si je vous envoie ces textes par courriel, poser d'autres questions sur nos (mes) positions.

Pour répondre à vos questions sur les événements du dernier automne, je ne vous le décrirai pas complètement mais je vous joins les réponses apportées à des questions de camarades grecs sur certains points importants. Naturellement nous avons été présents dans ce mouvement soit dans les nombreuses manifestations, soit dans des réunions séparées de militants divers baptisés, quelque peu abusivement je pense « assemblées ou comités interprofessionnels » qui n'étaient en fait que des espèces

de « comités d'action » réunissant un nombre réduit de militants locaux même si de tels comités existèrent largement dans toute la France. Quand vous aurez lu les documents joints vous pouvez bien sûr poser toute autre question... Bien sûr, nous sommes intéressés par toute information sur les ex-Pays de l'Est, spécialement sur la Hongrie, mais aussi par tout autre sujet que vous estimeriez devoir être soulevé entre nous...

Tunisie : un parallèle avec la Roumanie de 1989

Réponse des camarades hongrois (8 février 2011)

« ... Nous avons eu beaucoup de discussions sur les mouvements en cours en Afrique du Nord. Principalement sur l'Algérie bien que nous puissions dire que la dimension de la révolte était sans commune mesure avec ce qui se passe en Tunisie et en Egypte... mais au moins nous pouvions discuter en partant de ce que nous apportait le camarade algérien présent. Peut-être était-il plus utile pour la plupart d'entre nous d'avoir une vision réelle de la vie et des contradictions du prolétariat en Algérie à travers ce témoignage personnel que de tenter une vision générale sur toute cette région ou sur les mouvements tunisiens d'après une connaissance obscure venant essentiellement d'informations des médias.

D'un autre côté, il n'était pas impossible de mettre aussi ces mouvements en Tunisie dans un contexte. On a trouvé quelques si-

militudes avec le soulèvement de décembre 1989 en Roumanie. Un de nos camarades s'y rendit peu de temps après la révolte (sa longue analyse fut même publiée en français vers 1990-1991 mais on a des doutes si elle fut réellement lue sérieusement) ; pourtant on pourrait faire un parallèle de bien des manières. par exemple comment cette fraction de la bourgeoisie a réagi dans la succession des événements, comment ont agi les différents secteurs du prolétariat, etc.

Et naturellement, comme toujours dans de tels événements nous tentons d'apporter notre vision sur la vie prolétarienne en Hongrie à ceux qui viennent d'autres pays (lire page 17).

Rudolf Rocker privatisé

De camarades allemands (juin 2011)

Le blog Vento largo nous a adressé le communiqué suivant de l'Institut für Syndikalismusforschung (Institut de recherche sur le syndicalisme révolutionnaire) :

« Rudolf Rocker doit disparaître

(...) L'Institut für Syndikalismusforschung a pour vocation principale d'étudier et de suivre les mouvements syndicalistes révolutionnaires dans le monde germanophone. Depuis 2007, grâce à un travail assidu et désintéressé, et grâce à la collaboration d'historiens et de chercheurs solidaires du projet, nous avons constitué une importante base de données – et en constante progression – concernant l'histoire du mouvement syndicaliste de langue allemande : www.syndikalismusforschung.info

L'Institut entretient, pour cette raison,

des correspondances fructueuses avec de nombreux historiens, écrivains et institutions de recherche. Mais tous les chercheurs ne sont pas solidaires de notre projet. Le 1er juin 2011, tous les textes d'un des plus grands penseurs anarcho-syndicalistes, Rudolf Rocker (1873-1958), ont dû être supprimés de notre base de données. Un certain Heiner Becker se dit, en effet, investi de tous les droits sur l'œuvre littéraire de Rudolf Rocker. Il est malheureux qu'au lieu de nous contacter directement, il ait laissé au procureur de Münster et à un bureau d'avocats le soin de le faire à sa place. Nous avons donc cédé à la mise en demeure qui nous a été adressée, car nous n'avons pas voulu remplir les poches d'un esprit borné – ce que nous aurions été, alors, obligés de faire.

Quoi qu'il en soit, nous estimons que le procédé employé par Heiner Becker est indigne et inacceptable. Nous ne comprenons pas comment il est possible que, en raison des droits qu'une seule et unique personne aurait sur l'œuvre littéraire de Rudolf Rocker, celle-ci doive rester hors de la connaissance du public. Pour nous, il est scandaleux que ce soi-disant « ayant droit » n'ait même pas été capable, depuis 1999, d'éditer un seul livre de Rocker – et donc encore moins de faire connaître l'intégralité de ses œuvres. Par contre, il semble bien qu'il soit tout à fait en mesure d'empêcher celles et ceux qui voudraient le faire. Nous espérons que toutes les personnes qui ont une certaine connaissance de ce thème, les institutions de recherche et les descendants de Rudolf Rocker seront informés de cette action qui contribue à reléguer dans l'oubli le souvenir de Rocker et qu'ils en tireront les conséquences qui s'imposent. Nous nous déclarons solidaires de toutes celles et de tous ceux qui sont sous le coup d'une plainte en

lien avec la publication de textes de Rocker.

Rudolf Rocker appartient à l'humanité progressiste et non pas à quelque plaignant privé.

Institut für Syndikalismusforschung. »

<http://cedocsv.blogspot.com/2011/06/rudolf-rocker-doit-disparaître.html>

« En France, on ne parle pas de Fukushima »

D'un camarade de la Drôme (mai 2011)

Je ne sais pas si vous êtes au courant, mais je n'en ai pas trouvé trace sur les sites français consacrés au nucléaire, que ce soit la Crii-rad, Sortir du nucléaire ou l'Autorité de sûreté nucléaire. Dans *The Times* d'hier, en vente ce mercredi dans les kiosques (daté Tuesday May 17, donc), un article d'une page entière, intitulé « Melt-down at Fukushima happened just hours after tsunami hit, officials admit » (« Les autorités admettent qu'une fusion du réacteur nucléaire s'est produite quelques heures après le tsunami »), explique que Tepco a mer.ti dès le départ et l'a reconnu avant-hier.

Il faut donc savoir que le tsunami s'est produit le 11 mars à 14h46, qu'il a frappé la centrale 46 minutes plus tard, et qu'à 21 heures ce même jour, la température du réacteur n° 1 était de 2800 °C. Le réacteur était ainsi en fusion dès le 11 mars à 21 heures, vient de reconnaître Tepco !!!!

Les doses de radiations reçues par les ouvriers correspondent, en 7 minutes et demie, à la dose maximale autorisée pour... une année ! (2000 millisieverts par heure).

L'article du *Times* conclut qu'on attend, dans les jours qui viennent, que Tepco fasse des révélations similaires pour les réacteurs 2 et 3 (!!!!!). Et les Japonais ne prévoient d'arrêter tout ce bordel qu'en... janvier ! (il n'est pas précisé si c'est 2012 ou 2356 !).

Le Bistougate a au moins eu une vertu : en France, on ne parle pas, semble-t-il, dans les grands médias de Fukushima, et pas davantage dans les sites antinucléaires ou pronucléaires comme l'ASN, qui s'était pourtant distinguée en donnant des informations bien plus fiables en mars et avril que les grands médias – plus fiables a priori en apparence, car finalement, tout recommence comme avec le nuage de Tchernobyl, c'est-à-dire que le mensonge est ABSOLU.

Je pense que ça vaut le coup de propager cette info, car c'est vraiment l'indice d'une défaite de la pensée massive, à mon avis en tout cas.



JIMMY LALLEMENT

NOUS AVONS APPRIS la mort survenue en début d'année de Jimmy Lallement. Né à Saint-Nazaire, Jimmy Lallement s'était établi à Angers où il participa à la vie associative et ouvrière et anima plusieurs revues, de *La Gazette d'Angers* (1971-1973) à *Essais (nouvelle série)* (1977-1989), en passant par *Point of no return* (1974-1975), avec le souci de lutter « contre la séparation du prolétariat et de la poésie », comme l'écrivait le n°44 d'*Essais* (septembre 1984), et d'agir en association ou de façon collective.

Cette publication se présentait ainsi dans son n° 41-42 : « *Essais* fut créé en 1970 par Puce Thibaud, Ahmed Hassoun, Rolland Fradet, Joël Guigné (...). Conservant l'outil que constituaient les facilités techniques et administratives de l'ancienne série d'*Essais*, Puce Thibaud, Joël Guigné, Jimmy Lallement, Guy Pichot, fondèrent en 1976 la "nouvelle série". Ce changement de série se justifiait amplement par le contenu entièrement prolétaire des nouveaux numéros et de leurs divers suppléments. (...) Si la parution est quelque peu irrégulière, cela tient au fait que nous sommes la plupart du temps impliqués et occupés dans diverses luttes. »

C'est souvent sous forme de lettres échangées entre les divers animateurs de la revue que se présentaient les articles d'*Essais*.

La présentation que nous avons citée se poursuivait ainsi : « Depuis deux ans nous avons connu sur Angers un certain nombre

de camarades ; des discussions ont eu lieu ; un processus associatif s'est enclenché ; des actions, des interventions, des tracts communs ont vu le jour. (...) et tous, à quelque degré que ce soit, ont participé avec nous à la confection de ce numéro. Celui-ci est donc un produit plus ou moins associatif. »

Jimmy Lallement était entré en correspondance avec Henri Simon en 1973, intéressé par la publication des *Conseils ou vriers* de Pannekoek aux éditions Bélibaste. En 1975, une discussion, purement épistolaire (les deux hommes ne se sont jamais rencontrés), fut engagée sur l'organisation, appuyée sur l'intérêt réciproque de textes comme *ICO, un point de vue* et *Le Nouveau Mouvement* d'un côté, et *La Raison dans l'histoire, Pour un monde nouveau* et le bulletin *Point of no return*, de l'autre.

Il avait déposé ses archives (collection de revues, brochures, pamphlets, articles sur Guy Debord (1994-1995), documents sur la grève d'ACT, documents sur Joël Guigné) à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam.

On peut trouver aussi ses principales publications, dont *La Raison dans l'histoire*, publiée par sa « Fondation pour le dépassement préhistorique » (1975), au Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira) à Lausanne.

En 2003, Jimmy Lallement suivit avec attention la lutte des ouvriers d'ACT Manufacturing (groupe Bull) à Angers, et rédigea une chronique et une analyse pour *Echanges* (n°104, printemps 2003 : «ACT Manufacturing, autopsie d'une lutte»).

Depuis cette date, il semble qu'il s'était retiré, atteint par la maladie. ■

Progrès ?

◆ *Le Mythe noir de la Houille blanche*, de Pierrette Rigaud, fait s'écrouler en quelques pages les volumes d'histoire et d'économie publiés depuis des décennies sur le « mythe grenoblois », selon lequel Grenoble aurait connu, aurait connu un « miracle économique » grâce à deux ingrédients : la Houille blanche et la matière grise. http://www.piecesetmain-doeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=320

« Féminisme et féminicide »

◆ Dans le n° 378 (mai 2011) de *CNT*, l'organe de la Confédération nationale du travail espagnole, un entretien avec Prado Esteban Diezma, militante du Syndicat de l'enseignement de la CNT à Madrid. Se présentant comme anarchiste, mère de famille nombreuse, sans curriculum ni titre universitaires, elle pose plusieurs problèmes en rapport avec l'opinion féministe majoritaire qu'elle accuse de servir le capital. Pour elle, à la façon des sectatrices de Simone de Beauvoir (1908-1986), le féminisme moderne dresse les femmes contre les hommes et pousse les unes à concu-

rer les autres, dans le travail salarié et dans les forces armées, par exemple. Prado Esteban Diezma rappelle, à ce propos, que l'incorporation des femmes dans les armées professionnelles a servi à attaquer l'antimilitarisme traditionnel dans la société espagnole et que ce n'est nullement un hasard si de Beauvoir était adulée de la Section féminine du parti phalangiste ni que la comtesse de Campo Alange eut écrit, en 1947, un livre qui annonçait *Le Deuxième Sexe* (1949) par son contenu. Toutes idées que Prado Esteban Diezma s'approprie à développer dans un livre qu'elle est en train de rédiger, *Feminismo et feminicidio* (Féminisme et féminicide). (Article de *CNT* en espagnol, copie à Echanges.)

Radio fréquence

◆ Site contre les RFID (« Radio Frequency Identification », en français, « Identification par Radio Fréquence ».) et le meilleur sujet : *RFID : la police totale, le film* (à télécharger et commander sur <http://websuterefuge.free.fr/rfid.html>).

◆ Le Collectif Anarchiste de

Traduction et de Scannerisation (CATS) de Caen annonce la mise en ligne de six nouvelles traductions qui peuvent être téléchargées <http://ablogm.com/cats/> :

– *Les Schlurfs* : un court récit sur les Schlurfs, la jeune ouvrière autrichienne qui rejetait les valeurs du nazisme ;

– *L'Anarchisme en Chine du Nord* : un petit texte étonnant et malicieux, de 1971 ;

– *1939-1965, Résistance armée à Franco*.

Mythes gauchistes

◆ « Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes (2010-2011) », *Compil* n° 6 de la revue *Ni patrie ni frontières*, rassemble des textes déjà publiés dans les milieux de toute l'ultra-gauche, marxiste, libertaire et anarchiste sur des sujets constamment débattus dans le « milieu », 12 euros. Toutes précisions pratiques et autres sur le site www.mondialisme.org

Lucioles parlslennés

◆ *Lucioles*, bulletin anarchiste du Nord-Est de Paris : des articles et de bons conseils pour déjouer l'uni-

versel contrôle (« L'Etat nous observe, crevons lui les yeux ») (luciolesdanslanuit.blogspot.com)

Castoriadis

◆ Tout sur Castoriadis à Agora International, 27, rue Froidevaux 75014 Paris. Cornelius Castoriadis/Agora International. <http://www.agorainternational.org>

Barcelone 1933-1938

◆ Los Comitès de Defensa de la CNT en Barcelona (1933-1938). Aldarull ediciones. www.aldarull.org

En France, chômeurs des années 30

◆ Un ouvrage de plus de 400 pages vient de paraître en Grande-Bretagne : Matthias Reiss et Matt Perry (sous la direction de), *Unemployment and Protest. New Perspectives on Two Centuries of Contention* (Chômage et contestation. Nouvelles perspectives sur deux siècles de luttes), Oxford University Press, 2011. Il s'agit d'un recueil des interventions de divers historiens lors d'un colloque organisé en Angleterre en février 2007 par le German Historical Institute de Londres dans

Hongrie

Nous recevons du groupe hongrois Barricade Collective, dont nous avons publié plusieurs contributions, l'appel suivant :

« Appel à la solidarité pour la rénovation du Gondolkodó Autonóm Antikvrium (librairie autonome Gondolkodó)

La librairie autonome Gondolkodó est le seul lieu de distribution, de lecture et de réunion du mouvement ouvrier en Europe centrale et orientale (et notamment en Hongrie) à connaître une activité continue depuis longtemps (depuis maintenant dix-huit ans). Le lieu doit être rénové en raison de problèmes d'humidité (murs moisiss, mortier dégradé, rayonnages branlants, etc.) La distribution de livres et autres publications devient difficile dans de telles conditions.

Ne pouvant faire face au coût d'une rénovation complète, nous demandons une aide financière qui nous permette de mener les travaux dès cet été. Même une participation de 10 euros fera l'affaire. Camarades, militants et sympathisants, merci de votre aide, au nom de la solidarité prolétarienne internationale ! »

L'argent peut être adressé au compte suivant :

Baki László

HU23 1040 3301 8675 5557 8750 1003

Swift code: OKHBHUHB

Gondolkodó Autonóm Antikvrium

www.gondolkodo.cjb.net

gondolkodo@citromail.hu

lequel se trouve une contribution de Michael Seidman, un historien américain avec lequel Echanges entretient des relations suivies, en raison de l'intérêt que certains d'entre nous portons à ses recherches fondées sur l'expérience vécue des sans-grades (voir entre autres la brochure que nous avons

publiée en 2001, *Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938*, et le compte rendu de la première traduction en français de son livre, *Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires*, éd. Senonevero, 2010, dans le n° 133 d'Echanges, p. 63).

Dans ce texte d'une vingtaine de pages, « *Protesting Individuals : The French Unemployed in the 1930s* » (Individus protestataires : Les Chômeurs français dans les années 1930), Michael Seidman s'est, comme d'habitude, appuyé sur des recherches dans les archives, en l'occurrence celles de la Somme, de la Seine-Maritime et de la région parisienne. Comme d'habitude aussi, à contre-courant des thèses sociologiques et d'histoire sociale ordinaires, centrées uniquement sur les mouvements collectifs organisés, il s'est penché de préférence sur les comportements individuels. Ce qui l'amène dans « *Protesting In-*

« *Gavroche* » cesse de paraître

◆ La « revue d'histoire populaire » *Gavroche*, héritière du *Peuple français*, a cessé de paraître après son n° 166, « notamment pour des raisons de santé ». Un courrier adressé aux abonnés explique qu'« à l'heure actuelle, aucune équipe n'a pu être constituée pour reprendre la publication », mais exprime l'espoir que « la situation évolue ».

dividuels » à remettre en question à la fois le dogme des chômeurs qui seraient tous personnellement détruits parce que sans travail et enclins au laisser-aller : « Les croyances productivistes assumées par les historiens et les chercheurs en sciences sociales ne tiennent pas compte de la nature littéralement rebutante du travail salarié, et de son refus par certains travailleurs. (...) De fait, certains ouvriers au chômage fuyaient le travail, la discipline sociale majoritaire et tiraient profit des avantages offerts par les collectivités nationales et locales. Ces chômeurs préféraient vivre sans salaire et défiaient ainsi l'éthique productiviste de la bourgeoisie, des partis et des syndicats ouvriers » (p. 242-243). Ces insoumis, contrairement à l'image que l'Etat ou les services sociaux peuvent en avoir, ne vivaient pas dans la paresse et l'apathie, mais étaient, au contraire, pour beaucoup, très actifs ; ce qui, selon Michael, était encore plus vrai des chômeuses que de leurs collègues masculins dans les années 1930. Où les résistances individuelles contre le travail deviennent collectives par le nombre d'ouvriers concernés, mais

échappent généralement aux études sur les groupes sociaux parce qu'elles ne s'exposent pas en public. (En anglais, copie à Echanges.)

Munis

◆ Une vidéo sur Munis : disponible à <http://www.youtube.com/watch?v=VNHI25GN6is>

Sylvia Pankhurst et les « *Principes de production communiste* »

◆ En deux volumes de la revue (*Dis*)continuité, n° 32 et 33 (mai 2011), une traduction d'articles parus dans la revue *The Workers' Dreadnought* (1917-1924) animée par Sylvia Pankhurst, auxquels s'ajoutent à la fin du n° 33 divers textes dont les *Principes fondamentaux de production et de distribution communistes* (1930) du Groep van internationale communisten de Hollande.

Sylvia Pankhurst (1882-1960) fut suffragette avant la première guerre mondiale, anti-guerre pendant, partisane puis adversaire de Lénine, féministe dans l'East End, quartier populaire de Londres, un temps proche des communistes de conseils hollandais et allemands, pour finalement

se ranger aux côtés des va-t-en-guerre pendant la deuxième guerre mondiale et devenir conseiller du négus éthiopien Haïlé Sélassié. Une trajectoire vers l'antifascisme et l'antiracisme qui ressemble à celle de beaucoup de militants de gauche dans les années 1920 à 1960, comme le rappelle *(Dis)continuité*.

◆ Les *Principes fondamentaux de production et de distribution communistes*, un texte collectif élaboré par le Groupe des communistes internationaux (GIC) des Pays-Bas, a paru en 1930 en allemand sous le titre *Grudprinzipien kommunistischer Produktion und Verteilung* aux éditions Neue Arbeiter Verlag de l'Allgemeine Arbeiter Union Deutschlands (Union générale ouvrière d'Allemagne). Il est traduit ici à partir de ses versions italienne et anglaise.



Cette dernière, de Mike Baker (1927-1990) d'après l'original allemand, a été publiée par le Movement for Workers' Councils en 1990 (dans la note 80, p. 77, *(Dis)continuité* donne 1999 pour date et signale, p. 330, qu'elle circule sur Internet) ; je ne connais pas la version italienne. Hormis celle de *(Dis)continuité*, il existe d'autres versions en français, dont une disponible sur Internet (www.mondialisme.org/spip.php?article1308), faite elle aussi d'après l'original allemand. Sans compter les nombreuses rééditions en allemand, les traductions de ce texte souvent injustement ramené à sa seule dimension comptable (note 86, p. 81) témoignent de son importance pour quelques cercles de militants.

Notre camarade Cajo Brendel (1915-2007), qui avait participé au GIC (voir ses *Souvenirs personnels* dans la brochure Anton Pannekoek, *Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite* que nous avons publiée en 1998), considérait les *Principes fondamentaux de production et de distribution communistes*

comme le seul ouvrage qui, bien qu'indéniablement marqué par une vision comptable du communisme, avait eu le courage de poser la question de l'organisation de la production et de la distribution sans le capitalisme, et, selon lui, il fallait entendre les réflexions du GIC plus comme une critique de l'économie russe bolchevique que comme une vision cohérente du communisme. *(Dis)continuité* paraît irrégulièrement et n'est pas distribuée en librairies. Les n° 32 et 33 sont vendus 22 euros chaque. S'adresser à : François Bochet, Le Moulin des Chapelles, 87800 Janailhac ; ou : f.bochet@free.fr

Allemanistes

◆ *Le Parti allemaniste (1891-1904)* suivi de : Jean-Baptiste Clément par Etienne Belot, une plaquette de Robert Camoin, 2011, dont voici les premières lignes : « Qui était Jean Allemane, pour que nous jugions tout à propos de lui consacrer un opuscule ? Le lecteur verra qu'il eut son importance dans le mouvement ouvrier, mais pas toujours positivement. » A commander à Robert Camoin, Montepidon, 63440 Saint-Pardoux (9 euros).

LISTE DE DOCUMENTS, JOURNAUX, BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES À ÉCHANGES

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles, il suffit de joindre à la demande si possible des timbres ou des vignettes : 0,78 euro pour un exemplaire, 1 euro pour deux, 1,80 euro jusqu'à cinq. Au-delà et pour les livres, demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication

A

A corps perdu n° 3 (2010), revue anarchiste internationale
Alternative libertaire, numéros dépareillés : 83 (2000), 196 à 199 (2010)
Alternative Press Index, 2009 et 2010 (A).
Amnesty International, rapport 2005
Aujourd'hui n° 54, 1999

B

Bad Gérard, Les droits de l'homme bombarde la Serbie, Echanges, 1999
Barricade pamphlet : Camatte la mystification démocratique (2006) et Connection (2006) (A)
Bilan d'une adhésion au PCF-ICO (1969)
Bilan et Perspectives n° 4 (2002)
Bon (François), Daewoo, livre, 1999
Brasero, n° 1, février 2011
Blaumachen, sur les événements de Grèce 2009 (en grec)
Bulletin contre-info en Cévennes n° 5 et 6 (2008) et 7 (2009)

Bulletin des compagnons de nulle part n° 4 (2007) et 6 (2009)
Bulletin du CIRA n° 65 (2009)

C

Camoin (Présence Marxiste), Tolstoï (2010)
Cercle Berneri, Les Syndicats aux Etats-Unis (1999)
Cercle de discussion de Paris, Que ne pas faire ? (2000)
Cette semaine, n° 79 (2000), 96, 97 (2008).
CFDT aujourd'hui, revue n° 8 (1979)
CFDT d'aujourd'hui (La), livre, Maire et Julliard, 1975
Challenge, n° 232, 2004
Chronique (La), bulletin d'Amnesty International n° 222 et 223 (2006)
Collectivités, Ballad against work (1997) (A)
Combat laïque n° 21 (2007)
Combat syndicaliste (Le), CNT Midi-Pyrénées, n° 87 (2004)
Communism n° 10 (1997) (A)
Contre le mythe autogestionnaire (2009)
Correspondance n° 1 (2011)
CQFD, n° de 76 à 86 (2010-11)

D

Dans le Monde une classe en lutte (n° dépareillés touchant les 17 années de cette publication pouvant être complétées par des photocopies)
Débattre n° 18 (2005) (Alternative libertaire)
Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002).

E

Echanges (pour 5 euros on peut obtenir un CD avec l'essentiel de la revue Echanges)
Echanges et Mouvement, livre,

Restructurations et lutte de classe dans l'industrie automobile mondiale
Ecole de Paris (Les amis de l') n° 5 et 7 (2006) et le journal n° 72 (2009) – Quand l'entreprise façonne la société
Economie et statistique n° 205 (1987)
Economist (The) Earthly Powers (2010) (A)
Ekluseries (Rennes) CD reprenant des émissions radio sur les squats.
Espoir n° 1 et 2 (2005)
Etudes Marxistes : L'emploi ou la mort (1997)
Exemple des relations de la Russie à l'Indonésie (1874)
Expansion (L') n° 2003 sur les médicaments (2004)

F

Forge (La), n° dépareillés (2010-2011)
For Nothing against everything n° 7 (2009) (A)
Forbes, juin 1984, the annual report of American industry (A)

G

GARAS, lettre de liaison n° 5 (2003)
Gazette de la société et des techniques, n° dépareillés de 2007 à 2011
Glaberman, Travailler pour la paie : les racines de la révolte, livre, (Acratie) (2008)
Goldner Loren, brochure sur Bordiga (A)
Communism is the material human community
Gremmo Roberto, Gli anni amari di Bordiga (1885) (1995) (I)

H

Habitants de la lune (Les) n° 4 (2010) sur les événements en Grèce et n° 5 (2011)
Head and Hand, The capital and class, 25th anniversary, automne 2001 (A)
Hobnail Review n° 5, 9, 10 et 13 (2007) et 14, 15, 16 (2008) (A)
Hurricane Katrina, Big Easy, small window, 2005 (A)

I

Illegal immigrants, brochure sur la défense des immigrants en France (A)
Incendo n° 5 (2010)
Industrial Worker n° 1702 (2007), 1730 (2010) (A)
Industrial Conflict n° 7 (A)
Info luttés n° 2,3,4 (2010)
Informations Correspondance Ouvrières (ICO) numéros disparates des années 1970 (pour 5 euros on peut obtenir un CD de l'ensemble des publications d'ILO-ICO)
Independent Reader n° 5 et 6 (2007) (A)
Intervention n° 10, 2010
Intervention communiste n° dépareillés 2010-2011

J

Jakilea/Le Témoin, n° 95 à 99, (2010-2011)
Jusqu'ici, n° 1 et 2 (2010)

K

Karnage, n° 2 (2010)
KSL n° 62 à 66 (2010-2011) (A)
Kta, Moloka 2007 à 2011

L

Labour Bulletin (Afrique du Sud) 1994-1995 (A)
La lettre de l'Institut n° 5 (2009°)
La LCR et le mouvement syndical (1988)
La Lanterne n° 0 (2010)
Le Mouvement social n° 207 (2004)
Les mauvais jours finiront (2010)
Lucioles n° 2 (2011)
Lieux communs n° 17, Les soulèvements arabes (2011)
Lutte de classe et luttes syndicales – La Sociale, Canada (2010)
Lutte Ouvrière n° 113 (1970) et 136 (1973)

M

Manières de voir (Le Monde diplomatique) n° 95, 100, 101 (2005)
Monde 2 (Le) Guantanamo (2005)

Mouvement Communiste, la lettre n° 16 (2005)
Manotti, livre, Lorraine Connexion (2006)

N

New Internationalist (The) (2004) (A)
Non Tracés n° 40 (2010)

O

Orr Akira, Autonarchy (brochure) et Future
Revolution (m.anuscrit) (A)
Out of the wide n° 1 (été 2008) (A)

P

Pannekoek, le syndicalisme (ADÉL)
Pannekoek, Lénine Philosophe (photocopie
de Spartacus)
Partisan, n°s 238 à 247 (2010-2011)
People (The), numéros divers de 2006
2007(A).
Politica Operaia n° 120 à 129 (2010- 2011)
(portugais)
Principia Dialectica n° 1 (2010) (A)

R

Red Collective (2006) (A)
Regroupement Communiste n°s 28 (2009), 31
à 34 (2010-2011)
Révolution qui vient (La) 2009
Révolution Communiste, cahier n° 1, De la
question syndicale
Rouge n°86, 1970
Revue russe n° 17 (2000)

S

Simon Claude (brochure) On n'est pas des
veaux (sur les produits laitiers) (2006)
Simon Henri, The railways strike, France
1986-1987, Echanges (A)
Simon Henri, Le 25 juin 1976 en Pologne
(1977)
Socialist Worker, organe du Socialist Worker

Party, numéros de 2010-2011 (A)
Solidaire, numéros dépareillés de 2004-2005
Solidarité active avec les compagnons
incarcérés (2007)
Sortir de l'économie n° 1 (2007)
Sortir du nucléaire, n°s 32, 33 (2006), 42, 43,
44 (2009), 45 à 48 (2010-2011), catalogue
2010 et hors-série Le Double Jeu du nucléaire
(2009)
Street Voice n°s 68 (2000) et 75 (2004) (A)
Subversion n° 19 (A)
Sud Education n°s 20 (2006), 21,25 (2007), 26
(2008)
Sud éducation Aquitaine, la lettre, n°s 37 à 39
(2010-2011)

T

Time – Buying into America – 1997 (A)
Temps Maudits (Les) n° 15, 2003

U

Université de Nantes – Subjectivité et post
modernisme, 2008
L'Un Visible n° 0, juin 2004

V

Valeurs actuelles n° 3833, 2010, Crise de l'euro

W

Wagner, L'Anarchie et la révolution espagnole
(ADEL)
Women and Revolution – Iran –Spartacist
League n° 49, 1979 (A)
Woodward Alan, The deeper meaning of the
struggle (2009) (A)

Z

Zanzara Athée, brochures : Des mouvements
lycéens à Colmar (2009-2010) ; Rage de
classe dans les années 2000 (2009)
Z (revue américaine) numéro de 2004 (A)

BROCHURES DISPONIBLES

La Question syndicale en Chine, documents officiels,
officieux et militants. (mai 2010, 2,50 euros)

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte**, Gifford
Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921, Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

**ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières
et l'Internationale situationniste**, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial (mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitruavail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le III^e Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

**Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des
enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites** (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il
coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXI^e siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

**L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée
vers l'autonomie** (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,
présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

**Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone,
1936-1938**, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

**Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes
sur les Etats-Unis**, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

**Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti
et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek, précédés de : Le Groupe des communistes
internationalistes de Hollande**, par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

**La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages
et discussions** (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte



Echanges et mouvement public
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (DLM),

recension bimestrielle des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Nous avons bénéficié jusqu'à récemment d'une impression gratuite. Cette solution n'est plus possible. Nous souhaitons cependant conserver la gratuité de *DLM*, mais demandons à ceux qui le peuvent de contribuer avec quelques euros aux frais de fabrication.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org